

© Éditions Delga, 2023
Éditions Delga, 38 rue Dunois, 75013 Paris
editionsdelga@yahoo.fr Tél. : 07 81 77 82 96
www.editionsdelga.fr

GIULIO PALERMO

LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

**L'impérialisme US à la conquête
de l'Europe**

INTRODUCTION

Selon le discours dominant, du moins en Occident, la guerre en Ukraine commence le 24 février 2022 avec l'attaque non provoquée et imprévisible de la Russie contre l'Ukraine, immédiatement après la reconnaissance par Moscou des républiques du Donbass (Donetsk et Lougansk) qui ont déclaré leur indépendance vis-à-vis de Kiev en 2014.

À l'inverse, selon les déclarations du président russe Vladimir Poutine, l'« opération spéciale » est une réaction à la non-application par l'Ukraine des accords de Minsk de 2014 et 2015 et aux massacres perpétrés par les forces militaires et paramilitaires au service de Kiev contre la population du Donbass et d'autres régions d'Ukraine.

Ces accords, signés par les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk, sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), visaient à résoudre la crise qui s'était développée en Ukraine à la suite du coup d'État de février 2014.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, la Russie – qui était alors l'Union soviétique – s'inquiète également de l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et il n'est pas étonnant que les tensions se soient accrues lorsque ce processus s'est déplacé jusqu'aux portes de Moscou.

Avec l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999, même les Russes les plus occidentalisés ont commencé à voir

différemment le rôle des exportateurs de démocratie de l'OTAN, car ce sont leurs frères serbes qui ont fini sous les bombes. Une guerre étrangère à tous les principes du droit international : des Nations unies (ONU), qui n'ont pas autorisé la mission, à l'OTAN elle-même, puisqu'aucun pays membre de l'alliance n'a été attaqué, mais typique des méthodes diplomatiques des États-Unis, en tant qu'acte de démonstration et d'avertissement pour tous.

En bref, la Russie avait de nombreuses raisons de se méfier des bonnes intentions des États-Unis en Ukraine, et les racines sont profondes. D'autre part, la guerre froide s'est terminée avec un vainqueur et un vaincu, et peu importe comment on raconte l'histoire, selon la logique de la guerre, il est d'usage que le premier présente la facture au second.

La vraie question à poser est, à la rigueur, une autre : comment se fait-il que, si les antécédents sont si lointains, nous en arrivions au conflit maintenant ?

Lorsque l'on cherche les causes des situations explosives, il faut toujours donner deux explications, et non une seule : d'abord, il faut identifier les tendances à long terme, ces forces qui poussent progressivement vers la crise ; ensuite, il faut expliquer les facteurs contingents qui conduisent à l'éclatement de la crise.

La stratégie à long terme des États-Unis en Ukraine commence bien avant le coup d'État de 2014. De ce point de vue, il vaut la peine de commencer par le début : le processus de dissolution de l'Union soviétique, dans lequel s'est défini le plan américain de thésaurisation du butin de guerre. Cette reconstitution historique fait l'objet du premier chapitre de ce livre.

L'analyse critique de ce processus historique démontre une pression militaire croissante des États-Unis sur la Russie et explique pourquoi celle-ci n'a finalement eu d'autre choix que de répondre sur le plan militaire. Mais c'est en analysant la dynamique de la guerre, notamment dans ses aspects économiques, plutôt que militaires, que la réponse à la deuxième

question apparaît le plus clairement : *Pourquoi maintenant ?* Le deuxième chapitre est consacré à ce thème.

Les conséquences économiques de la guerre, absolument prévisibles et certainement prévues par les acteurs sur le terrain (à l'exception, apparemment, de certains politiciens européens), indiquent que la direction de l'opération est à chercher à Washington et que le véritable ennemi n'est pas à Moscou mais à Bruxelles. L'Ukraine n'est que l'instrument pour faire intervenir la Russie et étendre la pénétration du capital américain dans l'Union européenne (UE).

Du point de vue des États-Unis, en outre, la stratégie d'expansion en Europe n'est qu'une pièce des stratégies globales régissant les relations avec la Chine, qui se sont enflammées ces dernières années. En effet, entre les accords de Minsk et l'intervention russe, il s'est produit un événement d'importance au niveau mondial : la pandémie, autre phénomène qualifié de soudain et d'imprévu, mais certainement pas d'imprévisible par les centres stratégiques du grand capital et les services de renseignement des grandes puissances économique-militaires.

Aux fins de notre analyse, les aspects sanitaires, juridiques et moraux de la gestion de la pandémie ne sont absolument pas pertinents. La seule dimension qui nous intéresse s'avère l'économique. De ce point de vue, la pandémie est en effet l'occasion d'accélérer le processus de transformation technologique et sociale dans lequel les États-Unis ont tant investi mais qui peinait à se développer. Pour compléter la réponse à la question *Pourquoi maintenant*, dans le troisième chapitre, j'élargis donc l'horizon de la critique et discute de la relation entre la guerre en Ukraine et les politiques anti-pandémiques, en tant que moments distincts mais conjoints de la stratégie impérialiste globale des États-Unis.

L'image qui se dégage montre que l'Europe est au centre des politiques impérialistes américaines dans la compétition mondiale avec la Chine. L'intérêt économique-militaire pour l'Europe n'est en rien nouveau, mais s'inscrit dans un long processus qui a débuté à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Aussi contradictoire que cela puisse paraître à ceux qui considèrent l'UE comme un pôle économique indépendant, créé pour rivaliser avec les États-Unis, le processus de convergence d'abord vers le marché unique, puis vers la monnaie unique, suit une logique diamétralement opposée. En fait, ce sont les États-Unis eux-mêmes qui poussent dans cette direction.

Dans le chapitre quatre, je continue donc à problématiser l'analyse critique du conflit russo-ukrainien en retraçant historiquement la stratégie américaine en Europe. C'est dans ce processus d'intégration entre les capitaux américains et européens que les choix économiques, politiques et militaires de l'UE et de ses différents États membres, apparemment contradictoires, trouvent au contraire toute leur cohérence.

Dans le dernier chapitre, je fais le point et tire quelques conclusions.

1.

LES ORIGINES HISTORIQUES ET POLITIQUES DU CONFLIT

Avant d'entrer dans le vif des relations entre la Russie, l'Ukraine, les États-Unis et l'UE, nous devons nous débarrasser d'une ambiguïté théorique qui caractérise le débat sur l'impérialisme, concernant la nature impérialiste de la Russie. En fait, ce n'est qu'en insérant le conflit russo-ukrainien dans le cadre théorique approprié qu'il est possible de saisir le rôle d'acteurs qui, formellement, ne sont même pas sur le terrain mais, en réalité, sont au centre des développements économique-militaires de toute la région.

En outre, d'un point de vue militaire et économique, il est tout à fait clair que derrière le conflit russo-ukrainien se cachent les stratégies de l'OTAN et de l'UE. Et il est tout aussi évident que l'OTAN n'est pas une organisation défensive entre égaux, mais une organisation offensive hégémonisée par les États-Unis. Pour comprendre la nature du conflit en Ukraine, nous devons donc reconstruire le rôle de l'OTAN et des États-Unis en Europe.

À côté de ces acteurs institutionnels, il y a aussi les grandes entreprises multinationales, qui interviennent à la fois par la force financière de leurs investissements et par la pression politique : du lobbying à l'action sur la société civile, jusqu'à la détermination des ministres et des lignes de politique économique.

Dans un contexte impérialiste, c'est à partir de la fusion des intérêts du grand capital avec ceux des structures politico-militaires que se développent les stratégies géopolitiques des États. C'est donc en examinant les intérêts de ces différents acteurs, plus ou moins visibles dans le débat officiel, que je retrace le processus historico-politique qui a conduit à la guerre en Ukraine.

Puissances et pions de l'impérialisme

Ceux qui inscrivent le conflit russo-ukrainien dans le cadre d'un prétendu impérialisme russe commettent une grave erreur. Contrairement à la conception géopolitique qui prévaut aujourd'hui dans les relations internationales, l'impérialisme n'est pas un contexte dans lequel les relations entre pays à l'échelle planétaire sont réglées par l'usage des armes, mais il s'agit de la phase du développement capitaliste dans laquelle les grands capitaux monopolisés dictent aux États l'extension de leur domination, tant au niveau national qu'international. Les armées sont évidemment importantes, mais le moteur du processus est économique et non militaire¹.

Les principales puissances impérialistes dans le monde sont les États-Unis et la Chine. Ce sont eux qui se disputent l'appropriation de la valeur extraite dans n'importe quel coin de la planète. Pour ce qui est de l'impérialisme, ce sont les relations économiques plutôt que militaires qui conduisent ce processus. De ce point de vue, les deux premières économies du monde ne sont pas si différentes : si un investisseur américain ou chinois frappe à la porte, ce n'est pas seulement pour pratiquer un commerce mutuellement bénéfique, mais surtout pour permettre aux capitaux américains et chinois de pénétrer de nouveaux

1. LÉNINE, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm>.

marchés, d'exploiter de nouveaux travailleurs et de s'approprier la valeur qu'ils produisent.

La véritable différence entre la République populaire de Chine et les États-Unis d'Amérique est que la première n'a aucune tradition de guerre de conquête, tandis que les seconds, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont attaqué des dizaines de pays et participé à presque tous les conflits régionaux aux quatre coins de la planète. En fait, la tradition impérialiste des États-Unis a des racines lointaines et est inextricablement liée au rôle de l'armée et de l'industrie de l'armement. Celle de la Chine, en revanche, est plus récente et passe par des canaux purement économiques et non militaires.

Le tournant pro-marché de la Chine a pris forme sous la présidence de Deng Xiaoping, qui, au cours des années 1980, a démantelé le modèle communiste construit par le Grand Timonier, Mao Tsé TOUNG, en lançant un vaste programme de privatisation, de libéralisation et d'ouverture aux capitaux étrangers. Dans la première phase, la Chine était principalement une sphère d'expansion pour les capitaux étrangers. Avec le temps, cependant, les capitaux chinois (en partie multinationalisés) sont devenus suffisamment importants et puissants pour concurrencer les capitaux occidentaux et, aujourd'hui, la Chine est le seul pays capable de rivaliser avec les États-Unis.

Même dans la compétition strictement économique, les États-Unis et la Chine suivent des voies différentes : les États-Unis avancent par menaces et sanctions contre ceux qui ne coopèrent pas, la Chine par des contrats et des investissements pour inciter tout le monde à coopérer.

La Russie ne présente aucun des traits d'une puissance impérialiste, ni de type US, ni de type chinois. Sur le plan militaire, elle n'est certainement pas orientée vers l'expansion : les principales bases militaires à l'étranger laissées à la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique se trouvent dans les anciens pays soviétiques (à l'exception de la Syrie, où la présence russe a été explicitement demandée par le gouvernement du

président Bachar al-Assad). Il ne s'agit en aucun cas de têtes de pont pour une nouvelle expansion, mais de ce qui reste du système de défense russe, suite à l'élargissement de l'OTAN.

Mais surtout, sur le plan économique, contrairement aux puissances impérialistes qui se caractérisent par des exportations massives de capitaux, la Russie exporte principalement des marchandises (et en grande quantité). Même du point de vue financier, les manœuvres du grand capital russe à l'étranger sont davantage orientées vers la sécurisation des flux commerciaux que vers la délocalisation et le développement productif dans les pays satellites. Typique, de ce point de vue, est la relation entre Gazprom (le géant de l'énergie contrôlé par le gouvernement russe) et GazpromBank, la banque du groupe Gazprom, la troisième plus grande en Russie, aux succursales uniquement situées dans la fédération russe, mais avec des participations en Biélorussie (BelgazpromBank) et en Suisse (GazpromBank – Suisse) visant précisément à gérer les exportations de Gazprom.

En matière de relations extérieures, la Russie est orientée vers le développement des relations commerciales. Les relations financières sont une nécessité, non un objectif stratégique. D'un point de vue commercial, il est également évident que la Russie a tout intérêt à maintenir des relations géopolitiques pacifiques et équilibrées. Les stratégies agressives dans les relations internationales ne sont objectivement pas dans l'intérêt du pays, ni de ses capitaux.

La transition de la Russie vers le capitalisme

Avec la dissolution de l'Union soviétique et les privatisations débridées imposées par le Fonds monétaire international (FMI), un double processus s'est développé : à l'intérieur, une oligarchie financière corrompue a, en collusion avec à l'Occident, profité des privatisations pour s'enrichir au détriment du bien public ; dans les relations internationales, les oligarchies financières

occidentales ont saisi l'occasion d'acquérir à prix cassés des parts importantes de toutes les entreprises stratégiques créées pendant l'ère communiste, pour les gérer avec les oligarques nationaux. De ce point de vue, du moins dans un premier temps, la Russie est avant tout un terrain de conquête pour les puissances impérialistes, mais peut difficilement être qualifiée de puissance impérialiste elle-même.

Pendant les huit années de la présidence de Boris Eltsine, de 1991 à 1999, la Russie a touché le fond sur le plan économique, politique et culturel.

En 1992, le premier président de la Russie post-soviétique a lancé le programme de réformes souhaité par l'Occident, comprenant la privatisation totale, la libéralisation et l'abandon de la planification pour faire place au marché, ce qui a provoqué une profonde crise économique dans le pays. L'idée de distribuer des coupons (actions dans les entreprises privatisées) au peuple au nom de la voie démocratique vers la privatisation fait exploser les inégalités. Comme on pouvait s'y attendre, les coupons sont saisis par les plus puissants et les travailleurs se retrouvent sans rien : le travailleur russe voit les principaux services sociaux gratuits dont il avait toujours bénéficié disparaître en échange d'une bouteille de vodka, la nouvelle classe politique qui gère le processus avec l'Occident découvrant au contraire le faste du capitalisme.

En 1993, le président prend d'assaut le Parlement en application de sa décision de dissoudre les Chambres, sans disposer des pouvoirs constitutionnels pour le faire. En 1998, pendant la crise du rouble, il déclare le défaut de paiement de la dette publique, portant la crédibilité financière du pays à un minimum historique. Et peu après, avant de céder le pouvoir, il signe de nouveaux accords avec le FMI, appelant le sang et les larmes pour son peuple.

Le problème est que le deuxième président de la Fédération de Russie ne pense pas du tout comme son prédécesseur : il entend opérer un tournant politique et économique pour le pays, mettre un terme aux diktats des capitaux étrangers et restaurer

la fierté nationale. L'arrivée de Poutine au pouvoir inverse de nombreux processus économiques et politiques, et sa stabilité à la tête du pays (Poutine a été président de la République de 2000 à 2008 et depuis 2012, et Premier ministre pendant les périodes 1999-2000 et 2008-2012) redore l'économie de la Russie, redonne la dignité à son peuple, et restaure la crédibilité et le respect du pays dans le contexte international. Le parti communiste russe lui-même, bien qu'étant la principale force alternative à Poutine, est souvent aux côtés du président pour les affaires étrangères.

Avec Poutine, le shopping bon marché des capitaux occidentaux prend fin et la politique reprend un rôle plus actif dans la défense des intérêts nationaux et la gouvernance de l'économie et des entreprises stratégiques.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie a été fortement affaiblie, tant sur le plan économique que militaire. Mais la Russie de Poutine a laissé derrière elle l'humiliation subie pendant les huit premières années du capitalisme, avec le démantèlement de l'appareil économique et politique de l'Union soviétique par son président pro-occidental. À présent, la Russie, malgré toutes ses contradictions internes, s'est redressée sur le plan international. Économiquement, elle est solide et peut traiter d'égal à égal avec ses partenaires occidentaux. Militairement, si elle n'a certainement pas les moyens de s'engager dans une guerre mondiale, elle est néanmoins capable de défendre ses intérêts nationaux.

Pour vraiment comprendre les caractéristiques impérialistes du conflit russo-ukrainien, ce n'est pas vers l'Est mais vers l'Ouest qu'il faut se tourner.

L'expansion de l'OTAN en Europe

Pour aller aux origines du conflit russo-ukrainien et comprendre ses liens avec l'expansionnisme US en Europe, commençons par un bref rappel historique.

Jusqu'en 1991, l'Ukraine faisait partie de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et s'appelait la République socialiste soviétique d'Ukraine. Après l'effondrement et le démembrement de l'Union soviétique, l'Ukraine est devenue une république indépendante et n'a pas tardé à être un objet d'intérêt pour l'OTAN.

Il convient de mentionner que le 17 mars 1991, un référendum populaire a été organisé sur le maintien de l'Union soviétique, qui s'est soldé par une victoire écrasante du «oui» (78 % pour et 22 % contre, avec un taux de participation de 80 %).

Mais la volonté du peuple, on le sait, ne compte pas pour beaucoup lorsque l'Occident exporte la démocratie. Ainsi, sous la pression des États-Unis et de la Communauté européenne (l'ancêtre de l'UE), l'Union soviétique a été dissoute et, peu après, le processus d'annexion des républiques post-soviétiques à l'UE et à l'OTAN a commencé.

Les deux processus d'élargissement de l'UE et de l'OTAN se sont déroulés en parallèle, bien qu'à des vitesses différentes¹.

Le premier acte préparatoire de ce double processus se produit avec l'annexion de la République démocratique allemande à l'Allemagne de l'Ouest le 3 octobre 1990, juste avant la naissance de l'UE (le traité de l'UE sera signé à Maastricht le 7 février 1992, après la dissolution de l'Union soviétique), ce qui, de fait, élargit la communauté européenne et intègre l'Allemagne de l'Est au Pacte atlantique sans augmenter le nombre d'États membres des deux organisations.

L'année suivante, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque forment le groupe de Visegrád (auquel se joindra plus tard la Slovaquie) dans le but de rejoindre l'UE et l'OTAN. L'entrée officielle de ces trois pays dans l'OTAN a lieu le 12 mars 1999 au sommet de Washington, alors que les bombardiers de l'OTAN chauffent déjà leurs moteurs contre la Yougoslavie.

1. NATO, A short history of Nato. https://www.nato.int/cps/en/natohq/declassified_139339.htm.

Les bombardements de l'OTAN contre le pays socialiste le plus occidental d'Europe débutent le 24 mars et se poursuivent jusqu'au 7 mai. Ils ont une forte valeur démonstrative : l'OTAN montre qu'elle peut se déplacer librement en Europe, même au mépris des traités de l'ONU (où la Russie et la Chine ont opposé leur veto à l'opération) et de l'OTAN elle-même (qui, théoriquement, n'a que des objectifs défensifs). Pour que le message porte loin, lors du bombardement chirurgical dirigé par les États-Unis (c'est ainsi que l'on appelait à l'époque les tirs de missiles et de bombes), cinq bombes de précision frappèrent l'ambassade de Chine à Belgrade, la réduisant en cendres.

Lors du sommet de Washington, les lignes directrices de l'élargissement à l'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie sont également définies. La Russie s'y oppose vigoureusement, mais en vain, notamment en ce qui concerne l'entrée dans le Pacte atlantique des trois États baltes, anciennes républiques soviétiques, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, directement limitrophes de la Russie.

En mai 2000, la question yougoslave ayant été réglée, avec l'éclatement de la fédération en républiques indépendantes, ces pays sont rejoints par la Croatie pour former le Groupe de Vilnius, une organisation visant précisément à rejoindre l'alliance militaire dirigée par les États-Unis.

En 2009, après avoir déclaré son indépendance de la Serbie en 2006, le Monténégro demande lui aussi à adhérer officiellement à l'OTAN.

Le processus d'adhésion au Pacte atlantique se déroule en plusieurs étapes : le 29 mars 2004, l'entrée de la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie est formalisée ; le 1^{er} avril 2009 adhèrent l'Albanie et la Croatie ; le 5 juin 2017, le Monténégro les rejoint et, le 27 mars 2020, la Macédoine du Nord.

En 2022, alors que la Russie et l'Ukraine sont en guerre ouverte, la Bosnie-Herzégovine demande officiellement à

rejoindre l'alliance, achevant ainsi le long processus d'intégration entamé à la suite de l'agression de l'OTAN en 1995 – l'opération « *Deliberate Force* » – par laquelle les États-Unis ont commencé à redessiner les frontières de l'Europe après l'effondrement du socialisme réel. L'OTAN insiste également pour accélérer l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine elle-même, qui est sur la liste d'attente depuis plus de dix ans. Sans trop de préambules, la Finlande et la Suède demandent également à rejoindre l'OTAN, inquiètes, selon leurs porte-parole, de l'agression russe.

Dans le cadre du développement de l'OTAN, l'Ukraine n'est qu'un des pions stratégiques dans l'approche des frontières de la Russie. Objectivement, quels que soient les objectifs militaires, économiques ou politiques de ce processus, il suffit de regarder une carte pour se rendre compte que la Russie est confrontée à un problème de sécurité nationale.

La situation en Ukraine

Lors de la chute de l'Union soviétique en 1991, le parti communiste d'Ukraine, jusqu'alors le parti unique, est mis hors la loi. Toutefois, le parti conserve un fort soutien dans les zones industrialisées et dans l'est du pays. La loi est ensuite révoquée deux ans plus tard, bien que l'anticommunisme reste le facteur politique le plus important par lequel l'Occident soutient la transformation du pays et de toute la région. Le principal facteur économique est évidemment l'attrait des entreprises publiques, qui sont rapidement privatisées, offrant aux capitaux étrangers une occasion tentante de s'emparer des joyaux de l'économie post-soviétique à des prix soldés.

En peu de temps naît une nouvelle classe politico-économique, liée aux États-Unis et à l'UE, et se développe la pénétration économique et culturelle de l'Occident. Comme partout ailleurs, avec le passage au capitalisme, naissent les nouveaux riches (politiciens et entrepreneurs corrompus) et

avec eux, les nouveaux pauvres (tous les autres), qui voient les services essentiels fournis par l'État disparaître au profit d'entreprises privées à la recherche de profits.

En 1994 et 1999, Leonid Koutchma, ancien membre du parti communiste de l'Union soviétique et du comité central du parti communiste d'Ukraine, remporte les élections. Dans ce nouvel environnement politique, Koutchma s'est résolument éloigné du marxisme pour se tourner vers le marché. Il n'est pas un vrai partisan de l'Occident, mais proche de la Russie pour les relations internationales.

Ainsi, en 1998, l'Ukraine obtient son premier prêt du FMI de 2,2 milliards de dollars, porté à 2,6 milliards de dollars l'année suivante, contre l'engagement de mettre en œuvre un plan de réforme détaillé en faveur du marché¹. En 2003, cependant, Koutchma signe un traité pour la création d'un espace économique unique avec la Russie, le Belarus et le Kazakhstan, ce qui provoque l'ire de l'Occident.

Lors des élections de 2004, se confrontent Viktor Ianoukovitch, originaire du Donbass, ancien membre du parti communiste soviétique et Premier ministre du gouvernement sortant du président Koutchma, soutenu par la Russie, et le leader de l'opposition Viktor Iouchtchenko, appuyé par l'UE et les États-Unis.

Le résultat des élections donne la victoire à Ianoukovitch. Cependant, Iouchtchenko ne se résigne pas et conteste les élections. De son côté, il a la société civile : un réseau d'associations et de fondations qui, au fil des ans, ont reçu des fonds de l'Open Society Foundation de George Soros – l'un des hommes les plus riches du monde et un requin de la finance des plus puissants – dans le but de défendre les intérêts occidentaux et de promouvoir les valeurs du marché et l'anticommunisme.

C'est ainsi que se développe la « révolution orange », qui conduit la Cour suprême ukrainienne à annuler le résultat

1. IMF, *Ukraine Memorandum of Economic policies*. <https://www.imf.org/external/np/loi/081198.htm>.

des élections et à en convoquer de nouvelles. Le résultat de la nouvelle élection annule le résultat précédent et Iouchtchenko devient président.

Immédiatement, le nouveau président entame les réformes structurelles souhaitées par les institutions financières internationales, avec de lourdes répercussions sociales et économiques sur l'ensemble de la population. En 2008, l'Ukraine obtient un deuxième prêt du FMI, cette fois d'un montant bien plus important : 16,4 milliards de dollars¹.

Pendant son mandat, cependant, Iouchtchenko ne parvient pas à mettre pleinement en œuvre le paquet de réformes exigé par le Fonds, en raison de l'opposition menée par Ianoukovitch. En particulier, face au désastre économique et social du pays, le gouvernement est contraint d'accorder des augmentations du salaire minimum et des pensions, ce à quoi le FMI répond en arrêtant ses versements à la fin de 2009².

Mais au moins sur le plan politique et culturel, le président pro-occidental a l'intention d'apporter un changement définitif dans le pays. Avant de mettre fin à son mandat, le 22 janvier 2010, il accomplit l'un des gestes symboliques qui décrit le mieux sa prise de distance par rapport au communisme : il décerne le titre de Héros de l'Ukraine à Stepan Bandera, criminel de guerre, collaborateur de l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique pendant la Grande Guerre patriotique (expression par laquelle les républiques soviétiques, notamment celles du front occidental, appellent depuis toujours la Seconde Guerre mondiale).

Cependant, le virage économique et politique vers le nouveau modèle démocratique occidental s'interrompt précisément en raison du processus électoral. Lors des élections de 2010, Ianoukovitch l'emporte à nouveau, cette fois sans que personne

1. IMF, *Helping Ukraine avoid a hard landing*. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/28/04/53/socar111008a>.

2. Reuters, *UPDATE 2, Ukraine seeks to overhaul IMF deal, tough talks ahead*. <https://www.reuters.com/article/idUSLDE62N0U620100324>.

ne puisse protester ou l'accuser de fraude, puisque l'ensemble du processus électoral se déroule sous la supervision attentive d'observateurs internationaux.

Dès son entrée en fonction, Ianoukovitch doit faire face à la pression de l'Occident, qui avait déjà contribué à son éviction en 2004. Dans le même temps, il ne semble pas disposé à prendre les mesures impopulaires exigées par l'UE. Il n'en reste pas moins qu'en juillet reprennent les négociations pour un troisième prêt du FMI. Parmi les conditions du prêt de 15 milliards de dollars, le Fonds demande au gouvernement ukrainien d'économiser en réformant les retraites – par le relèvement de l'âge de la retraite et l'augmentation de la durée de cotisation – et en supprimant les subventions de l'État aux ménages pour le gaz naturel – d'où l'augmentation de 50 % des prix facturés aux utilisateurs – deux mesures auxquelles Ianoukovitch a toujours exprimé sa ferme opposition¹.

Dans le même temps, Ianoukovitch développe les relations avec la Russie et, en 2013, intensifie les relations commerciales avec l'Union douanière eurasiennne, la zone de libre-échange formée par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan qui, dans le projet initial bloqué par la Révolution orange, incluait également l'Ukraine.

Cependant, les conditions fixées par le FMI ne seront jamais respectées et, en décembre 2013, alors que l'OTAN, l'UE et le FMI augmentent la pression sur l'Ukraine, le dialogue s'arrête brutalement et la diplomatie internationale se transforme en émeutes de rue.

Le coup d'État de 2014

Les relations de l'Ukraine avec l'UE et les institutions financières internationales sont au centre des événements qui ont

1. IMF, Country report n. 14/145. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14145.pdf>.

précédé le coup d'État de 2014. L'UE fait pression pour que l'Ukraine entame le processus d'adhésion, fixant pourtant des conditions très strictes : un vaste programme de réformes économiques, judiciaires et financières, l'adhésion à la politique étrangère et de sécurité de l'Union, la création d'une zone de libre-échange et l'accès à de nouveaux prêts du FMI, avec un fort endettement du pays.

Contrairement aux pays qui recourent généralement au FMI, l'Ukraine n'est toutefois pas dépourvue de solutions alternatives. Depuis quelque temps, Moscou courtise Kiev avec des propositions économiques attrayantes pour la dissuader de se rapprocher de l'UE et l'OTAN. Dans cette accélération de la pression occidentale sur l'Ukraine, accompagnée de conditions de plus en plus dures pour le gouvernement ukrainien, la Russie joue dans le sens inverse et met sur la table des propositions économiques de plus en plus généreuses. Ainsi, alors que l'UE et l'OTAN présentent un plan antisocial de soumission aux intérêts extérieurs, la Russie propose au pays voisin un paquet d'aide de 15 milliards de dollars et une réduction de 33 % sur le prix du gaz naturel comme prime d'entrée dans le processus d'intégration économique de la zone eurasiennne, sans pour autant interférer dans les politiques de revenus et de privatisations qui, dans la proposition russe, resteraient du ressort des affaires intérieures ukrainiennes¹.

Il est clair que, d'un point de vue économique, il n'y a pas de comparaison entre les deux propositions. Mais l'Occident n'a pas l'intention d'acheter l'Ukraine aux enchères. Il la veut aux conditions qu'il a lui-même définies, celles du profit maximum pour les entreprises américaines et européennes. Pour cela, il n'a pas l'intention de faire des concessions et n'engage donc aucune négociation. Pour imposer ses propres conditions, il ne fait pas

1. United Nations University, *What do the World Bank and IMF have to do with the Ukraine conflict?* <https://ourworld.unu.edu/en/what-do-the-world-bank-and-imf-have-to-do-with-the-ukraine-conflict>.

de promesses mais recourt à des menaces, dont celle d'interrompre le processus d'intégration avec l'Europe, déplaçant ainsi le problème du terrain économique au terrain politique.

Le président Ianoukovitch, à ce stade, n'a plus d'hésitations ni sur le plan économique ni sur le plan politique : le 21 novembre 2013, il suspend la signature de l'accord d'association avec l'UE, abandonne la table des négociations avec le FMI et se tourne vers la Russie.

Cette fois encore, les manifestations anti-gouvernementales se déclenchent immédiatement, selon un scénario prévu d'avance. Le mouvement de protestation prend forme sur la place Maidan (place de l'Indépendance) et s'impose rapidement dans les médias comme le mouvement EuroMaidan, un terme introduit par Radio Free Europe, une création de l'Open Society en Ukraine datant de 1994.

Par rapport à la révolution orange survenue dix ans plus tôt, le processus de militarisation des forces antigouvernementales a pris beaucoup d'ampleur. Au cours des dix dernières années, le soutien économique des capitaux occidentaux à la société civile ukrainienne ne s'est pas limité à la sphère culturelle et médiatique, mais a également favorisé la formation de groupes violents et d'escadrons paramilitaires.

En quelques jours, les manifestations dégénèrent en violence, avec des tireurs d'élite tirant sur la foule et des attaques contre les bâtiments gouvernementaux et les forces de sécurité. Les manifestants pacifiques sont mis à l'écart des protestations et des bataillons paramilitaires aux références nazies apparaissent dans les rues. Le 8 décembre, des militants de Pravi Sector (« Secteur Droit », parti politique et organisation paramilitaire d'extrême droite) démolissent le monument de Lénine sur une place importante de Kiev, dans un geste symbolique s'inscrivant dans le processus révisionniste lancé par Iouchtchenko.

Les manifestations se transforment en affrontements armés, les morts se comptant par centaines, et finalement, le 22 février 2014, Ianoukovitch est démis de ses fonctions de président.

Contre le coup d'État se mobilisent immédiatement la Crimée et la région du Donbass.

Le 16 mars, à la suite d'un référendum remporté par les séparatistes à 97 %, la Crimée proclame son indépendance et demande son rattachement à la Fédération de Russie. Des référendums similaires ont également lieu à Lougansk et Donetsk, dans le Donbass, et sont à nouveau remportés par les séparatistes avec des pourcentages d'environ 80 % des voix, suivis par les déclarations d'indépendance des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

Le mouvement contre le coup d'État, mené par le parti communiste et d'autres forces antifascistes, se développe également dans d'autres régions du pays. La répression par les groupes fascistes est impitoyable. Le 2 mai 2014, la violence se mue en barbarie.

Le parti communiste lance une initiative pour unir les forces antifascistes devant la Maison des syndicats, à Odessa, une ville portuaire sur la mer Noire. Une horde de fascistes, dirigée par Pravi Sector et Svoboda (« Liberté », parti politique d'extrême droite, également inspiré de l'idéologie nazie), décide de passer à l'action : après avoir forcé les manifestants à se réfugier à l'intérieur de la Maison des syndicats, les néonazis mettent le feu au bâtiment et tirent sur ceux qui tentent de se sauver. Le bilan est lourd : des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont carbonisés et assassinés de sang-froid.

En Occident, la nouvelle n'est même pas rapportée pendant plusieurs jours, et lorsque les images du massacre sont devenues publiques, surtout grâce aux médias russes, les télévisions et les journaux occidentaux se hâtent de rapporter qu'il s'agit d'un accident et que le feu aurait été allumé par les manifestants eux-mêmes, qui, de l'intérieur de la Maison des syndicats, ont attaqué les escadrons fascistes avec des cocktails Molotov, qui ont atterri par erreur sur le bâtiment lui-même¹.

1. Pandora TV, *Progrom programmato*. <https://www.youtube.com/watch?v=e4PRRRthCIY&t=287s>. Bekkaccia, Maïa and the Red army

Le changement de régime

Les nouvelles élections ukrainiennes se déroulent le 25 mai 2014 dans une situation de chaos et de violence. La Crimée et les républiques du Donbass, qui ont maintenant déclaré leur indépendance (un fait implicitement reconnu par le gouvernement de Kiev lors du décompte du pourcentage de voix par rapport à l'électorat total), sont exclues. De nombreux militants politiques sont kidnappés, battus ou menacés par les escadrons fascistes, et les candidatures sont filtrées sur des bases politiques, avec des exclusions massives, même parmi les ex-parlementaires. Bien entendu, tous les communistes et les syndicalistes les plus actifs sont inéligibles.

Les élections sont remportées par Petro Porochenko, du Parti européen de la solidarité (centre-droit), un oligarque possédant d'importantes participations dans les secteurs des médias, de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et de la finance. À peine une semaine après son entrée en fonction, Porochenko reçoit une délégation du FMI pour discuter des conditions d'un nouveau prêt de 17,5 milliards de dollars. Parmi les réformes les plus urgentes, le Fonds insiste sur la libéralisation des ventes de terres agricoles, en plus bien sûr des habituelles réformes structurelles à la charge de la population¹.

Il s'agit d'une question très sensible sur laquelle les multinationales parient depuis la chute de l'Union soviétique, mais qui prend de plus en plus d'importance à mesure que l'intégration de l'Ukraine dans l'UE se concrétise et que se développe le projet des multinationales de la biotechnologie de prendre le contrôle de l'agriculture ukrainienne et de pénétrer dans l'UE, où la

choir, *The scream of Odessa, Anti-fascist resistance*. <https://www.youtube.com/watch?v=Or0C9vffa1E>.

1. IMF, *Press release: IMF Executive Board approves 4-Year US\$17.5 billion extended fund facility for Ukraine*. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr15107>.

législation anti-OGM constitue un sérieux obstacle au développement des multinationales de l'agroalimentaire¹.

Lors de la transition vers le capitalisme, le morcellement et la redistribution des terres de l'État ont entraîné une chute spectaculaire de la production et de la productivité. En même temps, c'était le seul moyen d'exproprier l'État ukrainien de ses terres, en dehors de l'occupation militaire par des armées étrangères. Afin d'éviter que les terres agricoles ne tombent entièrement entre des mains étrangères, la création de nouveaux droits de propriété sur les parcelles individuelles s'accompagnait d'une interdiction de les commercialiser. Même les rêveurs de marché libre les plus naïfs savaient, en effet, que dans un contexte de forte asymétrie dans la répartition des richesses, la création d'un véritable marché foncier impliquerait l'expropriation sauvage des terres ukrainiennes par les multinationales.

Aujourd'hui, enfin, avec la libéralisation des ventes de terres agricoles, les multinationales peuvent acheter les terres à vendre à un État en crise et exploiter la législation spéciale du pays pour contourner les réglementations sur les engrais et les organismes génétiquement modifiés et, grâce à l'intégration dans l'UE, se frayer un chemin dans toute l'Union.

La Banque mondiale se joint également au concert de louanges pour les efforts déployés par les autorités ukrainiennes en vue d'élaborer un programme de réforme complet et annonce un programme d'aide supplémentaire de 3,7 milliards de dollars².

1. Oakland Institute, The corporate takeover of Ukrainian agriculture. https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Brief_CorporateTakeoverofUkraine_0.pdf.

Oakland Institute, Walking on the west side. https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OurBiz_Brief_Ukraine.pdf.

2. World Bank, Reforms critical for Ukraine to improve living standards. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/04/04/reforms-critical-for-ukraine-to-improve-living-standards>.

Enfin, le 27 juin, Porochenko signe l'accord d'association avec l'UE et réaffirme son intention d'adhérer à l'OTAN¹. En moins d'un mois, le nouveau président lève ainsi toute ambiguïté sur la nouvelle trajectoire économique et le positionnement international du pays.

Sur le plan économique, le tournant pro-européen et l'éloignement de la Russie imposent de lourds sacrifices au peuple ukrainien, à commencer par l'augmentation de 450 % des tarifs du gaz. Tout d'abord, les remises de prix jusqu'ici offertes par la Russie à son ancienne consœur soviétique sont supprimées. Aujourd'hui, le pays est enfin libéré de sa dépendance à l'égard de la Russie, et le gaz et le pétrole (russes) lui parviennent par l'intermédiaire de l'UE, qui n'a guère de rabais à offrir et constitue en fait un intermédiaire inutile pesant sur le prix final. Deuxièmement, le nouveau gouvernement pro-occidental a l'intention d'abolir toute forme de fourniture directe ou de subvention publique pour les produits de première nécessité, de l'eau à l'énergie, car dans la nouvelle Ukraine démocratique, les biens se paient en espèces et aux prix du marché.

Une fois réglées les questions économiques, Porochenko passe à la politique. Le 15 mai 2015, il lance le processus de décommunisation. Le nouvel ensemble de lois prévoit la suppression de tous les symboles du communisme et de l'Union soviétique. Des milliers de monuments sont démolis, des dizaines de villes et de villages sont contraints de changer de nom sous peine de sanctions de la part du gouvernement de Kiev, le Parti communiste d'Ukraine, le Parti communiste d'Ukraine (rénové) et le Parti communiste des ouvriers et des paysans sont interdits, et tout parti d'idéologie communiste est interdit de participer aux élections².

1. World Bank, Reforms critical for Ukraine to improve living standards. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/04/04/reforms-critical-for-ukraine-to-improve-living-standards>.

2. Challenge, *Ukraine's decommunisation and the rise of fascism*. <https://challenge-magazine.org/2022/03/21/ukraines-decommunisation-and->

Porochenko rejette aussi vigoureusement la déclaration d'indépendance des républiques du Donbass et lance une intense campagne militaire dans la région sous le commandement des ultra-nationalistes du bataillon Azov et de Pravi Sektor.

La formation du nouveau gouvernement

Le nouveau gouvernement et le nouveau système institutionnel de l'Ukraine se forment sous la poussée de la société civile, qui a soutenu dès le début l'éviction du président légitimement élu. Il ne s'agit pas exactement de petites associations spontanées, nées dans le tissu social et culturel du pays comme une poussée de la base vers une démocratie plus participative, mais d'organisations non gouvernementales créées par l'Occident et financées au fil des ans par des capitaux étrangers, sous la direction de Soros, pour convertir le pays aux intérêts occidentaux. L'activité du philanthrope anticomuniste ne se développe nullement dans l'ombre. Au contraire, il se vante lui-même d'avoir contribué à la chute du dictateur pro-russe et mobilise son armée financière pour montrer la voie au nouveau gouvernement.

L'Ukraine est dans le viseur de Soros depuis avant l'effondrement de l'Union soviétique. En 1990, Soros fonde l'International renaissance foundation en Ukraine dans le cadre de l'Open Society, qui est désormais présente dans plus de trente pays dans le monde, principalement en Europe centrale et orientale et dans l'ancienne Union soviétique. Selon les chiffres fournis par Renaissance, au cours de ces trente années, la fondation a financé plus de 9 000 projets d'une valeur de plus de 230 millions de dollars en faveur de personnes et d'organisations qui défendent les droits de l'homme, des médias antigouvernementaux et de la culture anticomuniste¹. Les projets comprennent la réforme

the-rise-of-fascism.

1. International Renaissance Foundation, About us. <https://www.irf.ua/en/about>.

du système éducatif, du système de santé, du système juridique et, plus généralement, le démantèlement du système de services sociaux de l'Union soviétique. En 2014, Renaissance est le partisan le plus actif de l'accord avec l'UE et participe activement à la formation du nouveau gouvernement et de la nouvelle structure du pouvoir.

Selon l'Institute for New Economic Thinking, un think tank créé par Soros en pleine crise financière de 2007-2009, la réalisation la plus importante de Renaissance en Ukraine est la mise en place du Conseil national pour les réformes, un organe gouvernemental fondé en août 2014 sur ordre du président Porochenko, dont la société civile fait partie intégrante, financé par la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement, la Fondation Renaissance et le gouvernement suédois, missionné pour planifier, promouvoir et surveiller le processus de réforme dans pratiquement tous les domaines juridiques, économiques et militaires : de la réforme de la police, la réglementation anti-corruption et l'ensemble du système judiciaire aux politiques énergétiques, agricoles, éducatives et sanitaires, de la réforme des impôts et des retraites à la privatisation et à la déréglementation, de la réforme du système financier à celle du système de défense et de la sécurité nationale. À sa tête se trouve l'ancien PDG de Microsoft Ukraine, Dmytro Shymkiv¹.

La création du Conseil national pour les réformes n'est qu'un des canaux par lesquels la société civile et la communauté internationale obtiennent une reconnaissance officielle de leur rôle dans la vie politique du pays. Parallèlement se joue également la répartition des sièges au sein du nouveau gouvernement.

Les noms des ministres du nouveau gouvernement consécutif au coup d'État sont issus d'un processus de sélection de type entrepreneurial mené par deux sociétés de recrutement,

1. Institute for new economic thinking, *Why this time is different for Ukraine*. <https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/why-this-time-is-different-for-ukraine>.

Pedersen & Partners et Korn Ferry, engagées, sans surprise, par la Fondation Renaissance¹. Les deux entreprises de sélection identifient d'abord les candidats potentiels parmi les étrangers présents à Kiev et les membres de la communauté ukrainienne travaillant au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Puis, à l'issue d'entretiens, ils réduisent la liste des candidats à 24, aptes, selon les deux entreprises, à occuper des postes ministériels ou de direction.

Selon les deux sociétés, pour le bien de l'Ukraine, les ministères de l'Économie doivent passer en mains américaines. Aux Finances est nommée une Américaine d'origine ukrainienne, Natalia Jaresko, directrice générale d'un fonds d'investissement américain. La meilleure figure politico-professionnelle pour le ministère de l'Économie, pour sa part, est un banquier d'affaires lituanien, Aivaras Abromavicius, issu du département d'État américain.

Un troisième ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement ukrainien est Alexander Kvitashvili, un Géorgien, à qui revient le ministère de la Santé, poste qu'il occupait précédemment dans le gouvernement de Tbilissi. La liste des étrangers comprend également plusieurs personnes occupant des postes de direction, bien qu'à un niveau inférieur à celui de ministre.

En validant la liste des ministres proposés par les agences de sélection américaines, le gouvernement Porochenko, officiellement élu avec le soutien des nationalistes, offre immédiatement la citoyenneté ukrainienne aux nouveaux ministres et dirigeants des Affaires étrangères.

Mais la présence étrangère dans la dynamique interne de l'Ukraine ne concerne pas seulement les hommes en costume mais aussi ceux en camouflage. En effet, parmi les

1. Sole 24 Ore, *L'Ucraina vara un governo con ministri stranieri (selezionati da cacciatori di teste)*. <https://st.ilsole24ore.com/art/notizie/2014-12-02/l-ucraina-vara-governo-ministri-stranieri-selezionati-cacciatori-teste-202117.shtml>.

bataillons pro-gouvernementaux les plus agressifs, on trouve de nombreuses présences étrangères qu'il est préférable, à ce stade, d'intégrer aux forces institutionnelles. L'octroi de la citoyenneté ukrainienne est donc également étendu aux mercenaires étrangers qui combattent aux côtés des troupes de Kiev contre les séparatistes et les agresseurs russes.

En remerciement de cette coopération, le jour même de la présentation du nouveau gouvernement pro-occidental, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN annoncent tous de nouvelles mesures de soutien économique et militaire à Kiev et, afin de réaffirmer que l'intervention ne constitue pas un simple geste d'amitié envers l'Ukraine mais a une tonalité explicitement anti-russe, ils saisissent l'occasion pour accuser Moscou de vouloir empêcher la transition vers la démocratie chez son voisin¹.

Les accords de Minsk

Le 5 septembre 2014, alors que l'armée de Kiev, flanquée de bataillons nazis, assiège les républiques populaires indépendantes autoproclamées du Donbass, se réunissent à Minsk, au Bélarus, le vice-président ukrainien Koutchma, l'ambassadeur russe Mikhaïl Zurabov, le chef de la République populaire de Donetsk, Alexander Zakhartchenko, et le chef de la République populaire de Lougansk, Igor Plotnitsky, pour signer, sous la médiation de l'OSCE, un protocole commun².

Le protocole prévoit : la cessation immédiate des tirs, le respect par l'Ukraine du « statut temporaire d'autonomie locale dans certaines zones de la région de Donetsk et de Lougansk »,

1. NATO, *Wales Summit Declaration*. https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_112964.htm.

2. OSCE, *Chairperson-in-Office welcomes Minsk agreement, assures President Poroshenko of Osce support*. <https://www.osce.org/cio/123245>.

la surveillance de l'état des frontières russo-ukrainiennes par l'OSCE, la libération des otages et des personnes détenues illégalement, la promulgation d'une loi interdisant la poursuite de l'état de guerre dans les régions de Donetsk et de Lougansk, l'adoption de mesures visant à résoudre la crise humanitaire dans le Donbass, et le retrait des formations militaires illégales et mercenaires du territoire de l'Ukraine. Deux semaines après la signature du protocole, les parties signent également un mémorandum d'application détaillant les détails militaires de l'accord.

Cependant, les affrontements ne se calment pas. Au contraire, les bataillons nationalistes d'idéologie nazie prennent la tête de l'opération militaire, intensifiant les attaques contre la population.

Le 11 février 2015, les parties se retrouvent pour signer un nouveau protocole, le Minsk II – théoriquement toujours en vigueur – qui prévoit : un cessez-le-feu bilatéral immédiat, le retrait de toutes les armes lourdes dans le but de créer une zone de sécurité entre les deux parties, la vérification par l'OSCE du cessez-le-feu et du retrait des armes lourdes, une discussion sur la manière de mener les élections locales, l'amnistie pour les personnes impliquées dans les affrontements dans les régions de Donetsk et de Lougansk, l'échange de prisonniers, la distribution d'aide humanitaire, le contrôle ukrainien total de la frontière de l'État le long de toute la zone de conflit, le retrait de toutes les formations armées étrangères, y compris les mercenaires, le désarmement des groupes illégaux, l'adoption d'une nouvelle Constitution prévoyant un statut spécial pour les zones autonomes de Donetsk et de Lougansk, et le droit à l'autodétermination linguistique¹.

Mais même ce protocole reste totalement ignoré, à l'exception de l'échange de prisonniers en 2019.

1. OSCE, *Chairperson-in-Office gives full backing to Minsk package*. <https://www.osce.org/cio/140196>.

Deux problèmes formels, en particulier, restent irrésolus : premièrement, on ne parvient pas à trouver un accord sur les modalités électorales dans les républiques de Donetsk et de Lougansk (où, par ailleurs, les résultats des référendums de 2014, non reconnus par Kiev, ne laissent guère de doute sur la volonté du peuple) ; deuxièmement, sur la question de la langue, en mai 2019, Porochenko signe une loi stipulant l'ukrainien comme seule langue d'État et imposant son usage dans toutes les institutions, les écoles, les hôpitaux et le secteur des services en général. Dans un pays où des régions entières sont russophones (dans certaines zones, c'est même la seule langue), cela crée une profonde fracture sociale, alimentée précisément par les forces gouvernementales.

Pendant ce temps, dans les territoires du Donbass et dans de nombreuses régions du pays, le véritable problème s'avère la montée du nazisme, qui s'exprime à la fois par les bataillons paramilitaires à la pointe de l'offensive dans le Donbass et par une vague de violence contre la population.

Depuis le début du coup d'État, il y a eu environ 14 000 morts et 40 000 blessés, pour la plupart des civils du Donbass.

L'impasse

Les problèmes formels sur lesquels aucun accord ne peut être trouvé ne sont certainement pas insurmontables. Ce ne sont pas les désaccords internes à l'Ukraine qui bloquent toute possibilité de compromis, mais les relations extérieures avec l'Occident et, en particulier, avec les États-Unis.

Pour les États-Unis, l'Ukraine fait partie d'un plan plus large, concernant les relations avec l'Europe, destiné à accroître les tensions militaires dans la région. Les États-Unis ne peuvent permettre aux parties officiellement sur le terrain de parvenir à un accord et veulent au contraire faire peser le poids de leur puissance militaire sur les processus économiques européens.

Lors du sommet de l'OTAN à Varsovie en 2016, les États-Unis ont exposé à leurs alliés leur plan pour renforcer militairement le front oriental de l'Alliance, désormais très peu atlantique, dans une disposition explicitement anti-russe¹. La raison formelle est de se préparer à faire face à l'agression russe, rendue évidente par l'annexion de la Crimée en 2014, jugée illégale par les pays du Pacte atlantique.

En plus de soutenir directement l'Ukraine, l'OTAN se prépare donc à contenir militairement la Russie, en l'encerclant. En Ukraine, l'envoi de moyens, d'hommes et d'armes s'intensifie, notamment de la part des États-Unis. Aux frontières russes, les exercices militaires s'accroissent.

Dans le nord, le principal s'appelle « Cold Response » et se déroule en Norvège tous les deux ans. Au premier exercice, en 2006, ont participé 11 pays de l'OTAN, déployant 10 000 soldats. Le nombre d'hommes et de véhicules augmente considérablement à partir de 2012, à mesure que s'accroît son rôle dans la stratégie globale d'encercllement de la Russie. Le tout dernier exercice, Cold Response 2022, qui s'est déroulé en plein conflit russo-ukrainien, a réuni 30 000 soldats de 27 pays de l'OTAN, auxquels se sont joints la Suède et la Finlande².

Toujours en Norvège, en 2018, l'OTAN réalise son plus grand exercice militaire depuis les années 1980, le fameux « Trident Juncture 18 », avec plus de 50 000 soldats de 31 pays différents et un déploiement massif de véhicules, de navires et d'avions de guerre³.

1. NATO, *Warsaw Summit Communiqué*. https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_133169.htm.

2. Joint-forces.com, *Cold response 2022, an overview*. <https://www.joint-forces.com/exercise-news/52515-cold-response-2022-a-broad-overview>.

3. Council on foreign relations, *Nato's Trident Juncture Exercises: What to Know*. <https://www.cfr.org/in-brief/natos-trident-juncture-exercises-what-know>.

En 2017, l'OTAN dresse également quatre groupements tactiques multinationaux prêts au combat en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, dirigés respectivement par le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis, institutionnalisant ainsi un processus entamé les années précédentes, avec les opérations « Atlantic Resolve », lancée en 2014, et « Anaconda 16 », tenue en 2016, en réponse à l'annexion de la Crimée par la Russie¹.

Comme un nouvel acte d'intimidation, ou peut-être comme une étape concrète vers la guerre, le 2 février 2019, les États-Unis notifient leur intention de se retirer du traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire, signé en 1987 avec l'Union soviétique. Dans le communiqué officiel, sans fournir de détails, le secrétaire d'État Michael Pompeo affirme que la Russie est seule responsable de la fin du traité, l'ayant violé à plusieurs reprises depuis le milieu des années 2000².

Comme on pouvait s'y attendre, la décision des États-Unis de quitter le traité suscite de vives réactions de la part de la Russie et de la Chine. Mais les jeux sont faits et le processus de sortie s'achève en août.

L'OTAN soutient évidemment la décision des États-Unis et aucun État membre en Europe n'ose contredire le chef de l'alliance. Seul le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, hausse timidement le ton en constatant publiquement ce qui est

1. NATO, *Nato's multinational battlegroups in the east of the alliance*. <https://shape.nato.int/news-archive/2022/natos-multinational-battle-groups-in-the-east-of-the-alliance>. U.S. European Command, *Operation Atlantic resolve*. http://www.defense.gov/home/features/2014/0514_atlanticresolve/FactSheet_OperationAtlanticResolve_3Jul14.pdf. *The Guardian*, *Nato countries begin largest war game in eastern Europe since cold war*. <https://www.theguardian.com/world/2016/jun/06/nato-launches-largest-war-game-in-eastern-europe-since-cold-war-anaconda-2016>.

2. CNN, *Pompeo announces suspension of nuclear arms treaty with Russia*. <https://edition.cnn.com/2019/02/01/politics/us-russia-nuclear-arms-treaty-pompeo/index.html>.

évident pour tous : « un morceau de la sécurité de l'Europe a été perdu¹ ».

Immédiatement après, également en août 2019, les États-Unis commencent à tester de nouveaux missiles qui dépassent les limites de portée du traité. Et comme ils savent que la Chine fait un clin d'œil à la Russie pour l'attirer dans sa sphère économique, ils font comprendre, par la bouche du secrétaire à la Défense Mark Esper, que la cible du nouveau cadre nucléaire n'est pas seulement l'Europe mais également la zone Pacifique².

Toujours en 2019, l'OTAN annonce une autre série d'exercices militaires annuels d'importance, avec la participation de quelque 20 000 soldats américains, « pour protéger l'Europe ».

Alors que la moitié de l'Europe est en confinement à cause du coronavirus, début 2020, l'armée américaine mène ainsi le plus grand exercice militaire depuis 25 ans, significativement baptisé « Defender Europe 20 », pour rappeler à ses alliés qu'il n'y a pas que contre le covid qu'il faut se défendre : il y a aussi Poutine³.

En septembre, l'OTAN est impliquée dans deux provocations explicites contre la Russie : le 4 septembre, trois bombardiers stratégiques américains B-52 pénètrent dans l'espace aérien ukrainien et effectuent un long vol de reconnaissance le long des frontières de la péninsule de Crimée⁴; le 25 septembre, des avions américains mettent en scène une attaque fictive

1. Arms control, *U.S. Completes INF Treaty Withdrawal*. <https://www.armscontrol.org/act/2019-09/news/us-completes-inf-treaty-withdrawal>.

2. US Department of Defense, Esper: Russia, China want to disrupt international order. <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/1954110/esper-russia-china-want-to-disrupt-international-order/>.

3. NATO, *Defender Europe 20*. <https://shape.nato.int/defender-europe>.

4. The Aviationist, *Three U.S. B-52s Fly Mission Over Ukraine's Sea of Azov Coast In A Clear Show Of Force Toward Russia*. <https://theaviationist.com/2020/09/04/three-u-s-b-52s-fly-mission-over-ukraines-sea-of-azov-coast-in-a-clear-show-of-force-toward-russia/>.

sur Kaliningrad, l'enclave russe située entre la Pologne et la Lituanie, en guise de banc d'essai pour neutraliser les systèmes de missiles russes¹.

En 2021, pour montrer ses muscles aux frontières de la Russie, l'OTAN renforce encore « Defender Europe 21 » au nord et, au sud, lance « Steadfast Defender 2021 », un autre exercice militaire de grande envergure dans les Balkans et le bassin de la mer Noire, auquel participent 10 000 soldats américains supplémentaires².

La Russie ne reste pas les bras croisés. Les exercices américains rappellent trop les exercices annuels « REFORGER » («Return of Forces to Germany») organisés par l'OTAN pendant la guerre froide et qui n'ont pris fin qu'en 1993, après la chute du mur de Berlin et de l'Union soviétique³. La Russie réagit donc en déplaçant ses troupes dans les zones frontalières avec les avant-gardes orientales de l'OTAN.

Sur le plan international, la Russie s'appuie principalement sur la Biélorussie, avec laquelle elle mène des exercices militaires conjoints depuis 2013, sous le nom de « Zapad » (qui signifie « ouest » en russe), du nom du plus grand exercice soviétique Zapad-81, organisé en 1981 en tant qu'exercice anti-OTAN⁴.

Dans l'ère post-soviétique, la Russie a organisé deux autres exercices Zapad, en 1999 et 2009 : le premier, pour tester la capacité à répondre à une éventuelle agression de l'OTAN, après la perturbation du système de défense causée par la dissolution

1. Forbes, *U.S. Air Force B-52s Just Flew A Mock Bombing Run On Russia's Baltic Fortress*. <https://www.forbes.com/sites/davidaxe/2020/09/25/us-air-force-b-52s-just-flew-a-mock-bombing-run-on-russias-baltic-fortress/>.

2. NATO, *Steadfast Defender 2021*. <https://www.nato.int/cps/en/natohq/173840.htm>.

3. GlobalSecurity, *Reforger*. <https://www.globalsecurity.org/military/ops/reforger.htm>.

4. Institute for the study of war, *Russia's Zapad-2021 exercise*. <https://www.understandingwar.org/backgroundunder/russia%E2%80%99s-zapad-2021-exercise>.

du pacte de Varsovie, un test qui a montré la faiblesse du système de défense russe et la nécessité d'accepter une série de conditions économique-militaires en Europe ; le second, pour simuler les conséquences d'une attaque de la Pologne et les capacités de contre-offensive de l'armée russe.

Pour importantes qu'elles soient sur le plan stratégique, les missions Zapad n'ont pas l'effet démonstratif en termes de volume d'hommes et de moyens mobilisés des exercices de l'ère soviétique, ni de ceux de l'OTAN. En 2021, cependant, la Russie imprime un coup d'accélérateur. Tout en conservant un caractère essentiellement défensif, et avec un déploiement de moyens aériens et navals moins important que les exercices de l'OTAN, Zapad 2021 est sans doute le plus grand exercice européen en termes de personnel déployé : plus de 200 000 hommes et femmes russes et biélorusses.

Pour les amateurs de jeux de stratégie, la partie peut maintenant commencer : les régiments sont alignés sur le plateau de Risk, les cartes sont distribuées et la répétition générale est terminée. Il ne reste plus qu'à faire en sorte qu'un joueur lance les dés en premier.

Le président en mode camouflage

Alors que l'escarmouche entre l'OTAN et la Russie prend de l'ampleur, l'équilibre interne de l'Ukraine évolue également. Les 31 mars et 21 avril 2019 a lieu l'élection du nouveau président.

Seuls les pro-occidentaux sont en lice. Il y a trois principaux prétendants : le président Porochenko ; Ioulia Timochenko, leader historique de la Révolution orange de 2004, battue à l'élection présidentielle de 2010 par son ennemi de toujours Ianoukovitch, Premier ministre sous la présidence de Iouchtchenko, condamnée en 2011 à sept ans de prison pour abus de pouvoir, libérée de prison lors du mouvement EuroMaidan en 2014, attendue comme le grand challenger du président ; et Volodymyr Zelensky, un

candidat de dernière minute, inconnu du monde politique mais connu du grand public en tant que vedette d'une série télévisée à succès dans laquelle le personnage qu'il incarne devient par hasard président de l'Ukraine.

Comme dans le scénario, Zelensky gagne, battant le président sortant au second tour.

La série télévisée dans laquelle Zelensky tient le premier rôle s'intitule *Serviteur du peuple* et raconte l'histoire d'un professeur de lycée, étranger à la politique, qui, grâce à une vidéo postée par ses élèves sur les réseaux sociaux exposant son emportement contre les oligarchies, devient populaire, se présente aux élections et les remporte. La série débute en octobre 2015, et le dernier épisode est diffusé en mars 2019, un mois avant les élections, sur la chaîne 1+1, deuxième chaîne ukrainienne par sa couverture géographique, appartenant à 1+1 Media Group (en Occident, les droits sont détenus par Netflix).

Contrairement au protagoniste de la fiction, le président de l'Ukraine n'est pas un citoyen ordinaire qui gagne son pain en enseignant dans un lycée, mais un homme d'affaires qui retire des dizaines de millions de dollars d'opérations par des sociétés offshore, dont Kvartal 95, une société de télévision qu'il a fondée. En mars 2018, l'avocat de Kvartal 95 enregistre un nouveau parti au ministère de la Justice : *Serviteur du Peuple*. Le parti n'a pas de lieu de réunion, ni de membres : tout se joue à la télévision, où se déroule également l'annonce par Zelensky de sa candidature à la présidence lors de l'émission de la veille du Nouvel An sur la chaîne 1+1. Et, quelques mois plus tard, une fois que la fiction est devenue réalité, Zelensky assigne aux hommes de Kvartal 95 des postes de pouvoir importants, y compris la direction de la police secrète ukrainienne¹.

1. Organized Crime and Corruption Reporting Project, *Pandora papers reveal offshore holdings of Ukrainian President and his inner circle*. <https://www.occrp.org/en/the-pandora-papers/pandora-papers-reveal-offshore-holdings-of-ukrainian-president-and-his-inner-circle>.

Derrière Zelensky se trouve Ihor Kolomoïsky, l'un des plus grands oligarques ukrainiens, l'un de ceux qui ont fait fortune avec le passage au capitalisme, et qui contrôle à présent, entre autres, le 1+1 Media Group et finance Kvartal 95. En 1992, il est parmi les fondateurs de la PrivatBank, qui a ensuite été nationalisée en 2016, à la suite d'accusations de fraude à grande échelle à son encontre.

Juif possédant une triple nationalité, ukrainienne, israélienne et chypriote, Kolomoïsky joue un rôle de premier plan dans la communauté juive : en 1998, il est élu président de la Communauté juive unie d'Ukraine et, en 2010, il est nommé président du Conseil européen des communautés juives. Les médias locaux le décrivent comme le deuxième homme le plus riche d'Ukraine et Forbes le classe parmi les trois personnes les plus influentes du pays¹.

Sur le plan politique, outre son aversion viscérale pour le communisme, il est un vieil adversaire de Ianoukovitch, un partisan de Iouchtchenko et un mécène. Avec le changement de régime qui suit l'EuroMaidan, le nouveau président Porochenko le nomme gouverneur de la région de Dnipropetrovsk, aux confins du Donbass, où il est très actif dans la répression du mouvement séparatiste russe.

Il crée le bataillon Dnipro dans la capitale de la région qu'il administre, considéré par beaucoup comme sa propre armée privée, et finance les bataillons Aïdar et Azov, à l'idéologie nazie. Son aversion pour la Russie et toute forme de séparatisme n'est pas seulement de nature politique. Kolomoïsky a en effet mal digéré la saisie et la nationalisation de ses biens en Crimée après son annexion par la Russie, et il voudrait aller les récupérer manu militari.

En 2015, cependant, Kolomoïsky entre en conflit avec Porochenko. Le président veut mettre un frein aux bataillons de

1. Kyiv Post, *Rich Man In A Poor Country*. <https://www.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/rich-man-in-a-poor-country-93082.html>.

« volontaires », qui sont au centre de scandales de violences et d'abus graves, provoquant l'embarras des médias occidentaux¹. Avec le changement de régime, l'Occident voudrait accélérer le processus de réformes économiques défini par le FMI dans ce qu'ils présentent comme la nouvelle Ukraine démocratique, et le battage nazi explicite fait tache dans le dialogue avec les démocraties occidentales. Le 25 mars 2015, le président pro-occidental destitue donc Kolomoïsky de ses fonctions.

Les États-Unis n'ont rien contre les oligarques ukrainiens qui aiment le nazisme, et la présidence de Porochenko en est la preuve. Le problème, plutôt, concerne le degré de liberté à leur accorder, et les États-Unis, comme nous le savons, aiment diriger l'orchestre. Les oligarques qui favorisent et financent le changement sont plus utiles dans la phase de déstabilisation du pays que dans celle de l'alignement sur les intérêts de l'Occident. Kolomoïsky a clairement trop d'autonomie et de pouvoir et il est préférable qu'il se retire.

Le problème est que l'oligarque ukrainien n'est pas du tout d'accord : il joue à domicile et a déjà un plan. Le 16 novembre 2015, le premier épisode de *Serviteur du peuple* est diffusé et, en trois ans et demi, l'un de ses hommes devient président. Alors que son plan est diffusé sur sa chaîne de télévision, après le scandale de la PrivatBank, en 2017, pour plus de sûreté, Kolomoïsky quitte le pays et se rend en Suisse et en Israël, d'où il revient après l'élection de Zelensky en 2019, avec toutes les garanties d'impunité pour les accusations portées contre lui.

Zelensky est un produit des oligarchies locales opposées aux États-Unis. Dans la campagne électorale, il ne présente aucun véritable programme politique et joue tout sur le populisme et la lutte contre la corruption. En matière de relations internationales, il se présente comme un partisan clair de l'Occident mais

1. Reuters, *In the battle between Ukraine and Russian separatists, shady private armies take the field*. <https://www.reuters.com/article/idUS60927080220150505>.

évite de prendre des positions explicites sur la Russie et suggère que la question de l'adhésion à l'OTAN soit résolue par référendum. Selon les sondages, alors que l'électorat de Porochenko est majoritairement favorable à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, les électeurs de Zelensky sont plus hétérogènes : la majorité est pro-occidentale mais plus d'un tiers souhaiterait rétablir des relations amicales avec la Russie et, sur la question de la guerre, 30 % des électeurs de Zelensky seraient prêts à accepter la paix avec la Russie, quelles qu'en soient les conditions¹.

Après avoir également remporté les élections législatives, le 9 décembre 2019, Zelensky est attendu à Paris pour sa première rencontre avec Poutine, en présence d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel : un moment important pour comprendre les réelles intentions du nouveau président. Un mois avant la réunion, Kolomoïsky – qui, par ailleurs, affirme que derrière les crimes dont il est accusé se cachent des manœuvres politiques du FBI – découvre son jeu. Son séjour à l'étranger, l'attention qu'il a reçue des États-Unis et son sens inné des affaires ont manifestement conduit l'ancien oligarque anti-russe à réviser ses positions.

Dans une interview accordée au *New York Times*, il déclare que les États-Unis utilisent simplement l'Ukraine pour affaiblir leur rival géopolitique : « les gens veulent la paix, une bonne vie, ils ne veulent pas la guerre. Et vous (les États-Unis) nous obligez à partir en guerre, sans même nous donner l'argent pour le faire ». Les liens avec la Russie doivent être reconstruits pour la survie économique du pays. Zelensky devrait faire défaut sur les prêts du Fonds monétaire et accepter 100 milliards de dollars de la Russie. « Quel est le moyen le plus rapide de résoudre les problèmes et de rétablir les relations ? L'argent². »

1. German Council for Foreign Relations, *The Mystery of Volodymyr Zelenskiy*. <https://dgap.org/en/research/publications/mystery-volodymyr-zelenskiy>.

2. New York Times, *A Ukrainian billionaire fought Russia. Now he's ready to embrace it*. <https://www.nytimes.com/2019/11/13/world/europe/ukraine->

C'est alors que les États-Unis exigent de la clarté et de la loyauté de la part de Zelensky. C'est à lui de se libérer du boulet que représente Kolomoïsky et de tous les oligarques qu'il avait promis de combattre. Zelensky se rend rapidement compte que le *Serviteur du Peuple* a désormais un nouveau metteur en scène. À présent, il n'a plus besoin de la télévision locale, les télévisions du monde entier l'attendent. La quatrième série de télé-réalité débute donc avec l'adoption de la loi dite anti-Kolomoïsky qui, entre autres, interdit aux anciens propriétaires de récupérer les actifs nationalisés (la référence est évidemment la PrivatBank, sur laquelle Kolomoïsky revendique des droits). En même temps, dans le cadre du rite d'initiation exigé par les États-Unis, il expulse du parti et du gouvernement tous les hommes proches de Kolomoïsky¹.

Afin de pousser Zelensky à aller jusqu'au bout, le 5 mars 2021, relançant les allégations de corruption apparues en 2015, le département d'État américain impose des sanctions contre Kolomoïsky, qui, à ce moment-là, quitte judicieusement la scène². Zelensky est enfin libre d'agir dans le seul intérêt de l'Occident.

Domage qu'il se retrouve aussi impliqué dans le scandale des opérations offshore de Kolomomoïsky. En effet, le 3 octobre 2021, les deux apparaissent dans les Pandora Papers, une vaste enquête journalistique sur les paradis fiscaux, le blanchiment d'argent, la corruption, la fraude et l'évasion fiscales. L'enquête révèle l'existence d'un réseau complexe de sociétés offshore

ihor-kolomoisky-russia.html.

1. Kyiv Independent, *Rumors of Zelensky stripping top oligarch Kolomoisky's citizenship gain ground*. <https://kyivindependent.com/hot-topic/rumors-of-zelensky-stripping-top-oligarch-kolomoiskys-citizenship-gain-ground>.

2. US Department of State, *Public Designation of Oligarch and Former Ukrainian Public Official Ihor Kolomoiskyy Due to Involvement in Significant Corruption*. <https://www.state.gov/public-designation-of-oligarch-and-former-ukrainian-public-official-ihor-kolomoiskyy-due-to-involvement-in-significant-corruption/>.

appartenant au cercle de Kolomoïsky et Zelensky, avec des transferts d'argent de plusieurs milliards de dollars depuis 2012¹.

Pour ceux qui avaient cru que le serviteur du peuple libérerait l'Ukraine des oligarques, c'est une grande déception. Pour les États-Unis, en revanche, un dossier chaud toujours présent sur le bureau du président est un excellent moyen de lui rappeler que les intérêts à servir en priorité sont ceux de l'Occident.

Washington n'a certainement pas besoin des Pandora Papers pour connaître les manœuvres financières du président ukrainien et de son entourage. Simplement, comme c'est l'usage, les États-Unis donnent carte blanche aux oligarques lorsqu'ils alimentent les révolutions orange, arment des bataillons militaires et disent vouloir lutter contre la corruption, mais les abandonnent à la première divergence d'intérêts.

En rompant avec Kolomoïsky, Zelensky ne perd pas seulement le soutien de l'industrie des médias qui a créé un consensus autour de sa personne, il perd également une grande partie de ce consensus lui-même. Le changement de régime qui était censé apporter la démocratie et la prospérité occidentale n'a entraîné que la guerre et la destruction. Le peuple est fatigué et la guerre jusqu'au dernier homme ne plaît à aucun Ukrainien. De nombreux Ukrainiens partagent les sentiments de Kolomoïsky : ils en ont assez de la guerre, les travailleurs aimeraient retourner au travail et les entrepreneurs faire des affaires. À présent, le serviteur du peuple ne sert plus ni le peuple ukrainien ni les cercles financiers dont il est issu. Ses seuls référents sont les États-Unis et les puissances de l'OTAN.

1. Organized Crime and Corruption Reporting Project, *Pandora papers reveal offshore holdings of Ukrainian President and his inner circle*. <https://www.occrp.org/en/the-pandora-papers/pandora-papers-reveal-offshore-holdings-of-ukrainian-president-and-his-inner-circle>.

2.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE

Les évolutions militaires dans les relations entre l'Ukraine et la Russie et, surtout, entre l'OTAN et la Russie, ne sont qu'une dimension du problème dans la stratégie impérialiste américaine. La véritable guerre que les États-Unis entendent mener contre la Russie, du moins pour l'instant, est en fait principalement de nature économique. En outre, il est désormais clair que, dans le viseur des États-Unis, hormis la Russie, il y a également l'UE. Analysons donc l'intervention militaire russe et ses conséquences économiques, en essayant d'identifier les gagnants et les perdants de la guerre économique.

L'opération spéciale russe

L'intervention armée de la Russie contre l'Ukraine se déroule sans aucun *casus belli*. Tout le monde sait qu'elle va survenir. Depuis des mois, M. Zelensky accuse M. Poutine de fomenter un coup d'État contre son gouvernement et réclame une action préventive des pays de l'OTAN contre la Russie¹. Les États-Unis

1. Reuters, *Zelenskiy says Ukraine uncovers coup plot involving Russians; Kremlin denies role*. <https://www.reuters.com/world/europe/ukraine->

connaissent évidemment en temps réel les mouvements des troupes russes à la frontière avec l'Ukraine et l'UE attend passivement le cours des événements, comme s'ils étaient inévitables.

L'opération militaire est lancée le 24 février 2022, trois jours après la reconnaissance officielle par Moscou des deux républiques indépendantes du Donbass. La Russie insiste sur deux termes pour justifier son intervention : démilitarisation et dénazification des territoires voisins.

Le premier terme fait évidemment référence au problème de la militarisation de l'Ukraine et de l'agression à l'encontre du Donbass. De fait, la militarisation du pays par le biais de groupes paramilitaires et de mercenaires formés par l'OTAN a été l'acte préparatoire du coup d'État et s'est ensuite intensifiée dans la phase de répression des forces antifascistes. La possibilité que l'Ukraine accueille explicitement des armements de l'OTAN ou reçoive une aide militaire indirecte de l'OTAN constitue une menace objective pour la sécurité nationale de la Russie, d'autant plus que l'OTAN elle-même a déclaré que la Russie était une puissance hostile.

La militarisation qui inquiète Moscou ne concerne toutefois pas seulement l'Ukraine, mais l'ensemble de la région. L'escalade qui conduit à l'intervention armée a plus à voir avec les préoccupations du ministère de la Défense concernant la présence croissante des troupes de l'OTAN qui se déplacent le long des frontières de la Russie qu'avec la population du Donbass, qui est sous les bombes depuis huit ans maintenant.

Le terme de « dénazification » est également significatif : il répond explicitement au processus de « décommunisation » lancé par Porochenko et poursuivi par le gouvernement issu du coup d'État de l'EuroMaidan qui, comme nous l'avons vu, bannit le communisme sous toutes ses formes réelles et symboliques.

La Russie s'est distancée du communisme depuis longtemps et est bien intégrée dans les relations économiques avec les grandes puissances capitalistes. Mais la mémoire du nazisme, dans le pays qui l'a stoppé, est toujours présente. Et, que cela plaise ou non, ce sont les communistes qui l'ont stoppé en Russie.

Cette manifestation de fierté historique contre la nazification de l'Ukraine s'inscrit dans un processus plus général de reconsidération par la Russie de son passé soviétique. Des discours officiels du président aux parades militaires, de nombreux aspects du socialisme réel sont réévalués, y compris le symbolisme communiste, certainement pas pour le contenu politique qu'il exprime encore aujourd'hui, mais pour justifier devant le monde le rôle historique joué par l'Union soviétique.

Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, la Russie a été humiliée politiquement et économiquement : elle a dû répudier le communisme et vendre les richesses du pays aux capitaux occidentaux, condition de son intégration dans les relations avec l'Occident. Aujourd'hui, face à une OTAN de plus en plus agressive, qui utilise également des combattants nazis et voudrait faire revivre les schémas de la guerre froide, les références du président Poutine à la grandeur de l'Union soviétique et de l'Armée rouge deviennent une réponse à portée historique, plutôt que politique. Si l'Europe prétend être antifasciste alors que, obéissant aux États-Unis, elle arme les nazis, la Russie répond en rappelant qui a réellement vaincu le nazisme en Europe et qui a hissé le drapeau de la victoire sur le Reichstag.

Sur le plan militaire, contrairement aux guerres de l'OTAN, menées avec des tirs massifs de missiles et des bombardements intensifs, l'avancée russe sur le territoire ukrainien est relativement lente. Lorsqu'elle le peut, l'armée évite l'affrontement à mort, essayant plutôt de pousser l'ennemi à la reddition, évitant d'attaquer les zones les plus peuplées.

En enquêtant sur les attaques russes dans plusieurs villes du Donbass, Amnesty International a découvert que l'armée ukrainienne utilisait des tactiques de guerre infâmes, répudiées

même par les conventions internationales, telles que le lancement d'attaques depuis l'intérieur de zones résidentielles et l'utilisation de boucliers humains pour protéger les militaires, dans des écoles, des immeubles résidentiels et des hôpitaux¹. De nombreuses vidéos circulent également, montrant des chars ukrainiens se cachant près de zones peuplées et assassinant des civils qui tentent de se mettre en sécurité en empruntant les couloirs humanitaires.

Du point de vue du droit international, l'aide militaire des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN (ou même l'intervention armée directe) pose également plusieurs problèmes, à la fois parce que l'Ukraine n'est pas membre du Pacte atlantique, ni n'a d'accords de défense particuliers avec les différents pays de l'OTAN, et parce que la plupart des pays européens répudient (du moins officiellement) la guerre comme moyen de régler les différends internationaux.

Avec l'entrée de l'armée russe sur le territoire ukrainien, un autre aspect embarrassant des stratégies militaires des États-Unis dans le contexte post-pandémique vient sous les feux de la rampe. Le 10 mars 2022, visiblement embarrassée, Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État américaine – filmée à la télévision mondiale en 2014 à l'EuroMaidan alors que, avec un sac rempli de pain, elle s'adresse aux manifestants en disant « We're here from America, would you like some bread ? » – est auditionnée au Sénat pour rendre compte de l'évolution de la situation sur le terrain. Sur un ton triomphaliste, elle change soudain d'expression lorsqu'on l'interroge sur les laboratoires biologiques en Ukraine : la sous-secrétaire d'État confirme leur existence et se dit inquiète que du « matériel de recherche » ne finisse aux mains des Russes, insistant toutefois que tout est sous contrôle².

1. Amnesty International, *Ukraine: Ukrainian fighting tactics endanger civilians*. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/08/ukraine-ukrainian-fighting-tactics-endanger-civilians/>.

2. C-Span, *Senator Rubio questions undersecretary Nuland over biolabs in Ukraine*. <https://www.c-span.org/video/?c5005520/senator-rubio-questions->

Si elle est contrainte à cet aveu public, c'est parce que les Russes disposent déjà de nombreuses preuves de la guerre biologique menée par les États-Unis. Il ne sert à rien de détruire à la hâte les laboratoires pour tenter d'en effacer les traces. En effet, le commandant des forces russes de défense radioactive, chimique et biologique, Igor Kirillov, a déjà parlé publiquement d'un réseau d'une trentaine de laboratoires biologiques du Pentagone en Ukraine, un fait confirmé par le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, qui précise qu'il s'agit de la partie émergée d'un iceberg composé de 336 laboratoires américains situés dans 30 pays différents¹.

Cependant, on se souviendra surtout de Mme Nuland pour un autre épisode, dans lequel ses arts diplomatiques se sont envolés librement, sans les formalités des salles de séances parlementaires. Dans une conversation téléphonique avec l'ambassadeur américain en Ukraine Geoffrey Pyatt, divulgué sur YouTube en 2014, les deux Américains discutent, homme par homme, de la formation du nouveau gouvernement ukrainien et de la divergence d'intérêts entre les États-Unis et l'UE : l'UE joue un match économique à long terme avec l'Ukraine, tandis que les États-Unis souhaitent une escalade contre la Russie, un problème délicat à aborder avec la plus grande diplomatie, que la sous-secrétaire d'État commente de manière succincte, explicite et efficace : « Fuck the EU² ! ».

undersecretary-nuland-biolabs-ukraine.

1. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, *Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian's Regular Press Conference on March 8, 2022*. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/2511_665403/202203/t20220309_10649938.html.

2. Reuters, *Leaked audio reveals embarrassing U.S. exchange on Ukraine, EU*. <https://www.reuters.com/article/us-usa-ukraine-tape-idUSBREA1601G20140207>.

Les sanctions contre la Russie

La réaction des États-Unis, de l'UE et des pays de l'OTAN à l'attaque russe est globale. Militairement, ils intensifient le déploiement d'armes, de moyens et d'hommes ; économiquement et financièrement, ils durcissent brutalement les sanctions afin d'isoler économiquement la Russie et de la pousser vers le défaut de l'État (le processus de sanction a en réalité commencé en 2014, au lendemain du coup d'État en Ukraine et de la prise de position de la Russie). Enfin, une campagne de discrimination et de censure est déclenchée contre tout ce qui a trait à la Russie, y compris la culture, l'information, la science, l'art et le sport. La civilisation russe est bannie et, par un syllogisme anachronique depuis au moins trente ans, on en profite pour décommuniser un peu l'Ouest du pays, en retirant les symboles du communisme ou même les statues de Marx, qui n'était pas russe et qui est mort une trentaine d'années avant la révolution d'Octobre.

La première mesure de nature financière contre Moscou s'avère le gel des fonds de la Banque centrale russe. Le chiffre n'est pas précisé : les autorités russes parlent d'une saisie de 300 milliards de dollars, soit environ la moitié des réserves totales de la Banque centrale ; des estimations internationales plus basses parlent plutôt d'environ 630 milliards de dollars et, selon le ministre français de l'Économie Le Maire, il s'agirait de 1 000 milliards d'euros. Sans ambages, Le Maire déclare : « Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe¹! ».

Dans tous les cas, il s'agit d'un montant sans précédent contre une institution légitime et souveraine. Immédiatement après, suivant le protocole déjà expérimenté à l'occasion de la saisie des fonds souverains libyens et afghans, le ministre allemand des Finances Christian Lindner suggère de transformer le blocage

1. CNN, *The West's \$1 trillion bid to collapse Russia's economy*. <https://edition.cnn.com/2022/03/01/business/russia-economy-sanctions/index.html>.

en confiscation, afin de pouvoir disposer librement des fonds pendant la phase de reconstruction¹.

Une deuxième mesure importante suit : l'exclusion des principales institutions financières russes du système d'échange financier international Swift, la principale plate-forme mondiale pour les paiements internationaux. Cela bloque matériellement les principales transactions internationales avec la Russie par le biais du système bancaire.

Les États-Unis prennent ensuite une troisième mesure décisive, surtout pour leurs alliés : ils interdisent les importations de pétrole et de gaz russes, insistant pour que tous fassent de même. Le problème est que les pays européens ne sont objectivement pas en mesure de le faire. Pour les États-Unis, c'est chose facile, puisqu'à partir de 2019, ils n'importent pas un seul mètre cube de gaz de Russie et que le pétrole russe ne constitue que 3 % des importations totales de pétrole du pays². Pour les alliés européens, les choses se présentent différemment : l'UE importe de la Russie 40 % de ses approvisionnements totaux en gaz et 25 % de ceux en pétrole³.

Afin que l'UE reprenne cette mesure audacieuse visant prétendument à faire plier l'économie russe, les États-Unis promettent d'augmenter les exportations de gaz liquide vers l'Europe et de maintenir ces augmentations jusqu'en 2030 au moins.

1. EurActiv, *Germany open to Russian Central Bank asset seizure to finance Ukraine's recovery*. <https://www.euractiv.com/section/eastern-europe/news/germany-open-to-russian-central-bank-asset-seizure-to-finance-ukraines-recovery/>.

2. Forbes, *Ban On U.S. Imports Of Russian Natural Gas? No Imports Since 2019*. <https://www.forbes.com/sites/kenroberts/2022/03/09/ban-on-us-imports-of-russian-natural-gas-no-imports-since-2019/>.

3. Energy Monitor. *How can the EU end its dependence on Russian gas?* <https://www.energymonitor.ai/policy/how-can-the-eu-end-its-dependence-on-russian-gas>.

Le Royaume-Uni se joint immédiatement à l'appel des États-Unis, s'engageant à éliminer rapidement les importations de pétrole russe d'ici à la fin de 2022. L'UE suit, plus en paroles qu'en actes, la mise en œuvre des sanctions, étant donné sa dépendance de l'énergie russe. Dans le même temps, elle confie principalement aux États-Unis la tâche de reconsidérer les relations avec les pays producteurs de pétrole, dont les États-Unis eux-mêmes.

Les entreprises allemandes sont celles qui paient le plus lourd tribut aux sanctions : le chancelier Olaf Scholtz doit bloquer la mise en service du gazoduc Nord Stream 2, achevé en 2021, le plus long du monde, reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, et qui était censé être une source majeure d'approvisionnement énergétique pour l'ensemble de l'UE. Un choix drastique et coûteux, allant à l'encontre des investissements stratégiques à long terme, pris en quelques jours sous la pression des États-Unis, manifestement dans l'intention de frapper la Russie. La première à tomber, cependant, est la société suisse Nord Stream 2 AG, exploitant du gazoduc, qui se déclare en faillite au lendemain de la décision allemande¹.

Les contre-mesures russes

La Russie répond aux sanctions par une stratégie à multiples facettes reposant sur une coordination étroite entre sa Banque centrale et son gouvernement. La Banque centrale prend trois mesures de nature financière. Le gouvernement agit en parallèle avec deux types de mesures politico-financières.

Les deux premières sont prises par la Banque centrale. Dès que les sanctions sont déclenchées, la Banque centrale relève le taux d'escompte de 9,5 % à 20 % et introduit des contrôles sur les

1. Reuters, *Exclusive: Nord Stream 2 owner considers insolvency after sanctions*. <https://www.reuters.com/markets/europe/exclusive-nord-stream-2-owner-considers-insolvency-after-pipeline-halt-sanctions-2022-03-01/>

mouvements de capitaux afin de défendre la monnaie et d'empêcher leur fuite¹.

Ensuite, toujours pour défendre la monnaie nationale, le gouvernement stipule que les exportations de gaz vers les pays hostiles seront réglées en roubles (plus précisément, le système prévoit que les pays européens ouvrent un compte auprès de la GazpromBank – la branche financière de Gazprom – et règlent leurs factures en euros, qui seront ensuite automatiquement convertis en roubles). Bien que dans le débat politique et médiatique, la question se concentre sur l'aspect formel de la monnaie avec laquelle payer le gaz et le pétrole, la démarche financière de la Russie en est une de substance. Par ce dispositif, la Russie envoie en fait un message très clair à ceux qui voudraient spéculer contre le rouble : ce n'est pas la Banque centrale russe qui défendra le rouble, mais la demande européenne de gaz et de pétrole.

Si, à l'égard de l'Europe, le gouvernement de Moscou a dû faire preuve de force, il affiche une attitude très différente à l'égard des pays asiatiques qui n'ont pas rejoint l'appel des États-Unis, en leur offrant une réduction de 25 % sur le gaz et le pétrole. Il s'agit de la deuxième action du gouvernement russe, qui passe de la défense à la contre-attaque. L'augmentation des exportations asiatiques ne joue pas seulement un rôle tactique en tant qu'élément supplémentaire pour renforcer le rouble à court terme, mais constitue également un facteur stratégique important dans la redéfinition du cadre économique et politique mondial.

En outre, le 25 mars 2022, la Banque centrale introduit, bien que de manière temporaire, la convertibilité fixe de l'or à un prix de 5 000 roubles par gramme². Au taux de change actuel avec le

1. Trading economics, *Russia interest rate*. <https://tradingeconomics.com/russia/interest-rate>.

2. Central Banking, *Bank of Russia fixes gold price and increases loans*. <https://www.centralbanking.com/central-banks/financial-stability/7943086/bank-of-russia-fixes-gold-price-and-increases-loans>.

dollar, cela implique une décote du prix de l'or en roubles, par rapport à celui en dollars. L'arbitrage sur le marché des devises – que les sanctions entravent mais ne rendent pas inopérant – conduit donc rapidement au renforcement du rouble par rapport au dollar et aux autres grandes devises. De plus, la Russie est le deuxième plus grand producteur d'or au monde, derrière la Chine, ce qui renforce la crédibilité du rouble en tant que monnaie internationale, avec derrière elle non seulement les promesses de paiement de la Banque centrale mais aussi des réserves d'or et de pétrole.

Grâce à cet ensemble de contre-mesures, les autorités russes regagnent rapidement la crédibilité qu'elles avaient temporairement perdue sur le marché des devises. Alors que dans les jours qui ont suivi le début du conflit, le rouble s'était effondré de plus de 50 %, ces contre-mesures ont pour effet de le ramener aux niveaux d'avant la crise.

Au cours des deux dernières années, le taux de change par rapport au dollar est resté stable à environ 75 roubles par dollar. Avec le début des sanctions, le rouble se déprécie rapidement et atteint son plus bas niveau le 10 mars 2022, à 135 roubles par dollar. À partir de là, la reprise commence rapidement : fin avril, le rouble est déjà revenu à 75 par rapport au dollar et, à mesure que les pays européens acceptent le nouveau système d'achat de gaz et de pétrole proposé par la Russie, il se renforce encore.

Une fois l'attaque financière neutralisée et le rouble solidement établi sur les marchés des devises, la Banque centrale russe restaure la convertibilité du rouble en or à un prix variable et, en avril, abaisse à deux reprises le taux d'escompte de trois pour cent, d'abord à 17 % puis à 14 %, sans aucun signe d'affaiblissement du rouble.

En bref, les sanctions économiques et financières, qui étaient censées faire plier la Russie et l'amener rapidement au bord de l'effondrement, ne prennent effet qu'à très court terme. En deux mois, le rouble a retrouvé sa force sur les marchés et sa crédibilité dans les milieux financiers. Malgré les déclarations des

institutions financières occidentales les plus puissantes, le défaut de la Russie n'est plus à l'ordre du jour.

Au contraire, au moment où les États-Unis commencent à relever leurs taux d'intérêt (la première intervention a lieu à la mi-mars 2022), provoquant une forte appréciation du dollar par rapport aux principales devises, le rouble continue de gagner du terrain par rapport au dollar. En mai, il se négocie désormais à 58 roubles par dollar, ce qui conduit Bloomberg, la principale société américaine de médias et de finance, à décerner au rouble le titre de monnaie la plus rentable de l'année¹.

De plus, pour éviter une appréciation excessive du rouble, qui a désormais atteint 51 dollars, la Banque centrale russe réduit même, le 26 mai, le taux d'escompte de trois pour cent pour le porter à 11 %.

À l'inverse, s'il est une monnaie qui s'est certainement affaiblie au fil des sanctions, c'est bien l'euro. Par rapport au dollar, entre fin février et mai, il baisse de 1,12 à 1,05 (– 6,3 %) et passe sous la parité en septembre. Vis-à-vis du rouble, en revanche, c'est un véritable effondrement : de 90 roubles pour un euro en février – après un pic de 148, atteint le 7 mars – il plonge à 60 en mai (– 33,3 % par rapport à la période pré-sanctions).

Même à long terme, les effets des sanctions risquent de s'avérer vains, voire contre-productifs : le développement du commerce en roubles et le renforcement de la base or et pétrole du rouble – qui jouaient jusqu'à présent un rôle éminemment défensif – se conjuguent en effet avec le rapprochement économique-financier avec la Chine et le développement des relations entre les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) dans le processus de réduction de l'hégémonie du dollar et, parallèlement, du rôle de l'euro.

1. Bloomberg, *Ruble Surpasses Brazil's Real as Year's Best-Performing Currency*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-05-11/russian-ruble-surpasses-brazilian-real-as-world-s-best-currency#xj4y7vzkg>.

Le sort de l'Ukraine

En essayant d'identifier les gagnants et les perdants de la guerre économico-militaire, une chose est sûre : le seul pays vaincu dès le départ est l'Ukraine. Elle a vendu sa peau à l'Occident et n'attend plus, comme dirait Marx, que d'être tannée. L'État ukrainien est sur la voie de l'insolvabilité. Il ne pourra jamais rembourser les dettes qu'il a contractées. Le président Zelensky n'a aucun plan pour l'après-guerre, si ce n'est d'offrir le pays aux capitaux étrangers pour la reconstruction.

Henry Kissinger, un nonagénaire avec une certaine expérience des questions stratégiques, décrit Zelensky comme suit : « Il ne s'est pas exprimé sur ce que sera le monde après la guerre avec la même clarté et la même conviction que celles avec lesquelles il a mené la guerre... mais je le considère comme une grande figure¹. » Et, en fait, c'est ce dont les États-Unis ont besoin en Ukraine : une grande figure, sans pouvoir de décision, qui poursuive la guerre, maintienne la tension avec la Russie et vende le pays contre des armes, tout en préparant la faillite finale.

L'avenir de l'Ukraine – la véritable raison formelle de toute l'opération anti-russe – n'est même pas discuté. Pour l'Occident, le seul avenir possible pour le peuple ukrainien réside dans les largesses accordées par le capital qui ira l'exploiter à la fin de la guerre. Et le seul présent possible est de continuer à recevoir des fonds et des armes pour aller mourir en guerre contre les ex-frères russes, militairement supérieurs.

Les pays de l'OTAN rivalisent pour envoyer de l'argent et des armes par le biais de prêts et de cadeaux, essayant de satisfaire les demandes de guerre incessantes du président Zelensky. Cependant, aucun pays, parti ou groupe de solidarité ne pose la question de savoir comment le peuple ukrainien, dévasté par la guerre et la guerre civile, remboursera ses dettes.

1. Time, *Henry Kissinger: The Internet Does Not Make Great Leaders*. <https://time.com/6193035/henry-kissinger-leaders/>.

Selon les prévisions de la Banque mondiale, l'Ukraine subira une baisse de 45 % de son produit intérieur brut en 2022 par rapport à 2021¹. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement est plus prudente, estimant que la baisse de la production ne sera « que » de 30 %, soulignant toutefois qu'entre 30 % et 50 % des entreprises ont déjà complètement arrêté leurs activités, avec la perte d'environ la moitié des emplois². Les retraits d'argent sont limités et les transactions internationales sont contrôlées par les autorités gouvernementales. Le trou fiscal causé par la baisse des recettes fiscales et l'explosion des dépenses d'armement est estimé à environ 5 milliards de dollars par mois³. Sur le plan financier, l'Ukraine est déjà techniquement en défaut de paiement.

De janvier 2021 à janvier 2022, la Banque centrale ukrainienne a relevé le taux d'escompte six fois de suite, de 6 % à 10 %, pour tenter de juguler l'inflation et de défendre le taux de change⁴. Une politique pour le moins à contre-courant, au moment où les États-Unis et l'UE inondent le système monétaire de liquidités en réponse à la crise financière et économique déclenchée par la stratégie anti-pandémie. Cependant, c'est avec l'intervention russe, ou plus précisément avec les sanctions occidentales contre la Russie, que la situation financière de l'Ukraine s'effondre.

Dans un premier temps, la Banque centrale répugne à un nouveau resserrement monétaire et s'appuie principalement sur l'aide extérieure. Ce qui, cependant, reporte le problème

1. World Bank, *Russian Invasion to Shrink Ukraine Economy by 45 Percent this Year*. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/04/10/russian-invasion-to-shrink-ukraine-economy-by-45-percent-this-year>.

2. European bank for reconstruction and development, *Ukraine overview*. <https://www.ebrd.com/where-we-are/ukraine/overview.html>.

3. Reliefweb, *War to cause Ukraine economy to shrink nearly a third this year - EBRD report*. <https://reliefweb.int/report/ukraine/war-cause-ukraine-economy-shrink-nearly-third-year-ebrd-report>.

4. Trading economics, *Ukraine interest rate*. <https://tradingeconomics.com/ukraine/interest-rate>.

sans le résoudre et, au contraire, finit par l'aggraver. Continuer à emprunter, alors que l'effort de guerre l'emporte sur l'effort productif, avec une dette publique déjà hors de contrôle, permet d'éviter le défaut de paiement dans l'immédiat mais hypothèque tout assainissement éventuel des comptes publics dans le futur.

En l'absence d'un plan de redressement crédible, les marchés financiers imposent à l'Ukraine des conditions financières de plus en plus lourdes. En l'espace de quelques mois, alors que tout le monde a les yeux tournés vers la Russie et la supposée crise financière qui devrait lui donner le coup de grâce, la Banque centrale ukrainienne est contrainte de changer de stratégie.

Face à la faiblesse croissante de la hryvnia – la monnaie nationale – le 2 juin 2022, la Banque centrale augmente le taux d'escompte de 15 % à 25 %, un niveau que l'Ukraine n'a pas connu depuis 2015, ce qui pénalise fortement l'investissement dans un pays où l'on détruit plus que l'on ne produit.

Mais cela ne sert à rien : le problème n'est pas seulement financier ; ce sont les fondamentaux de l'économie qui sont en chute libre. Enfin, le 21 juillet 2022, la Banque centrale annonce la dévaluation de la hryvnia de 25 % par rapport au dollar : de 29,25 à 36,57 hryvnias pour un dollar¹.

Avant le coup d'État de février 2014, la monnaie ukrainienne était stable à environ 8 hryvnias par rapport au dollar. La première année après le coup d'État voit la débâcle de la hryvnia qui, en février 2015, plonge à 27 contre le dollar, pour se stabiliser les années suivantes dans une fourchette de 23-27 hryvnias par dollar, grâce à l'aide internationale. Avec cette dernière dévaluation, la perte de valeur de la hryvnia depuis 2014 est de 350 %. Concrètement, pour le peuple ukrainien, cela signifie qu'il faut payer plus cher pour tout, des médicaments aux armes : ce qui coûtait 1 coûte désormais 4,5.

1. Reuters, *Ukraine devalues hryvnia currency by 25% against U.S. dollar*. <https://www.reuters.com/markets/rates-bonds/ukraines-central-bank-devalues-hryvnia-by-25-against-us-dollar-2022-07-21>.

Pour un pays fortement dépendant du commerce extérieur, une dévaluation de cette ampleur signifie que l'heure de la faillite est proche. L'Ukraine a – ou plutôt avait – la Russie comme deuxième partenaire pour ses importations (derrière la Chine) et troisième pour ses exportations (derrière la Chine et la Pologne)¹. La guerre économique, sans même parler de la militaire, est tout simplement insoutenable pour l'Ukraine.

Ayant renoncé aux avantages commerciaux et aux réductions de prix offerts par la Russie, en particulier dans le secteur de l'énergie, l'Ukraine importe désormais du pétrole et du gaz russes par l'intermédiaire de ses alliés occidentaux : au lieu d'une réduction de 30 % sur le prix du marché (qui, en l'absence de tensions politiques, représenterait environ la moitié du prix réellement en vigueur), le candidat à l'adhésion à l'UE/OTAN achète aux prix courants, désormais très élevés, sur lesquels il paie également une commission de courtage aux pays occidentaux et, comme si cela ne suffisait pas, paie quatre fois et demie plus cher en raison de la dévaluation de la hryvnia.

Un baril de pétrole, qui en temps normal coûterait 50 dollars sur les marchés internationaux, lui aurait coûté 35 dollars aux conditions russes, soit 280 hryvnias (35 fois 8). Maintenant, au contraire, le pétrole est à 100 dollars et, sans tenir compte des coûts supplémentaires liés au passage par un pays tiers, ce même baril de pétrole lui coûte 3 657 hryvnias (100 fois 36,57). Avec une telle charge financière et un taux d'intérêt de 25 %, aucune activité économique ne peut être rentable en Ukraine, hormis l'industrie de guerre.

Récession, inflation, dévaluation et dette ne sont pas les meilleurs arguments à présenter sur les marchés financiers pour demander une aide supplémentaire. La crédibilité financière de l'Ukraine est désormais inexistante et ces mesures extrêmes le prouvent. Ce n'est plus une question de prix, mais de temps. Sur

1. OEC World, *Ukraine*. <https://oec.world/en/profile/country/ukr?yearlyTradeFlowSelector=flow1>.

le plan financier, les titres de créance ukrainiens sont des papiers en lambeaux. Si leur prix ne tombe pas tout droit à zéro, c'est uniquement grâce à la politique.

En effet, si les créanciers institutionnels – les pays occidentaux en premier lieu – sont à ce stade prêts à tout pour éviter un défaut de l'État ukrainien, les investisseurs privés ne sont pas du tout du même avis. Ainsi, alors que le groupe des créanciers – composé des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France et du Japon – accepte de reporter le recouvrement des intérêts de la dette, les entreprises privées exigent au contraire le paiement rubis sur l'ongle de ce qui est dû¹.

En substance, c'est donc le capital public des États occidentaux qui permet à l'Ukraine de rembourser les dettes contractées auprès des investisseurs privés (occidentaux), repoussant le défaut de paiement à une date à définir. Et, au moment du défaut de paiement, qui est financièrement inévitable, ce seront à nouveau les États qui supporteront les coûts, laissant le capital privé récolter les bénéfices. Mais, voilà, la réalité, connue de tous – États, banques, entreprises et organisations internationales –, est que l'Ukraine n'a pas l'argent pour rembourser et ne l'aura jamais.

Entre-temps, les Ukrainiens (et les Russes) fuyant la violence nazie qui s'étaient réfugiés dans les pays de l'UE au fil des ans ont vu leurs procédures de régularisation bloquées, pour faire place aux nouveaux immigrants au traitement prioritaire. En Ukraine, en revanche, des centaines d'enfants nés par gestation pour autrui sont bloqués, attendant de rencontrer leurs parents. Pendant que des centaines de femmes enceintes d'enfants pour autrui, qui ont fui des zones de conflit, ne savent pas où accoucher, de peur de se retrouver mères même légalement, contre leur gré, si la naissance n'a pas lieu dans une clinique prévue par contrat.

1. US Department of Treasury, *Statement by the Group of Creditors of Ukraine*. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0883>.

Alors que l'Europe porte un toast aux couples de toutes les orientations sexuelles et à leur droit d'avoir des enfants, l'Ukraine est l'un des pays où les utérus à louer coûtent le moins cher : elle abrite 50 cliniques de reproduction, qui produisent 2 500 enfants par an, destinés à des couples étrangers. Malheureusement, avec la guerre, tout est devenu plus dangereux : de la production à la livraison de la marchandise¹.

Face au drame de la situation ukrainienne, les Beton – un groupe punk plus ou moins inconnu de Kiev – bénéficient d'un grand succès médiatique pour leur interprétation anti-Poutine de la célèbre chanson des Clash, *London Calling*, transformée en *Kyiv calling*. Dans la chanson, le trio ukrainien d'inspiration britannique demande une aide militaire et des armes pour l'Ukraine et remplace la fin de la chanson britannique « And after all this, won't you give me a smile ? » par « And after all this, won't you give me an airforce ? ». La présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, qui se targue également d'un passé punk, récompense la créativité de Beton en garantissant à l'Ukraine des armes et de l'argent. Même si le seul refrain qui lui trotte dans la tête depuis qu'elle s'occupe de l'Ukraine n'est pas des Clash mais des Sex Pistols : *No future, no future for you !*

Gagnants et perdants sur le front oriental

Le code implicite des opérations internationales est que le butin de guerre – de la reconstruction à la privatisation en passant par les nominations politiques – est partagé en proportion de l'aide apportée pendant la guerre elle-même. Dans un cas comme celui-ci, où l'asymétrie des forces et des intérêts entre les

1. DW, *Ukraine's surrogate mothers trapped between the frontlines*. <https://www.dw.com/en/ukraines-surrogate-mothers-trapped-between-the-frontlines/a-61282709>.

États-Unis et l'UE est évidente, on peut légitimement douter que ce soit le cas. Mais l'UE a tout de même choisi de faire bloc derrière le pays chef de file et de supporter le prix total des sanctions. Bien que criblés de dettes, les pays européens poursuivent donc les prêts à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie, tout en sachant que les premiers ne peuvent être remboursés et que les secondes ont de graves répercussions économiques sur l'UE elle-même.

Pour Washington, et par ricochet pour l'UE, le problème n'a jamais été de construire un avenir pour l'Ukraine mais de laisser la Russie sans perspectives. Le problème est que, surtout pour l'UE, se mettre à dos la Russie n'est pas exactement un jeu secondaire.

La Russie est le plus grand pays du monde : sa superficie est presque deux fois supérieure à celle du Canada, de la Chine et des États-Unis et presque trois fois supérieure à celle de l'Europe non russe (la partie européenne de la Russie couvre à elle seule environ un tiers du sol européen). En 2020, elle était le premier exportateur mondial de gaz, de blé, de fer semi-fini, de poisson congelé, de nickel brut et de fonte brute. Elle est également riche en matières premières importantes – pas seulement en hydrocarbures – et est technologiquement avancée dans de nombreux secteurs stratégiques. Elle a fonctionné pendant des décennies en rationalisant le commerce dans le cadre d'une économie planifiée et a vécu avec l'hostilité de l'Occident pendant toute la période soviétique.

Sur le plan économique, elle représente la 11^e économie mondiale par son produit intérieur brut et est désormais pleinement intégrée au commerce mondial. Son premier partenaire commercial est l'UE, à laquelle sont destinées 37,9 % des exportations totales et d'où proviennent 40 % des importations. Si l'on considère les pays individuellement, le premier pays de destination des exportations russes est la Chine, suivie de l'Allemagne et des Pays-Bas, tandis que le classement des pays auprès desquels la Russie s'approvisionne place la Chine, le Royaume-Uni et l'Allemagne en tête¹.

1. OEC World, *Russia*. <https://oec.world/en/profile/country/rus>.

Sur le plan financier, la Russie est solide : le rouble est considéré comme une monnaie fiable et les chiffres des finances publiques sont des plus enviables. La dette publique représente 17,7 % du PIB, soit le neuvième niveau le plus bas au monde, contre 90 % dans l'UE, 97,2 % dans la zone euro, 128 % aux États-Unis et 93,9 % au Royaume-Uni¹.

Imposer un embargo à un tel pays est économiquement coûteux et dangereux. Mais pas pour tout le monde de la même manière, bien sûr : pour les États-Unis, les coûts et les risques sont négligeables ; pour l'UE, ils sont prohibitifs. Sans parler du risque de passer d'une guerre économique à une confrontation militaire ouverte, car le théâtre des combats se situe en Europe et non aux États-Unis.

Les données géographiques et macroéconomiques ne sont pas des secrets d'État. Les sanctions ont simplement eu l'effet attendu, prévisible et prédit par tous les acteurs du secteur : l'UE a vu le prix du gaz et du pétrole doubler mais, ne pouvant s'en passer, elle continue à en importer à un prix plus élevé. La Russie, quant à elle, tout en traitant avec les Européens selon les lois du marché qui leur sont si chères, offre des rabais aux pays non hostiles et se développe principalement en Asie.

Résultat : alors que l'Ukraine est mise au pied du mur sur le plan militaire et économique et que l'UE s'efforce de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique, l'Asie double ses importations de gaz et de pétrole russes par rapport aux niveaux antérieurs à la guerre, devenant ainsi le premier débouché de la Russie devant l'Europe. Du côté des devises, la tentative de couler le rouble a pour résultat la montée en flèche de la monnaie russe et la chute libre de l'euro. Tandis que les bénéfices des entreprises occidentales faisant des affaires avec la Russie s'effondrent.

1. Trading economics, *Country list government debt to Gdp*. <https://tradingeconomics.com/country-list/government-debt-to-gdp>.

En bref, une fois écarté l'objectif selon lequel l'Occident, après avoir déstabilisé la région et déclenché le coup d'État, s'intéresserait soudainement au sort du peuple ukrainien, celui d'affaiblir la Russie est également exclu. Ou du moins, si tel était vraiment le but ultime, le résultat est loin d'être atteint et toute la stratégie USA-UE semble un peu écervelée. En revanche, si l'on considère les stratégies d'expansion du capital américain en Europe, la soumission historique de l'UE aux États-Unis et les intérêts opposés au sein de l'UE, les choses deviennent plus cohérentes.

Gagnants et perdants sur le front occidental

Considérons les relations internes sur le front occidental. Les États-Unis sont les premiers à imposer l'embargo sur le gaz et le pétrole russes, dans la foulée de l'invasion russe. Immédiatement après, ils font pression sur l'UE pour qu'elle prenne des mesures similaires.

Après avoir attaqué militairement et économiquement les fournisseurs historiques d'énergie qui approvisionnaient l'Europe (Iran, Irak, Libye, Venezuela), les États-Unis s'en prennent maintenant à la Russie. Ce n'est pas la première fois qu'ils impliquent des alliés européens dans des campagnes économiques et militaires d'un intérêt douteux pour la sécurité de l'UE et ses relations commerciales. Cette fois, cependant, pour les pays de l'UE, l'embargo russe est un suicide économique : la Russie est désormais de loin le premier fournisseur de l'Europe et, sans son énergie, l'économie européenne s'arrête.

Les États-Unis, en revanche, ne souhaitent pas du tout la mort économique de l'Europe. Ils veulent faire des affaires avec l'UE et en tirer de l'argent. C'est pourquoi, tout en imposant à l'UE un problème qu'elle n'avait pas, ils lui fournissent également la solution : la fin du gaz russe et le feu vert pour le gaz américain.

Si les coûts de l'hostilité à la Russie sont asymétriques entre les pays du Pacte atlantique, les bénéfices sont véritablement

unidirectionnels et vont tous de l'autre côté de l'océan. L'UE paie et les États-Unis gagnent. L'UE change d'importateur, les États-Unis gagnent un marché.

Le remplacement des importations de gaz de la Russie par les États-Unis est un processus long et coûteux, qui ajoute de nouvelles charges au processus de transformation et de distribution, toutes payées par l'UE : transport par citernes, terminaux de chargement et de déchargement, infrastructures de stockage, regazéification et raccordement aux gazoducs traditionnels. La construction de cette infrastructure ne s'improvise pas. Au contraire, elle nécessite des investissements pluriannuels, qui pèseront sur le prix final de l'énergie.

Si tel est le cas, la hausse des prix de l'énergie, aujourd'hui liée à la spéculation et à l'incertitude du cadre politique international, ne doit en aucun cas être considérée comme temporaire. Au contraire, l'Europe devra s'habituer à vivre avec des prix de l'énergie en hausse pour la simple raison qu'elle exclut le fournisseur le plus important et le moins cher de la liste.

Selon les estimations, l'augmentation des importations de gaz en provenance des États-Unis ne serait pas non plus suffisante pour remplacer les importations de gaz en provenance de Russie. Pour l'UE, en résumé, le problème n'est pas seulement de prix mais aussi de quantité : hausse des prix et disponibilité insuffisante de l'énergie.

La vérité est que les visées stratégiques de Washington à l'égard de l'UE sur le front de l'énergie ont une longue histoire. Après la crise financière de 2007-2009, les États-Unis investissent massivement dans le secteur énergétique : entre 2011 et 2014, la production américaine de gaz naturel liquéfié augmente de 70 % et, en 2018, les États-Unis deviennent le premier producteur mondial de pétrole, dépassant la Russie et l'Arabie saoudite¹. Cette croissance rapide de la production a évidemment besoin

1. EIA, *Oil and petroleum products explained*. <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/imports-and-exports.php>.

de débouchés, et les États-Unis ont des vues sur l'Europe. En 2021, avant l'invasion russe de l'Ukraine, les exportations américaines de gaz liquéfié vers l'UE avaient déjà augmenté de 37 % en glissement annuel.

Pour imposer cette impressionnante augmentation de la production énergétique sur les marchés mondiaux, les États-Unis ne se contentent pas d'utiliser le levier économique de l'avantage mutuel, mais passent, comme toujours, par les voies politiques et diplomatiques. Notamment parce que le gaz liquéfié américain est plus cher, de moins bonne qualité et produit avec des techniques bien plus polluantes que le gaz russe.

Lors de la construction du gazoduc Nord Stream 2, qui relie la Russie à l'Europe occidentale, les États-Unis se sont opposés au projet par tous les moyens. D'un point de vue juridique, il n'existe aucune règle permettant à un pays de contrôler un projet entrepris sur un autre continent, par des entreprises parfaitement légales, dans le cadre d'accords entre États souverains. D'un point de vue économique, cependant, il est clair à tous – États et capitaux privés – que les États-Unis défendent les intérêts de leurs compagnies pétrolières sans limites territoriales. Pour finir, ils ont exigé de l'Allemagne la construction d'une plate-forme de regazéification pour le gaz liquéfié produit aux États-Unis avant de donner le feu vert au projet.

En outre, dans le domaine de l'énergie, l'Allemagne est non seulement l'un des pays européens les plus dépendants de la Russie, mais elle joue également un rôle important dans le transit et la redirection de l'énergie russe vers le reste de l'Europe.

Avec ses alliés comme avec ses ennemis, le dessein de Washington est le même : conquérir un nouveau marché de débouchés important pour les compagnies pétrolières américaines et empêcher le développement des relations entre la Russie et l'UE, en les affaiblissant toutes les deux. Ce qui reste à clarifier, et qui ne le sera pas tant que la perspective d'analyse ne sera pas élargie au cadre impérialiste mondial, c'est la stratégie de l'UE, qui jusqu'à présent a été pour le moins contradictoire.

Défauts financiers internationaux

La guerre économico-financière contre la Russie attribue un rôle important, du moins dans le récit médiatique, au problème de la dette publique russe, qui, comme nous l'avons vu, est pratiquement inexistante.

Contre la dette russe, les trois grandes agences de notation « indépendantes » du monde – Moody's, Fitch et Standard and Poor – ouvrent le bal. Dans la foulée de l'invasion russe, en mars 2022, les trois agences dégradent les obligations russes de plusieurs points, jusqu'au niveau dit « de pacotille¹ ».

Ce n'est toutefois qu'en juin que les États-Unis parviennent à obtenir le défaut technique de la Russie. Cela fait effectivement la une des journaux politiques mais pas des marchés financiers : le défaut technique est en fait causé par la décision des États-Unis d'exclure la Russie du système de paiement international, ce qui empêche techniquement le paiement des intérêts aux créanciers nord-américains.

Le seul effet réel du défaut est donc payé par les épargnants américains. Mais la crédibilité de la Russie n'est même pas entamée : en effet, le défaut de paiement ne résulte pas de l'incapacité financière ou du manque de volonté politique de la Russie d'honorer ses dettes, mais de l'impossibilité technique de le faire, sur décision du créancier.

Sur les marchés, donc, rien ne se passe : pas de panique financière et pas de fuite du rouble ou des obligations russes. Les titres des journaux ressemblent plus à de la propagande politique qu'à un avertissement aux investisseurs. Ils ont le même poids que la prétendue mauvaise santé du président Poutine et l'héroïque résistance ukrainienne, qui parviendrait à vaincre l'envahisseur si seulement elle recevait un peu d'aide de ses amis, comme dans la chanson des Beatles *I get by with a little help from my friends*, avec

1. CBS News, *Russia's credit rating slashed to junk, same as Angola and Nicaragua*. <https://www.cbsnews.com/news/ukraine-russia-credit-rating-junk/>.

Zelensky dans le rôle de Ringo Starr et les dirigeants des pays de l'OTAN entonnant le refrain.

Le Kremlin ne bronche même pas, et son porte-parole Dmitry Peskov répond, avec une simplicité enfantine : « le paiement en devises a été effectué, le fait que les fonds ne soient pas transférés aux destinataires n'est pas notre problème¹ ».

En outre, les autorités russes ont dénoncé dès le départ l'illégitimité de la saisie de centaines de milliards de dollars de propriétés de la Banque centrale russe, l'assimilant à un défaut de paiement *de facto* des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'UE envers la Russie. Toutefois, en raison précisément du faible poids de la dette publique sur le budget de l'État, la Russie a préféré continuer à honorer ses dettes, du moins aussi longtemps que cela était techniquement possible.

Le véritable problème que les Américains et les Européens ne veulent pas affronter est qu'à un moment donné, la Russie pourrait changer d'attitude sur le plan économique-financier, ainsi que sur le plan militaire. La Banque centrale russe n'a en effet pas besoin d'attendre un quelconque défaut technique si elle décide de frapper les créanciers anglo-saxons ou européens. Elle pourrait simplement leur dire : « faites vous rembourser par vos gouvernements avec les fonds qu'ils ont illégalement saisis à notre rencontre ».

Sur le plan du droit international, il s'agirait d'une réponse cohérente et conséquente à la saisie des fonds de la Banque centrale russe. Sur le plan économique-financier, en revanche, les autorités monétaires russes font bien leurs calculs. La stratégie financière de Moscou, bien qu'essentiellement défensive, est loin d'être improvisée. On ne joue pas sa crédibilité financière internationale sur quelques titres de la dette publique.

1. Reuters, *Russia, rejecting default, tells investors to go to western financial agents*. <https://www.reuters.com/markets/commodities/kremlin-rejects-russian-default-says-bond-payments-executed-2022-06-27/>.

L'évolution de la guerre économique

Au niveau stratégique, les États-Unis n'ont aucun intérêt à une résolution rapide du conflit. Il est nécessaire que les pays européens s'engagent dans des trajectoires énergétiques et commerciales qui les éloignent de la Russie sans possibilité de retour en arrière. Dans le champ énergétique et au-delà. C'est l'objectif à long terme.

Parallèlement, l'embargo énergétique contre la Russie ouvre grand les portes du marché européen au gaz naturel liquéfié américain. Pour l'instant, par une utilisation plus intensive des installations existantes. À terme, par la réorganisation de l'ensemble du système d'approvisionnement énergétique du vieux continent.

Les coûts de la transition sont entièrement supportés par les pays européens : ce sont eux qui doivent prévoir la construction d'un nouveau réseau d'infrastructures adapté au traitement et à la distribution du gaz américain.

Aux coûts de la transition s'ajoutent les dépenses plus élevées pour l'achat d'énergie une fois qu'ils seront en place, puisque, dans le nouveau scénario sans énergie russe, aux coûts plus élevés correspondront des prix plus élevés.

Il y a ensuite un troisième problème, que nous venons d'évoquer : jusqu'à présent, l'UE a apparemment surtout écouté la voix des États-Unis – qui, dans ce conflit, ont très peu à perdre – sans trop se soucier de ses engagements envers la Russie. Pourtant, il est clair que, tout au long de la période de transition, tant que l'Europe continuera à être dépendante du gaz russe et à violer les accords internationaux (la saisie des fonds d'institutions nationales souveraines constituant une violation assez grave du droit international), les pays européens restent exposés à d'éventuelles mesures de rétorsion de la part de la Russie.

Par conséquent, alors que l'Occident jette de l'huile sur le feu dans ses relations avec la Russie, il maximise en même temps les stocks de pétrole et de gaz des deux côtés de l'Atlantique.

Tant à Washington qu'à Bruxelles, on sait en effet que si la Russie décide vraiment de fermer les robinets de gaz aux pays hostiles, l'Europe ne passera pas l'hiver.

L'effet déstabilisant d'un contre-embargo russe sur la résilience même de l'UE serait immédiat. Il est certain que les risques d'une escalade militaire, à l'issue incertaine, augmenteraient encore. Mais du point de vue de la guerre économique, il est clair que la Russie a les armes les plus puissantes entre ses mains et, même sur le plan politique, n'est pas un ennemi facile à faire plier.

Du point de vue de la Russie, les relations avec l'Occident ne sont d'ailleurs qu'un aspect du problème. C'est précisément parce qu'il y est contraint par les États-Unis et l'UE que le gouvernement russe s'efforce de se tailler un espace économique et de construire sa réputation financière. Même à moyen et long terme, la stratégie occidentale contre la Russie risque donc de se transformer en boomerang : à force de dresser des barrières contre des pays grands comme des continents, l'Occident finit par s'isoler économiquement et par accélérer son déclin par rapport aux blocs antagonistes qu'il contribue lui-même à renforcer.

Dans l'économie réelle, les dynamiques les plus récentes voient le rôle du groupe des BRICS s'accroître : précisément en réponse à la politique américaine, le 27 juin 2022, l'Iran et l'Argentine demandent également à rejoindre le groupe.

Dans le domaine financier, à côté des actions de propagande, comme nous l'avons vu, la décision qui modifie substantiellement les chiffres des bilans des institutions publiques et privées, russes et occidentales, s'avère la saisie des fonds de la Banque centrale russe. Toutefois, il s'agit là aussi d'une décision aux conséquences à double tranchant pour les États-Unis. D'une part, les États-Unis montrent au monde qu'ils contrôlent toujours les leviers de la finance. De l'autre, cet étalage même d'arrogance et de pouvoir démontre le déclin de la finance américaine dans les processus internationaux de discipline financière, de plus en plus basés sur le vol plutôt que sur les lois du marché.

Depuis la guerre en Libye, les États-Unis se sont lancés dans un nouveau protocole de guerre économique qui commence précisément par la saisie des fonds des Banques centrales des États souverains déclarés ennemis. Dans l'immédiat, ces actes sans base juridique internationale, fondés uniquement sur l'intimidation économico-militaire, causent de graves dommages au pays visé. C'est comme si l'on subissait un grand vol dans les coffres de la Banque centrale : des centaines de milliards de dollars, équivalant à des années d'exportations, investis dans les centres financiers considérés comme les plus fiables, disparaissent à jamais, par un trait de plume sans validité juridique. À long terme, cependant, ces abus sapent la crédibilité des institutions bancaires et financières qui les mettent en œuvre.

Bien que les centres financiers les plus développés et les plus attrayants se trouvent en Occident, de nombreuses Banques centrales et institutions financières internationales sont en train de revoir leurs stratégies d'allocation des réserves de devises. Aujourd'hui, lorsqu'un investisseur international envisage d'investir aux États-Unis, il doit calculer la prime de risque associée à un éventuel gel des fonds. Ce n'est pas un hasard si en 2021, pour la première fois depuis 2010, l'exposition de la Chine aux titres de la dette publique américaine est passée sous la barre des 1 000 milliards de dollars, soit une baisse de 100 milliards de dollars par rapport à l'année précédente¹.

Le développement de nouvelles alternatives économiques et monétaires au dollar et la redéfinition des équilibres financiers internationaux sont des processus qui sont loin d'être écrits, et

1. CNBC, China holdings of U.S. debt fall below \$1 trillion for the first time since 2010. <https://www.cnbc.com/2022/07/18/china-holdings-of-us-debt-fall-below-1-trillion-for-the-first-time-since-2010.html>. // *Wall Street Journal*, If Russian Currency Reserves Aren't Really Money, the World Is in for a Shock. <https://www.wsj.com/articles/if-currency-reserves-arent-really-money-the-world-is-in-for-a-shock-11646311306>.

les facteurs de risque de la stratégie américaine sont nombreux. Mais c'est un risque calculé.

D'un point de vue financier, l'hégémonie du dollar est certes en train de s'estomper, mais le chemin à parcourir est encore long. Les centres financiers américains restent les plus importants, et ce n'est pas un hasard si, bien que conscientes des risques politiques, les institutions financières, y compris les Banques centrales, se font toutes piéger lorsque les sanctions sont déclenchées.

Le rôle du dollar, pour l'instant, n'est pas menacé. On l'a bien vu avec la crise financière de mars 2020, lorsque la Federal Reserve (Fed, Banque centrale des États-Unis) a dû se précipiter au secours de toutes les Banques centrales du monde (en ne laissant de côté que la Banque centrale chinoise) pour qu'elles puissent sauver leurs systèmes bancaires respectifs, avec d'énormes opérations de *swap* pour les refinancer en dollars. Dans le monde entier, le commerce a besoin de dollars et les prix des produits de base sur les marchés internationaux sont fixés en dollars. Le renforcement du rouble peut être un élément politique positif pour la Russie, mais ce n'est certainement pas un problème financier pour le dollar.

En outre, du point de vue des finances de la Russie, l'appréciation du taux de change est une réponse efficace à la guerre économique déclenchée par l'Occident, mais elle signifie également que les recettes d'exportation sont orientées vers le renforcement de la monnaie au lieu du développement de l'économie réelle. Dans l'immédiat, il s'agit d'une réponse quasi obligatoire. À long terme, elle risque d'être plus problématique. La Russie peut gagner un match, mais ce sont les États-Unis qui tirent les ficelles.

En fait, à y regarder de plus près, dans leur efficacité, les réponses russes sont des réponses de manuel d'économie politique, qui ne surprennent personne, du moins dans les centres stratégiques des acteurs sur le terrain. De plus, la Russie aurait préféré continuer à faire des affaires avec l'Europe tout en

se taillant ses propres espaces en Asie, plutôt que de se retrouver dans une guerre économico-militaire contre la première puissance économico-militaire du monde et tous ses alliés. Et si elle voulait vraiment être celle qui déclare la guerre à l'Occident, elle n'aurait certainement pas attendu la fin de l'hiver pour lancer la campagne militaire et la guerre énergétique.

La vérité est que toutes ces tendances potentiellement contradictoires ont été déclenchées par les États-Unis, qui, au niveau stratégique, n'improvisent certainement pas. Le jeu avec la Russie s'inscrit en fait dans l'affrontement impérialiste mondial pour le contrôle des nouvelles technologies, qui s'est déclenché avec l'avènement de la pandémie, et dans lequel les États-Unis sont un acteur majeur. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement les anciennes hostilités politiques et les projets de conquêtes militaires, définis au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, mais l'établissement, dans le monde entier, d'un nouveau modèle de relations économiques et sociales, centré sur les nouvelles technologies.

3.

LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN DANS LE CONTEXTE POST-PANDÉMIQUE

La guerre entre la Russie et l'Ukraine ne relève pas simplement du processus d'expansion de l'OTAN, mais s'inscrit dans un contexte très spécifique d'affrontement impérialiste entre des blocs capitalistes de différentes nationalités, opérant dans différents secteurs de l'économie.

L'ensemble des mesures économiques et sociales adoptées à l'échelle planétaire, au nom de la lutte contre la pandémie, fait partie des stratégies par lesquelles ces blocs capitalistes se coordonnent et s'affrontent. Dans ce processus, la Russie et l'Ukraine ne sont en aucune façon des protagonistes.

Derrière la stratégie de lutte contre le covid se cachent en fait de forts intérêts économiques de la part du capital international. Et c'est précisément en rendant ces intérêts explicites – plutôt qu'en essayant de dépeindre la Russie comme une puissance impérialiste aux visées guerrières expansionnistes – que l'on peut mieux comprendre l'importance stratégique de forcer la Russie à intervenir militairement en Ukraine.

Cette analyse souligne également l'importance de l'Europe en tant que terrain de conquête pour les secteurs nord-américains et chinois les plus avancés sur le plan technologique. Cela ne

signifie en aucun cas que l'Europe soit un sujet passif subissant les processus établis à Washington et, dans une certaine mesure, à Pékin. En Europe, comme dans tous les continents, il existe des capitaux suffisamment grands et forts pour s'allier ou pour concurrencer les géants américains et chinois. Ce sont ces capitaux opérant dans des secteurs de haute technologie – qui incluent les énergies renouvelables – qui sont le moteur des politiques de reconversion technologique et écologique de l'UE. Et ce sont précisément ces capitaux qui ont le plus à gagner des conséquences économiques de la pandémie et de la guerre.

De ce point de vue, derrière l'apparente irrationalité de la stratégie de l'UE à l'égard de la Russie, qui est certainement perdante dans une logique d'ensemble, une image plus cohérente se dessine : tout simplement, certains secteurs – et certaines entreprises en particulier – engrangent les bénéfices, et d'autres secteurs et d'autres entreprises, ainsi que la population dans son ensemble, paient les coûts.

Cette asymétrie dans les relations entre secteurs a des répercussions sur les relations entre États. Au sein de l'UE, les pays technologiquement les plus avancés ont beaucoup à gagner dans ces processus, tandis que ceux d'entre eux les plus en retard sont pour la plupart destinés à en subir les conséquences.

Globalement, les degrés de liberté de l'UE restent limités par sa subordination politique et militaire aux États-Unis et, de ce point de vue, l'effet boomerang des sanctions énergétiques n'est qu'une partie d'un processus plus général.

Par rapport à d'autres zones économiques plus avancées, l'UE a également un problème structurel historique, péché originel qu'elle traîne avec elle depuis sa naissance : l'UE n'est pas une nation, elle n'a pas de système fiscal ni d'armée. Le degré d'intégration le plus élevé est commercial et financier et concerne la zone euro, une zone monétaire importante dans le cadre mondial, qui repose toutefois sur des économies nationales très différentes avec, dans certains cas, des intérêts divergents.

La crise pandémique en un coup d'œil

La version officielle de la pandémie, on le sait, est qu'avec l'arrivée du nouveau coronavirus fin 2019, les gouvernements du monde entier réalisent soudainement, à l'unisson, l'importance de la santé et sacrifient certaines libertés secondaires sur l'autel de cette valeur suprême (qui a toujours été piétinée par l'État et le capital au nom de la logique du profit). Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, des pays aux traditions historiques et aux valeurs culturelles très différentes – de l'exaltation des libertés individuelles à l'autoritarisme – adoptent une sphère morale commune, selon laquelle la santé collective est sacrée et prévaut sur la liberté individuelle et les droits sociaux.

À partir de cette nouvelle conception de la santé et de la société, avec l'aide des organisations internationales, tous les pays se mobilisent pour endiguer la pandémie, en adoptant des mesures économiques et juridiques jusqu'alors irréalisables, voire impensables. De la mise en place d'instruments de contrôle et de répression au blocage des activités productives et aux successifs plans de relance, la pandémie a révolutionné en quelques mois les relations économiques et sociales.

Ce n'est pas le lieu pour une critique systématique de ce récit. Aux fins de notre analyse, il est au contraire plus utile de reconstituer les intérêts et les stratégies des acteurs sur le terrain, en examinant les conséquences économiques de ce qu'ils font plutôt que la valeur morale de ce qu'ils disent.

Pour résumer, l'histoire que je raconte est la suivante : en pleine crise économique mondiale, une guerre entre blocs capitalistes, principalement menée par les États-Unis et la Chine, s'est déclenchée, visant à accélérer la transformation technologique en cours et à remodeler les relations sociales et internationales. La crise du coronavirus s'inscrit en effet dans une crise mondiale préexistante, que les politiques monétaires et fiscales n'étaient pas parvenues à résoudre.

Le cadre macroéconomique mondial avant l'arrivée de la pandémie est tout sauf rose. En 2019, le FMI et la Banque mondiale avaient mis en garde contre le risque d'une récession mondiale imminente. Fin 2018 déjà, les incertitudes sur les conséquences du Brexit, la guerre commerciale des États-Unis avec la Chine et le lancement d'une nouvelle politique des tarifs douaniers contre l'Europe avaient fait trembler les marchés.

La crise dite des *subprimes* de 2007 a laissé ses traces : dans l'UE, la crise s'est propagée jusqu'à la dette souveraine et, un peu partout dans le monde, les mesures d'austérité imposées par les gouvernements de toutes les couleurs politiques ont non seulement alourdi les conditions de travail, mais aussi ralenti la croissance et le commerce international.

Malgré les niveaux favorables des taux d'intérêt, l'investissement est resté comprimé par les faibles prévisions de croissance et la situation financière difficile des entreprises, dont la dette passe de 84 % du PIB mondial en 2009 à 92 % en 2019, ce qui accroît la fragilité globale du système industriel et sa dépendance à l'égard des marchés financiers.

Un fait technique significatif pour les économistes nous est fourni par l'inversion de la courbe des rendements US en avril 2019 : les rendements des titres de dette à long terme deviennent inférieurs à ceux des titres à court terme, un phénomène que les experts interprètent comme le signe d'une crise imminente (car il indique une détérioration durable des prévisions de croissance).

Sur le marché du travail, la réduction des salaires et la perte de droits, dans un contexte de précarité généralisée, n'a pas du tout contribué à relancer la croissance – comme le promettaient les recettes néolibérales – mais, au contraire, à réduire la demande par la baisse de la consommation.

Résultat : à la fin de 2019, de nombreux pays capitalistes avancés sont déjà en récession.

La Chine et les États-Unis, généralement dépeints comme des économies rivales, ont en fait une large compatibilité d'intérêts dans ces processus. La guerre commerciale entamée

par l'administration Trump en 2018 déclenche des mesures symétriques de la part de la République populaire : les droits et tarifs douaniers affectent quelque 550 milliards de dollars d'exportations chinoises vers les États-Unis et 185 milliards de dollars d'exportations américaines vers la Chine¹. Les États-Unis et la Chine ne veulent pas que la concurrence internationale joue chez eux. Mais dans le même temps, les deux superpuissances économiques visent toutes deux le leadership technologique et ciblent les marchés mondiaux sur lesquels imposer leur nouveau modèle économique basé sur la haute technologie. La croissance globale du secteur est clairement un objectif commun. Surtout si le match se joue à l'extérieur.

L'UE, que beaucoup considèrent comme un troisième prétendant, est en réalité une entité hétérogène qui abrite des intérêts opposés. Comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre, contrairement à l'idée d'un troisième pôle impérialiste, l'UE est née et s'est développée avec le soutien des États-Unis, qui constituent son référent économique, financier et militaire. En son sein, les positions de l'Allemagne, de la France et des pays nordiques, technologiquement plus avancés et financièrement plus solides, ont prévalu au détriment des pays périphériques. Avec l'aggravation de la crise, après les mesures « anti-pandémie », ce sont surtout l'Allemagne et la France qui font le plus d'efforts pour recomposer les contrastes internes à l'UE, afin de démarrer les plans de relance, dont les pays technologiquement plus avancés ont beaucoup à gagner.

L'affrontement au sein du capital financier est porté par les secteurs à haute technologie (aérospatiale, armement, finance, électronique, informatique, médias, pharmacie, économie verte) au détriment des secteurs traditionnels (pétrole-gaz-charbon,

1. South China morning post, *US-China trade war timeline: key dates and events since July 2018*. <https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3146489/us-china-trade-war-timeline-key-dates-and-events-july-2018>

transport, tourisme, agriculture, industrie manufacturière, immobilier, alimentation, textiles). L'objectif est de forcer la diffusion des nouvelles technologies, de pénétrer tous les secteurs et de profiter de la crise du coronavirus (ou, plutôt, de la crise résultant des mesures restrictives prises contre la pandémie) pour les restructurer selon le nouveau paradigme technologique. Dans ce processus, ce n'est pas seulement la réorganisation de l'ensemble de l'appareil industriel qui est en jeu, mais aussi la redéfinition de relations sociales conformes au nouveau modèle d'exploitation mondiale.

Les acteurs sur le terrain

Le processus mondial de transition technologique et écologique exige un fort degré de coordination internationale et une collaboration active entre trois acteurs principaux : les États, les organisations internationales et les grands capitaux privés.

1. LES ÉTATS. Le rôle des États (capitalistes) est double. Tout d'abord, l'État est appelé à prendre en charge les frais généraux de l'opération à travers les plans de relance, théoriquement justifiés par la pandémie. Il s'agit d'argent qui n'existe pas et que l'État doit emprunter, même s'il sait qu'il sera confronté à l'insolvabilité dans quelques années. Deuxièmement, il a pour tâche d'imposer les conditions sociales appropriées au nouveau modèle d'exploitation, par le biais de mesures extraordinaires de surveillance, de contrôle et de répression qui désarticulent la capacité de résistance et d'opposition de la classe ouvrière, la privant de ses instruments de lutte. L'insolvabilité subséquente des États sera alors l'arme pour transférer tout le pouvoir directement aux créanciers (les banques, aujourd'hui en crise), qui définiront les réformes structurelles que les États devront mettre en œuvre contre leurs peuples pour expier le péché de s'être trop endettés.

2. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES. Le rôle des organisations internationales est de diriger et de coordonner

cette transformation globale de l'économie et de la société. Sur le plan strictement sanitaire, l'Organisation mondiale de la santé joue un rôle clé depuis la décision de déclarer la pandémie, mettant en lumière les interférences économiques et politiques auxquelles est soumis cet organisme. Sur le plan militaire, la principale structure de coordination des pays capitalistes occidentaux est évidemment l'OTAN, dont le leadership américain n'est pas en question. Le choix même de nombreux pays occidentaux de déclarer l'état d'urgence n'est même pas imaginable sans une supervision attentive des États-Unis et de l'OTAN. Sur le plan économique, l'urgence sanitaire a finalement permis à la Banque mondiale, au FMI, à l'UE et à d'autres organisations économiques régionales d'orienter le processus de reconversion technologique en allouant de nouveaux fonds que les États devront dépenser conformément aux indications stratégiques des organisations internationales elles-mêmes. En effet, l'argent emprunté par les États pour leurs plans de relance n'est nullement destiné à résoudre les problèmes sociaux et sanitaires causés par la pandémie, mais à la numérisation, à l'économie verte et au développement des nouvelles technologies. En pleine crise économique, alors que les États sont au bord de la faillite et que la crise sanitaire fait rage, les organisations économiques internationales transfèrent ainsi les coûts de la restructuration capitaliste aux États.

3. LE CAPITAL FINANCIER. Derrière les stratégies des États et des organisations internationales se cachent les intérêts du grand capital. La salle de contrôle de ces processus se trouve dans les centres de décision des multinationales. Il existe de nombreux cercles de la haute finance dans lesquels les stratégies entre les grands capitaux sont coordonnées, et c'est le processus de concentration du capital lui-même qui les crée. Le Groupe de Bilderberg et le Forum économique mondial comptent certainement parmi les organisations les plus puissantes à cet égard. Leurs réunions se tiennent à huis clos et voient la participation de représentants du monde de la finance, des affaires, de la politique et des médias qui

sont cooptés en fonction des stratégies générales des dirigeants de ces organisations et des objectifs spécifiques fixés de temps à autre. C'est dans ces forums institutionnels, expression du capital financier, que prend forme le processus de coordination entre les acteurs concernés, que se définit le rôle des médias, de la science, de la politique, de l'État et des investissements publics et privés. Les oppositions idéologiques se résolvent ailleurs. C'est pourquoi les géants techno-financiers chinois peuvent s'asseoir confortablement à côté des multinationales américaines, sans qu'il soit nécessaire de discuter de communisme et de capitalisme. C'est dans l'un de ces lieux que se sont déroulées les répétitions générales sur le comportement à adopter en cas de pandémie, quelques mois avant l'épidémie : l'événement 201, organisé par le Johns Hopkins Center for Health Security, le Forum économique mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates en octobre 2019. Il est par ailleurs évident que derrière ces lieux formels de coordination du capital financier se trouvent les grands capitaux financiers eux-mêmes, les grandes sociétés d'investissement telles que Blackrock, Vanguard et State Street, hégémoniques sur la quasi-totalité des marchés mondiaux et capables de piloter, par le biais de leurs stratégies financières, le développement et la contraction économiques entre les différents secteurs productifs, dans les différentes zones géographiques de la planète.

De la pandémie à la guerre en Ukraine

En ce qui concerne les objectifs de la transition technologique, la pandémie est une occasion unique de réunir tout le monde autour de la table et de travailler ensemble. Les résultats sont là pour que tout le monde puisse les voir. En effet, la stratégie anti-pandémie a eu d'importants effets économiques, politiques, sociaux et culturels.

Sur le plan économique, deux années de mesures « anti-pandémie » ont laissé des traces. Les secteurs économiques qui

ont le plus souffert sont les secteurs traditionnels : l'agriculture, l'industrie, les transports, le tourisme, le commerce, la culture, le sport et les loisirs ont payé cher l'enfermement, l'éloignement physique et social et les restrictions de la vie sociale. Les secteurs de la technologie et de l'écologie, quant à eux, ont non seulement multiplié leurs bénéfices pendant la pandémie, mais ont également récolté 90 % des allocations gouvernementales dans le cadre des plans de relance et de résilience, le nouveau nom des programmes de reprise dans l'ère post-pandémique.

Ces plans, tant aux États-Unis que dans l'UE, ne s'attaquent même pas aux déficiences structurelles du système sanitaire, que la pandémie a rendues évidentes. Les seules interventions dans le secteur de la santé concernent la vaccination, la numérisation et la télémedecine. Les priorités indiquées par Washington et Bruxelles insistent au contraire sur le développement de l'économie verte et des nouvelles technologies. Dans le plan italien, par exemple, les fonds destinés aux soins de santé au sens strict (c'est-à-dire ceux qui visent effectivement la santé des citoyens, et non l'efficacité du système informatique ou le développement de technologies permettant de se débarrasser des patients sans les examiner) se comptent en centaines de millions d'euros, sur un plan global de plus de 200 milliards en faveur de la numérisation et de la transition technologique et écologique.

Aux États-Unis, le défi de Joe Biden à Trump s'est développé depuis le début comme un affrontement entre la nouvelle et la vieille économie. Trump incarne les intérêts opposés au tournant vert. Il est l'homme des industries et des énergies traditionnelles et plaisante en disant que le réchauffement climatique est un canular inventé par les Chinois pour nuire à l'économie américaine. En 2017, il annonce le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat (qui a officiellement eu lieu en 2019) et, en campagne, propose la levée des restrictions sur l'extraction des combustibles fossiles. Biden, quant à lui, est pour la décarbonisation et les énergies renouvelables, promettant un plan de 2 000 milliards de dollars pour lutter contre le

changement climatique et réduire l'utilisation des combustibles fossiles¹.

L'affrontement entre les deux candidats porte évidemment sur différents sujets : immigration, avortement, relations raciales. Mais il s'agit essentiellement de l'économie. Les deux camps le savent et c'est pourquoi l'élection de Biden est immédiatement interprétée par les marchés comme la victoire du secteur vert contre l'économie traditionnelle.

Dans les relations internationales, le conflit interne au capital américain se décharge sur le contexte russo-ukrainien de deux manières : d'une part, en accélérant le processus de pénétration du capital vert et technologique en Europe ; d'autre part, en offrant un débouché au secteur pétrolier américain, en difficulté sur le plan intérieur après la défaite électorale de Trump. Dans les stratégies de guerre militaire et économique du Pentagone, une accélération des tensions en Ukraine plaît en fait aux deux parties : d'une part, elle permet aux multinationales vertes de conquérir le marché européen ; d'autre part, elle donne aux compagnies pétrolières l'occasion de compenser à l'étranger la défaite subie à domicile.

La pandémie a également des conséquences importantes sur les principes mêmes de la politique économique. Après des décennies de politiques de restriction des dépenses, les États peuvent enfin recommencer à dépenser. Finalement, il y a un retour à ce beau keynésianisme, qui dépense beaucoup et s'endette, toujours utile quand on doit passer de la privatisation des profits à la socialisation des coûts.

Affecter des fonds à la guerre en période d'austérité budgétaire susciterait une controverse économique et politique ; le faire dans un contexte de politique budgétaire ultra-expansive, c'est autre chose : un peu pour chacun ne fait de mal à personne

1. MarketWatch, *Fracking and the 'Green New Deal': Here's where Trump and Biden stand on climate change*. <https://www.marketwatch.com/story/heres-where-trump-and-biden-stand-on-climate-change-2020-09-29>.

(et puis en chuchotant on compte les zéros dans les différents chapitres de dépenses). Le débat politique peut ainsi se concentrer sur les valeurs les plus élevées, comme la santé et la vie en communauté, ou la préservation de la paix et la défense des plus faibles. Même s'il s'agit en fait de financer les entreprises pharmaceutiques, le secteur de la haute technologie et la guerre.

Pour le moment, le remboursement de l'argent n'est pas envisagé. Pourtant, dans quelques années, les titres de la dette publique avec lesquels la transition technologique est généreusement financée arriveront à échéance, et les États qui dépensent aujourd'hui en faveur du grand capital seront contraints de capituler face aux grands créanciers. La tenaille du capital a deux bras : l'un dans l'économie réelle, l'autre dans l'économie financière.

Ensuite, il y a les relations de classe : deux années de gestion d'urgence anti-pandémie ont fait faire aux travailleurs un bond en arrière de plusieurs décennies en termes de droits et de conditions de travail et de salaire. La population dans son ensemble a été soumise à des mesures de contrôle et de discipline sans précédent. Le droit d'étudier a été transformé en devoir d'apprendre – en distanciel ou en présentiel, peu importe – et le mouvement étudiant a été privé de son espace d'action. La capacité de réaction des mouvements syndicaux et sociaux est réduite à zéro.

Imaginez les risques de voir se développer une mobilisation anti-guerre ! Tout au plus, on peut discuter du bien commun ou d'une morale pacifiste abstraite, mais certainement pas des intérêts économiques concrets de la classe ouvrière, qui n'a jamais rien gagné de bon de la guerre.

Enfin, la lutte contre la pandémie a laissé des traces au niveau culturel : de la pensée unique, construite dans les médias, la politique et la culture officielle, on est passé à l'interdiction d'exprimer des opinions à contre-courant. Il n'y a qu'une seule vérité, établie par les organismes officiels nationaux et internationaux ou par les gestionnaires des réseaux sociaux. La critique, auparavant considérée, du moins formellement, comme un élément essentiel des relations démocratiques et du

progrès scientifique, a été interdite et remplacée par la censure. L'information non alignée est occultée pour le bien commun.

Là encore, les conditions culturelles léguées par la politique anti-pandémique, résultant, bien sûr, de longs processus qui ont commencé dans le passé, sont excellentes pour préparer la guerre. Dès le début, les modes d'information et de propagande dans la lutte contre le covid ont été typiques des régimes en guerre. Il s'agit maintenant simplement de passer du récit aux faits. Ce n'est plus une guerre symbolique contre un virus, mais une véritable guerre contre un pays.

Alors qu'hier il fallait faire taire les « négationnistes » et les « complotistes », aujourd'hui, par prudence et pour le bien des peuples occidentaux, les chaînes d'information russes ou considérées comme pro-russes, qui sont par ailleurs très actives pour apporter des contre-arguments à la presse occidentale, sont occultées.

C'est, en temps normal, la tâche de la presse de déboulonner un organe de presse, et non des gouvernements. Même un enfant sait qu'en temps de guerre, il est préférable de connaître la version de l'ennemi, et ceux qui la font vraiment utilisent tous les canaux pour savoir comment les choses se passent dans le camp adverse. Mais en Occident, depuis le covid, il n'y a de place que pour une seule vérité, établie directement par les comités scientifiques de la Sainte Inquisition. Ce sont eux qui établissent, par décret, qui a raison et qui peut parler.

Sans cette campagne médiatique, il est douteux que, sortant de deux années de pandémie, les peuples d'Europe se seraient laissés entraîner dans un conflit dont ils ne font que payer la facture. Mais peu importe : Poutine est assimilé à un tsar (élu, il est vrai, à une large majorité) qui voudrait reconstruire l'empire, soumettre les peuples et aller on ne sait où en Europe. C'est ce que prétend le nouveau président des États-Unis, élu par une poignée de voix, au milieu de fraudes, de contestations et de coups d'État fantaisistes, dans un État où, par construction institutionnelle, les lobbies financiers font la loi. Une tête, une

voix, dans les isolements ; un dollar, une voix, dans les décisions politiques. Voilà la démocratie que les États-Unis entendent exporter en Europe et dans le reste du monde.

Les effets de la guerre sur l'affrontement impérialiste

La relation entre la crise pandémique et le conflit russo-ukrainien est bidirectionnelle. Nous venons de voir comment la stratégie anti-pandémique contribue objectivement à définir les conditions qui permettent et facilitent la déflagration du conflit russo-ukrainien. Examinons maintenant la relation inverse : les effets de la guerre en Ukraine sur les stratégies impérialistes en jeu dans la soi-disant lutte contre le covid.

Avec l'attaque contre le pétrole russe, les États-Unis atteignent un double objectif, à la fois tactique et stratégique : premièrement, les compagnies pétrolières américaines pénètrent et deviennent hégémoniques sur le marché européen du gaz, un résultat qui aurait été impossible en jouant uniquement sur l'intérêt économique mutuel et qui devient maintenant possible grâce à la force politique exercée sur les « alliés », grâce à l'urgence de la guerre (résultat important à moyen terme mais destiné à être relativisé dans le temps) ; deuxièmement, les coûts plus élevés des énergies traditionnelles augmentent la compétitivité de l'économie verte et des énergies renouvelables dans lesquelles excellent les États-Unis.

Ce deuxième objectif est stratégique, déterminant les stratégies impérialistes mondiales des États-Unis. D'un point de vue mondial, plutôt que la Russie, les États-Unis regardent en fait vers la Chine et l'Europe : la première, en tant que principal producteur rival dans le développement du secteur vert et technologique ; la seconde, en tant que principal marché sur lequel vendre des produits et services verts et de haute technologie.

Le problème central du développement de l'économie verte et des énergies renouvelables a toujours été qu'aux prix courants

elles ne sont pas économiquement rentables : sans les incitations gouvernementales, qui durent depuis des années, aucune énergie éolienne ou solaire ne peut concurrencer le gaz, le pétrole et le charbon, et les nouveaux produits d'isolation thermique et de performance énergétique resteraient tous dans les entrepôts des fabricants si les acheteurs finaux devaient réellement les payer au prix du marché.

De ce point de vue, les tensions en Ukraine – ou plutôt les sanctions contre la Russie – apportent une contribution décisive au processus de reconversion industrielle. L'augmentation des prix de l'énergie qui en résulte, et qui ne manquera pas de se poursuivre tant que durera le conflit, accroît la compétitivité des secteurs des nouvelles technologies et des énergies renouvelables. Parallèlement, le processus de substitution des importations d'énergie en provenance de Russie, imposé à l'UE par les États-Unis, amplifie et pérennise la hausse des prix de l'énergie.

Le principal problème des processus de changement de paradigme technologique est dicté par le facteur temps. Lorsque des investissements importants sont en jeu, pour que les projets soient viables dans la pratique, ils doivent être relativement rapides. Au cours de la période initiale, pendant laquelle des coûts sont engagés en vue de revenus futurs, les entreprises se retrouvent financièrement exposées. Dans un environnement financier instable, le risque est alors que les projets n'arrivent pas à maturité et doivent s'arrêter avant de commencer à rapporter réellement des bénéfices. Même le projet le plus rentable sur le papier est en fait irréalisable sans les flux financiers nécessaires et la transformation simultanée de l'environnement économique environnant.

La grande opération de coordination entre les États, les organisations internationales et le grand capital en constitue la garantie nécessaire. L'augmentation des prix de l'énergie et des technologies concurrentes réduit le risque inhérent au processus de transition et accroît la compétitivité des nouvelles technologies et énergies vertes.

L'intérêt de l'Occident pour l'Ukraine, outre les raisons géopolitiques, découle du rôle prépondérant joué par les secteurs technologiques dans les politiques des États-Unis et de l'UE. Dès le début, ce sont les entreprises ayant des intérêts dans les énergies renouvelables, les infrastructures et l'agro-industrie qui ont fait pression pour l'entrée de l'Ukraine dans l'UE.

La course aux terres agricoles ukrainiennes par les entreprises de biotechnologie, bien qu'importante pour le développement des OGM et leur entrée dans l'UE, ne constitue qu'un élément d'une stratégie plus générale visant à transformer l'ensemble de l'économie européenne et mondiale. Les nouvelles technologies ne doivent pas se développer uniquement au détriment des anciennes. Elles doivent également reprendre les secteurs traditionnels et les convertir au nouveau paradigme technologique.

Le jeu ne se limite en aucun cas à l'application de la haute technologie à des millions d'hectares de terres arrachées à l'Ukraine par des multinationales. Il s'agit plutôt de la transformation technologique de tout l'espace européen, dans chaque pays et dans chaque secteur économique, et de la transformation conséquente de tout le système de relations sociales et de travail nécessaire au développement de ce nouveau modèle d'exploitation mondiale.

L'économie verte

Le développement des nouvelles technologies et de l'économie verte est l'une des principales forces économiques qui régissent les relations internationales entre les capitaux et prend une importance décisive avec l'avènement de la pandémie.

L'économie verte est un modèle de développement visant à promouvoir la croissance économique tout en respectant l'environnement et l'écosystème. Il englobe diverses trajectoires technologiques et différents plans de recherche et d'investissement : l'économie dite circulaire (fondée sur le recyclage, le

reconditionnement des matériaux et la réduction des déchets), les énergies renouvelables, les nouvelles technologies et les nouveaux matériaux visant à améliorer les performances énergétiques et la pollution, la transformation du parc immobilier selon de nouvelles normes d'efficacité énergétique, l'unification des réseaux électriques des cinq continents, la conversion des transports publics et privés aux véhicules électriques et la réduction globale des émissions de dioxyde de carbone¹.

Dans le débat public, cette nouvelle conception écologique se développe dans le cadre de la controverse sur le réchauffement climatique du début des années 2000 et prend de l'importance avec l'augmentation des investissements dans le secteur de la haute technologie, auquel l'économie verte est intimement liée.

En 2007, avec l'éclatement de la crise financière, l'idée d'un Green New Deal prend forme aux États-Unis : un plan d'investissement massif dans le style du New Deal des années 1930, mais dans une direction écologiquement durable. Avec le New Deal, le président Franklin Delano Roosevelt entendait sortir les États-Unis de la Grande Dépression qui avait suivi le krach boursier de 1929 ; avec le Green New Deal, il s'agit maintenant de sortir les États-Unis de la Grande Récession qui a débuté avec le krach boursier de 2007.

En 2008, le projet se développe au Royaume-Uni, avec la création du groupe Green New Deal, et devient partie intégrante du Programme des Nations unies pour l'environnement, qui lance le Global Green New Deal.

L'accord de Paris sur le changement climatique constitue une étape importante de ce processus. Il s'agit du premier accord juridiquement contraignant au monde, signé le 22 avril 2016 et entré en vigueur le 4 novembre. L'objectif est de forcer le changement technologique dans une direction verte, au détriment des

1. UN Environment programme, *Green economy*. <https://www.unep.org/regions/asia-and-pacific/regional-initiatives/supporting-resource-efficiency/green-economy>.

secteurs traditionnels, et en même temps de forcer les pays plus pauvres et moins développés à entreprendre de coûteux projets de reconversion technologique, laissant le champ libre aux nouvelles multinationales vertes¹.

Rapidement, également sur le plan culturel, les questions écologiques et climatiques deviennent des sujets prioritaires, sur lesquels il ne peut y avoir aucune hésitation. Le vert représente le progrès, il plaît aux hommes, aux femmes, aux personnes âgées et aux enfants, il est bon pour les riches comme pour les pauvres, dans les pays avancés comme dans les pays défavorisés. Après des décennies de batailles, l'écologie fait enfin l'unanimité. Bien sûr, on ne peut pas dire que ce tournant politico-culturel soit réellement le fruit des luttes des écologistes militants (qui sont généralement arrêtés lorsqu'ils s'opposent à la marchandisation de la planète, comme en Italie, lors du mouvement No-Tav). Au contraire, il est le produit de campagnes médiatiques organisées et financées aux plus hauts niveaux institutionnels mondiaux.

Le cas le plus frappant est sans doute le « phénomène Greta » : alors que s'accroît l'intérêt de la presse pour les questions environnementales, les puissants se retournent contre une jeune fille de 15 ans diagnostiquée autiste, Greta Thunberg, la transformant en objet médiatique.

Trois mois après avoir entamé une protestation solitaire devant le parlement suédois, la jeune écologiste en difficulté dans les relations sociales, atteinte de mutisme sélectif, se retrouve catapultée dans les plus hautes sphères du pouvoir mondial : elle est entendue à l'ONU, elle est invitée au Forum économique mondial de Davos, elle prononce des discours devant les parlements français, britannique et européen et rencontre même le pape François qui, interprétant sans doute la voix du Seigneur, au lieu de prier pour elle et de la protéger des puissants, l'encourage à continuer.

1. Conseil européen, *Accord de Paris sur le changement climatique*. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/paris-agreement/>.

Entre une conférence et une autre, la nouvelle icône verte, qui considère l'école comme facultative, trouve également le temps d'écrire plusieurs livres¹.

« Vous dites que vous aimez vos enfants plus que tout, et pourtant vous leur volez leur avenir sous leurs yeux. [...] Nous ne sommes pas venus ici pour supplier les dirigeants d'agir. Vous êtes à court d'excuses, et nous sommes à court de temps. » Avec ces mots, Thunberg conquiert le monde depuis le siège de l'ONU².

Dans cette nouvelle conception, les luttes environnementales ne naissent pas d'une poussée collective d'acteurs sociaux s'opposant à la transformation capitaliste de l'environnement sur le terrain. Elles naissent dans la tête d'un enfant autiste qui, sans contacts ni expérience, sort de la mêlée et devient une star. Dans le monde des contes de fées, des *self-made men* et des super-héros, il fallait aussi une *self-made girl* pour recevoir le titre de super-héroïne de l'environnement : il était une fois une petite fille qui, un jour, au lieu d'aller à l'école, a décidé de changer le monde ! Ainsi commence la fable de Greta.

En matière d'environnement, il n'y a plus de gauche et de droite, de mouvements sociaux et d'intérêts économiques opposés, mais seulement Greta et les *haters*, comme les médias appellent ceux qui critiquent les idées de la jeune écologiste. L'économie verte n'est pas une option (qui arrange certains groupes capitalistes) : c'est une nécessité, pour le bien de la planète. Quiconque n'est pas d'accord est un pourfendeur de haine. Le nouvel environnementalisme, porté aux nues grâce au

1. Greta Thunberg, Svante Thunberg, Malena Ernman e Beata Ernman, *Scenes from the heart*, Particular books, 2019. Originariamente in svedese: *Scener ur hjärtat*, 2018. Greta Thunberg, *No one is too small to make a difference*, Penguin books, 2019.

2. Democracy now!, *You Are Stealing Our Future: Greta Thunberg, 15, Condemns the World's Inaction on Climate Change*. https://www.democracynow.org/2018/12/13/you_are_stealing_our_future_greta.

financement des géants de la technologie, transcende les relations de classe et de pouvoir. C'est le bien contre le mal. Seule la pureté d'un enfant innocent pouvait atteindre le cœur des nouveaux progressistes.

Tout au long de ce processus, il n'est venu à l'esprit d'aucun écologiste ou progressiste, de droite ou de gauche, *lover* ou *hater* de Greta, que peut-être une petite fille souffrant du syndrome d'Asperger se serait mieux intégrée dans sa communauté en allant à l'école avec ses camarades de classe, au lieu de courir d'un siège du pouvoir à un autre, sans connaître son rôle ou son histoire. La petite Greta, victime sacrifiée de la plus spectaculaire des opérations médiatiques, entourée et choyée par les puissants, connue et aimée dans le monde entier, donnée en pâture à la finance par ses propres parents alors qu'elle tentait de sortir de son autisme, est désormais véritablement seule. Voilà, d'un point de vue humain, le phénomène Greta : l'instrumentalisation des enfants transformée en lutte pour le progrès, sous les applaudissements de l'opinion publique. Et des investisseurs verts.

Mais revenons aux investissements. Avec l'apparition de la pandémie en 2020, le Green New Deal trouve enfin le financement nécessaire pour décoller dans les plans de relance des États-Unis et de l'UE. Aujourd'hui, la lutte mondiale est engagée, rester à la traîne serait impardonnable.

En parallèle, un élément considéré comme central pour la conversion verte concerne la transformation numérique. Dans la numérisation convergent en fait des intérêts de nature très différente : économiques, militaires et d'ordre public. Si, dans le domaine militaire et de l'ordre public, les services de police et de renseignement en bénéficient à des fins de contrôle et de surveillance, d'un point de vue économique, ce sont les géants technologiques de l'informatique et des plateformes d'information et d'échange qui ont le plus à gagner de ce processus.

Le fait est que, dans le monde entier, le vert et la numérisation vont de pair en matière d'investissements. Dans le cas de l'UE, le New Deal vert européen et une Europe prête pour le

numérique sont les deux premières priorités de la Commission européenne pour le quinquennat 2019-2024¹.

Le clash technologique et le contrôle de l'information

La partie principale de la transformation technologique colorée en vert se joue dans le premier monde. Seuls les pays les plus avancés sur le plan technologique et économique ont le potentiel pour faire ce saut vers la « quatrième révolution industrielle », comme l'appelle le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab² : du point de vue technologique, la construction d'un système de haute technologie véritablement intégré nécessite un degré suffisant de développement des infrastructures et des biens et services technologiques ; du point de vue économique, les nouveaux biens et services de haute technologie ont des prix qui ne sont pas accessibles aux pays à faible revenu et s'adressent plutôt, du moins dans un premier temps, aux pays les plus riches. Par rapport à d'autres formes de confrontation impérialiste, dans lesquelles ils s'opposent aux pays technologiquement en retard et économiquement défavorisés, l'objectif est cette fois la conquête de l'Europe !

Bien sûr, les marchés chinois et américains sont aussi parmi les premiers bénéficiaires du nouveau modèle technologique. Mais ce sont deux marchés qui sont suffisamment protégés par leurs gouvernements, et les marges de pénétration des capitaux étrangers sont en fait réduites. Le cas des entreprises chinoises de téléphonie, de réseaux sociaux et de médias interdites sur le marché américain, accusées d'espionnage politique pour le compte du Parti communiste chinois, en est symptomatique.

1. Commission européenne, *Les priorités de la Commission européenne*. https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024_fr.

2. Klaus Schwab, *The fourth industrial revolution*, World economic forum.

La règle est simple : dans leurs relations intérieures, les deux superpuissances économiques encouragent le développement de leurs propres secteurs technologiques ; dans les relations internationales, elles accompagnent leurs entreprises dans la conquête de nouveaux marchés. À la différence que la Chine joue essentiellement sur le terrain de la compétitivité économique pour pénétrer tous les secteurs, les États-Unis n'hésitent pas à utiliser la force dans les branches où ils sont en difficulté dans cette rivalité.

Dans cette confrontation – comme d'ailleurs dans le conflit russo-ukrainien – l'UE semble agir sans véritable stratégie. Ses choix apparaissent dénués de rationalité économique : pourquoi accepter cette accélération de la compétition technologique sur ses propres territoires, alors qu'elle part d'une position désavantageuse ? La question ne concerne d'ailleurs pas seulement les enjeux économiques, mais aussi le risque de confier à des capitaux étrangers la gestion des flux d'information, des réseaux et des produits et services technologiques innovants dans le nouveau monde de la haute technologie.

Les accusations du gouvernement américain contre les entreprises chinoises ont en fait une double signification : d'abord, comme nous l'avons dit, de nature économique, afin d'éliminer un concurrent gênant du marché américain et, éventuellement, du marché européen ; ensuite, de nature politique, car tous sont conscients que le contrôle des infrastructures technologiques offre de grandes possibilités pour influencer leur fonctionnement et leur contenu.

Le contrôle des flux d'information est un aspect central de la politique américaine d'espionnage économique et politique. Entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, les institutions européennes ont été confrontées à l'affaire Echelon : un système d'espionnage intégré à couverture mondiale, secret et illégal, visant à contrôler toute communication télématique, géré par la National Security Agency (NSA), l'organisme qui, avec la CIA et le FBI, s'occupe de la sécurité nationale des États-Unis,

en collaboration avec les agences de renseignement et d'espionnage de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

À cette occasion, les institutions européennes se sont contentées de conclure qu'il n'y avait aucune preuve que le système était utilisé à des fins militaires ou politiques contre l'UE et qu'il n'avait au contraire qu'un but économique : transmettre des informations sensibles aux entreprises américaines¹.

Depuis lors, le système de surveillance des informations de la NSA a fait un bond en avant grâce à l'analyse des métadonnées, à l'intelligence artificielle et à la cybernétique. En 2013, Edward Snowden – ancien technicien de la CIA et d'une entreprise de technologies de l'information consultante pour la NSA – révèle l'existence du programme de surveillance de masse PRISM (programme de surveillance électronique, de cyberguerre et d'interception des signaux) de la NSA et de systèmes similaires développés par les services de renseignement britanniques, en collaboration avec la NSA, notamment Temporal et Muscular. L'informaticien produit également des preuves que ces systèmes ont été utilisés contre des entreprises, des hommes politiques et des diplomates chinois, européens et du G-20, ainsi que contre des millions de citoyens américains et européens². Le commentaire sévère de la chancelière allemande Angela Merkel, qui s'est également retrouvée sous les yeux indiscrets des espions anglo-américains, montre bien la véritable relation de fraternité et de soumission entre alliés : « Il est absolument inacceptable d'espionner des amis ! » Puis le président Barack Obama

1. European Parliament, *Temporary committee on the ECHELON interception system*. https://www.europarl.europa.eu/comparl/tempcom/echelon/rechelon_en.htm.

2. The Guardian, *Boundless informant: the NSA's secret tool to track global surveillance data*. <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/08/nsa-boundless-informant-global-datamining>.

l'appelle au téléphone, la rassurant que dorénavant elle ne sera plus espionnée, et qu'ils seront de nouveau amis comme avant¹.

Le scénario qui en ressort est sans ambiguïté. Les stratégies américaines visant à contrôler l'information et la communication témoignent d'une attitude clairement hostile, même à l'égard des alliés militaires et économiques. Ennemis ou alliés, peu importe : *America first* !

Dans le cas de l'UE, le problème est que sa naissance et son développement mêmes ont lieu sous l'influence des États-Unis, et il n'est pas possible de juger de sa rationalité si l'on fait abstraction de ce fait historique, qui n'est nullement à proprement parler secondaire. La présence militaire sur le territoire européen, la puissance économique et la suprématie financière constituent le cadre des politiques de surveillance et de contrôle, mais elles sont le résultat d'un long processus qui a débuté à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

1. Reuters, *Merkel frosty on the U.S. over 'unacceptable' spying allegations*.
<https://www.reuters.com/article/us-eu-summit-idUSBRE99N0BJ> 20131024.

4.

LA STRATÉGIE US EN EUROPE

La stratégie américaine visant à s'imposer comme puissance financière hégémonique mondiale est présentée à la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, alors que la guerre se poursuit, après que l'Union soviétique a repoussé les nazis et renversé le cours du conflit mondial.

Ces accords prévoient un système de taux de change fixes, centré sur la convertibilité du dollar en or, les monnaies mondiales étant arrimées au dollar. Dans l'économie réelle, le plan Marshall est le pilier central par lequel les États-Unis financent la reconstruction européenne. Ce deuxième pilier ne pourrait pas exister sans le premier, de nature financière : un plan organique pour l'Europe, dans tous les secteurs et dans tous les pays soustraits à l'influence de l'Union soviétique, ne serait même pas imaginable dans la jungle des taux de change qui évoluent indépendamment. C'est dans ce contexte que se développe le processus d'unification économique européenne.

Le processus d'unification économique

Le processus d'unification économique européenne débute officiellement en 1951 avec la création de la Communauté économique du charbon et de l'acier, avec pour premier objectif la

création du marché unique européen, un marché sans contraintes pour toutes les marchandises. Le processus est long et nécessite des décennies pour pleinement se déployer.

Les États-Unis sont les premiers à faire pression dans ce sens : c'est sur ce marché que les entreprises américaines déversent leurs marchandises (les fonds américains pour la reconstruction de l'Europe sont destinés à cela) et apportent leurs capitaux à la recherche de main-d'œuvre et d'acquisitions bon marché. Un peu comme les Européens voudraient maintenant le faire avec les Africains, les Américains aident les Européens chez eux en plaçant par sécurité quelques bases militaires « pour les défendre ».

Les fortes exportations de capitaux américains vers l'Europe conduisent les capitaux américains et européens à se lier de diverses manières, tant sur le plan financier que sur celui des relations productives, dans un contexte où le rapport de force penche en faveur des investisseurs américains. Ces derniers apparaissent comme des bienfaiteurs qui apportent des investissements mais, en fait, ils deviennent aussi les nouveaux propriétaires des capitaux européens. Ainsi commence la pénétration du capital américain en Europe.

Les États-Unis sont également les plus fervents partisans d'un régime de taux de change ordonné en Europe, arrimé au dollar. Dans un premier temps, comme nous l'avons vu, par le biais des accords monétaires de Bretton Woods. Plus tard, lorsqu'ils en auront assez et qu'ils y mettront fin unilatéralement, en 1971 – le plus grand défaut de paiement de l'histoire du capitalisme – ils feront immédiatement pression pour que l'Europe adopte des systèmes de taux de change stables centrés sur le deutsche mark, confiant à la Bundesbank la tâche de transmettre les décisions de la Réserve fédérale à l'Europe. C'est ainsi qu'est né le serpent monétaire européen et le système monétaire européen, en prévision de formes plus rigides de taux de change européens.

C'est grâce à ces processus que l'Allemagne, après la défaite la plus retentissante de son histoire, est à nouveau

« aux commandes » de l'Europe, tant sur le plan industriel que monétaire et financier : par la pénétration des capitaux américains dans les capitaux allemands, tant dans le secteur industriel que bancaire et financier. Un rôle similaire à celui attribué dans la zone Pacifique au Japon – l'autre grand perdant du conflit mondial – en tant que puissance régionale complètement subordonnée aux intérêts économiques et militaires américains.

Avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, commence une nouvelle phase de la stratégie américaine en Europe. Les États-Unis entendent capitaliser sur leur victoire sur les pays post-socialistes dans la guerre froide et exploiter les possibilités de profit offertes par la privatisation et la libéralisation, ainsi que leur abondante main-d'œuvre qualifiée à bon marché. Sur le plan économique, l'Europe capitaliste et les États-Unis comptent déjà parmi les régions les plus intégrées du monde. Il s'agit maintenant de se répartir l'Europe de l'Est, en respectant les hiérarchies sur le terrain. L'UE et l'OTAN, de ce point de vue, définissent un cadre institutionnel résolument favorable à travers lequel le capital américain part à la conquête de l'Europe.

Le premier butin de guerre est la République démocratique allemande, qui a été annexée à la République fédérale d'Allemagne le 3 octobre 1990.

Après la réunification allemande, la flexibilité relative du SME, avec des ajustements fréquents des parités centrales des taux de change, devient un obstacle, et la pression augmente pour passer à des taux de change réellement fixes. En ce qui concerne l'Europe de l'Est, l'adoption de la monnaie unique et le processus d'élargissement consécutif de l'UE et de l'euro, sous l'égide de l'OTAN, favorisent l'expansion des capitaux occidentaux et la conquête des nouveaux marchés libérés du communisme. Sur le plan intérieur, en revanche, la monnaie unique agit comme un instrument de discipline fiscale et sociale, empêchant les pays à forte inflation (comme l'Italie) d'utiliser des dévaluations compétitives pour se remettre sur les rails, et les obligeant à s'engager dans la maîtrise de l'inflation par la compression des

salaires, domaine dans lequel l'Allemagne réunifiée est dans une position absolument avantageuse.

La fin du SME et la convergence vers l'euro

Le SME se termine de facto en septembre 1992, avec les attaques spéculatives contre la livre sterling et la lire italienne menées par l'omniprésent Soros, avec l'assentiment de la Bundesbank.

La Banque centrale allemande aurait pu facilement renflouer le SME et infliger des pertes colossales aux spéculateurs en vendant simplement des marks (qu'elle peut émettre sans limite) et d'autres devises précieuses en échange de livres sterling et de lires, comme le stipulaient les accords (même si, en fait, la Bundesbank a toujours imposé que ce soient les devises faibles qui défendent la parité ou demandé leur réalignement).

Le pays qui s'est écarté des parités de change convenues est d'ailleurs l'Allemagne elle-même, laquelle, en augmentant les taux d'intérêt afin d'attirer des capitaux à investir dans l'annexion économique de l'Allemagne de l'Est, a fait exploser tout le système des parités de change, exposant les monnaies des pays à forte inflation aux attaques spéculatives.

Le gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi – qui avait en fait accumulé une certaine expérience des dévaluations depuis 1979 – ne se laisse pas faire et décide de défendre seul la lire contre la spéculation internationale. Le résultat est sans surprise : ce que Bankitalia perd (une grande partie des réserves monétaires), Soros & Co le gagnent.

En effet, comme le prévoient les accords de Maastricht, signés quelques mois avant la crise monétaire, la création de la monnaie unique doit se faire en plusieurs étapes. Les États doivent d'abord prouver qu'ils peuvent remplir les conditions économiques et financières nécessaires à la transition vers un régime de taux de change fixes.

En Italie, cela ouvre le bal des gouvernements techniques et des « plans de relance », c'est-à-dire des manœuvres restrictives et des plans antisociaux à adopter comme contrainte pour adhérer à l'UE. Fort des qualités techniques qu'il avait démontrées à la tête de l'institut d'émission, Ciampi joue également un rôle de premier plan dans ce processus et, après avoir épuisé les réserves monétaires du pays, ponctionne également les salaires des travailleurs. En 1993, il quitte Bankitalia pour assumer la présidence du Conseil des ministres, devenant ainsi le premier Premier ministre non parlementaire de l'histoire de la République. De là, il dicte les nouvelles règles de concertation, de modération salariale et de maîtrise des déficits publics, en vue de la convergence avec l'euro. Enfin, en 1999, quelques mois après le lancement de l'euro, il est élu président de la République.

Le processus est similaire dans toute l'Europe. Les années 1990 ne sont pas des années de débat politique mais de convergence vers l'euro. Peu importe qui va au gouvernement, l'important est de s'aligner rapidement sur les normes fiscales et financières de l'Allemagne.

Le rôle central de l'Allemagne dans les institutions de l'UE et de l'euro découle de ce processus historique mené par les États-Unis, qui commence par la conquête de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest et l'établissement de critères de convergence européens calibrés sur les normes d'austérité des finances publiques allemandes, protégeant la valeur de la monnaie unique.

La Banque centrale européenne est conçue sur le modèle de la Bundesbank et, compte tenu du contexte dans lequel elle a été créée, elle est chargée d'un seul objectif : la maîtrise de l'inflation, contrairement aux statuts des principales Banques centrales du monde qui, au moins officiellement, poursuivent également les objectifs de la croissance de la production et la lutte contre le chômage.

En même temps, toujours dans une optique anti-inflationniste, les pays de l'Union européenne s'engagent à respecter le Pacte de

stabilité et de croissance, qui impose des mesures restrictives sur les comptes publics et sur la maîtrise de la demande.

Dans le nouveau contexte institutionnel, les États perdent complètement leur autonomie monétaire et une partie de leur autonomie fiscale, au profit d'institutions centralisées au niveau supranational, avec des règles de politique monétaire et fiscale asymétriques, orientées dans un sens restrictif, forçant les pays de l'euro à un nivellement par le bas en matière de salaires afin d'être compétitifs dans le marché unique.

Cette brève reconstitution ne vise certainement pas à minimiser le rôle politique des États européens et le poids économique des capitaux européens dans la construction du marché unique et de la monnaie unique. Mais la direction de ces processus se trouve de l'autre côté de l'océan, dans le pays qui est entré le dernier dans la guerre contre le nazisme et qui a toujours combattu le communisme.

À la fin de la guerre, les États-Unis sont le pays qui a subi le moins de pertes humaines et matérielles, le seul également à disposer de capitaux en abondance. Avec la reconstruction d'après-guerre et les accords monétaires, le dollar devient la monnaie hégémonique et les capitaux américains pénètrent dans l'Europe capitaliste. La fin de la guerre froide permet maintenant au capital américain de s'étendre dans les pays post-socialistes. Telle est la physionomie des relations entre les États-Unis et l'Union européenne. La naissance de l'UE et de l'euro ne constitue en aucun cas un défi pour le capital américain et l'hégémonie du dollar. Au contraire, elles font partie des stratégies de conquête des pays post-socialistes par les capitaux américains, désormais bien intégrés aux capitaux européens.

Les contrastes internes à l'Union européenne

Trois groupes de pays aux conditions économiques, poids décisionnel et objectifs différents coexistent dans la zone euro.

Le premier est formé par les pays financièrement plus forts et technologiquement plus avancés : l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Le deuxième groupe est celui de ceux que l'on appelle les PIGS ou PIIGS, avec une inflation plus élevée, et plus faibles financièrement parlant : Portugal, Italie, Grèce et Espagne, auxquels se joint, dans un second temps, l'Irlande. À l'exception de la Grèce, qui n'a adopté l'euro que le 1^{er} janvier 2001, tous sont des membres fondateurs de l'euro depuis 1999.

Enfin, le troisième groupe est constitué des annexions successives, à partir de 2007. Il s'agit de pays objectivement moins capables d'influencer la politique de l'euro, qui ont été incorporés à la zone euro dans le processus d'expansion vers l'est : Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie et Croatie.

Depuis le lancement de l'euro, les pays à l'inflation la plus faible, ceux du premier groupe, ont augmenté leur compétitivité et leur poids dans le marché unique européen, avec des effets positifs sur leur balance commerciale. Tout le contraire s'est produit pour les pays du deuxième groupe.

Le passage à la monnaie unique a également réorienté tous les déséquilibres financiers vers les taux d'intérêt. Dans les pays où l'inflation est plus élevée, les tensions financières – qui, dans un système de taux de change flexibles, se résoudraient par un simple réaligement des taux de change – se répercutent en fait sur les écarts de taux d'intérêt par rapport à l'Allemagne, rendant le financement de la dette de plus en plus lourd. Dans ce système, la crise financière, quelle que soit sa cause, s'exprime comme une crise de la dette publique dans les pays périphériques.

Sur le plan économique et financier, ce qui s'est passé correspond à la lettre à ce que disent les manuels d'économie internationale sur le passage des taux de change flexibles aux taux fixes. Pour l'Allemagne et les pays à faible inflation, l'euro est l'instrument pour croître et s'affirmer en Europe. Pour les pays à forte inflation, en revanche, la seule incitation à adopter l'euro est de nature interne, en tant qu'instrument de discipline du travail,

qui étouffe les revendications salariales au nom de la concurrence internationale. C'est pourquoi, même si les pays du second groupe sont des cochons, ce sont les pays du premier groupe qui les maintiennent en vie : pour ne pas faire exploser toute la porcherie d'où ils tirent des profits.

Dans l'histoire de l'euro, le problème des PIIGS est que, bien qu'ils forment un groupe ayant des problèmes de finances publiques similaires, ils ne fonctionnent pas comme un groupe. Au contraire, ils sont obligés de se débrouiller tout seuls quand ils sont au fond du trou. La troïka – composée du FMI, de la BCE (Banque centrale européenne) et de la Commission européenne – agit comme un tout et les PIIGS, l'un après l'autre, à l'exception de l'Italie (du moins pour l'instant), ont dû accepter ses programmes d'ajustement, composés de privatisations, d'austérité et de réductions des dépenses sociales.

Avec l'apparition de la pandémie, l'UE vacille. L'Europe ne peut pas faire face au problème de la dette alors que la concurrence internationale s'accélère. Le problème des PIIGS peut attendre. À présent il faut investir. L'UE doit donc changer de stratégie. Le 20 mars 2020, pour la première fois dans l'histoire de l'Union, la présidente de la Commission, Mme von der Leyen, annonce la suspension du pacte de stabilité et de croissance. Dans les colonnes du *Financial Times*, l'ancien gouverneur de la BCE Mario Draghi exhorte les États de l'UE à s'endetter¹. Après des années de mesures restrictives, de pactes internationaux de limitation des dépenses, des déficits et de l'endettement, de chantage au *spread* des taux d'intérêt et de plans structurels pour ceux qui sortent du rang, du jour au lendemain, les principes sacrés de la rigueur budgétaire sont renversés pour permettre aux États de se lancer dans le plus grand plan d'investissement public en soutien au capital technologique privé.

1. Financial times, Draghi: we face a war against coronavirus and must mobilise accordingly. <https://www.ft.com/content/c6d2de3a-6ec5-11ea-89df-41bea055720b>.

Historiquement, l'Allemagne et les pays nordiques se sont toujours opposés à la mutualisation de la dette. Aujourd'hui, face au risque de voir l'euro et l'UE exploser au moment même où la transition technologique est en jeu, ils doivent renoncer à ce principe sacré. La médiation interne de l'UE est menée par l'axe franco-allemand, et le compromis est de toute évidence intéressant pour les pays nordiques.

Afin de financer les plans de relance européens – Next Generation EU – la Commission européenne est autorisée à lever jusqu'à 750 milliards d'euros sur les marchés financiers au nom de l'Union européenne, pour les remettre aux États demandeurs, qui doivent les dépenser selon les priorités fixées par la Commission.

D'une part, les États les plus endettés ont ainsi accès à des taux d'intérêt avantageux par rapport aux taux du marché. D'autre part, les États les plus solides financièrement font valoir leurs intérêts en définissant les secteurs cibles et les critères de dépense des fonds empruntés.

Ces derniers, qui bénéficient de taux d'intérêt inférieurs à ceux des obligations européennes, n'ont évidemment aucune raison de recourir aux fonds européens. L'Allemagne, par exemple, bénéficie de taux d'intérêt négatifs : l'État allemand voit sa dette se réduire automatiquement d'année en année sans avoir à prendre de mesures restrictives. Non seulement ces pays n'ont pas besoin d'obligations européennes, mais ils ne voient pas non plus d'un bon œil le fait de devoir contribuer à la garantie des prêts accordés aux PIIGS. En outre, sur le plan technique, sur les marchés obligataires, l'émission d'obligations européennes entre en concurrence avec les bunds allemands dans le secteur des obligations plus sûres, ce qui fait perdre aux obligations allemandes une partie de leur prime de risque en tant que valeurs refuges.

Outre les prêts, la Commission accorde des subventions, dont l'octroi est subordonné à la présentation par les États membres d'un plan national de redressement et de résilience.

Dans le calcul coût-bénéfice de chaque pays, même ceux dont les taux d'intérêt sont plus bas, cela pousse à respecter les priorités de la Commission.

Dans l'ensemble, le résultat est que tous les pays de l'UE sont incités à s'endetter, soit par leurs propres moyens, soit par des mécanismes européens, pour faciliter la transition technologique.

La transformation vers une économie verte est un long processus. Aujourd'hui, alors que les États-Unis et la Chine intensifient la confrontation, l'Europe doit également accélérer. Ce n'est pas le moment de s'en prendre aux PIIGS, il y a le marché de la haute technologie à partager. Le problème de la dette sera abordé en temps voulu.

Le resserrement monétaire

Parmi les pays occidentaux, les États-Unis sont les premiers à retrouver les niveaux de production d'avant la crise après le choc du confinement. Cela se produit au deuxième trimestre de 2021, alors que les pays européens sont toujours à la traîne. Le véritable gagnant du *stop and go* lié au confinement est toutefois la Chine, qui s'est arrêtée la première, au début de 2020, et a redémarré sans difficulté. Grâce à la planification, elle a pratiquement absorbé le coup en un trimestre et roule à nouveau à plein régime dès le troisième trimestre 2020¹.

La reprise de l'économie aux États-Unis et en Europe est plus lente et s'accompagne d'une hausse rapide des prix. Il y a deux raisons principales à cela et elles sont liées aux conditions monétaires et aux engorgements du côté de l'offre.

Sur le plan monétaire, la nouvelle expansion entamée lors du confinement 2020 ne produit pas d'effets inflationnistes immédiats, précisément parce que l'économie est contrainte de

1. Trading economics, *China Gdp growth rate*. <https://tradingeconomics.com/china/gdp-growth>.

tourner à un rythme plus lent. Les liquidités injectées dans le système bancaire se déversent donc entièrement sur les marchés financiers, gonflant les prix des actions et des obligations, qui s'envolent vers des sommets historiques. En 2021, cependant, avec la reprise des activités productives, l'augmentation des liquidités trouve également un débouché partiel dans l'économie réelle, entraînant une hausse des prix.

Du côté de l'offre, la reprise doit également faire face aux perturbations de la chaîne de production mondiale causées par le confinement et la pénurie de biens et de services nécessaires à la production qui en résulte. Les prix n'augmentent pas en raison d'une hausse de la demande (compte tenu, par ailleurs, de la baisse des revenus d'une grande partie de la population suite aux mesures anti-pandémie) mais parce qu'il coûte plus cher de produire dans ces conditions.

2021 est une année noire pour l'inflation américaine : de 1,4 % en janvier, elle passe à 7,0 % en décembre¹. Avec un taux d'intérêt nominal de zéro, une inflation de 7 % signifie un taux d'intérêt réel de - 7 % (le taux d'intérêt réel est égal à la différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation). De tels taux réels négatifs n'avaient pas été observés même pendant les minima de 1974 et 1980, suite aux crises pétrolières, et il faut remonter à la période entre 1947 et 1951 pour rencontrer des valeurs aussi basses².

Avec des taux réels négatifs, les banques sont perdantes. Une banque qui prête 100 dollars à un taux d'intérêt nominal de 2 % reçoit 102 dollars après un an. Toutefois, si entre-temps le prix des bananes est passé de 1 à 1,07 dollar (taux d'inflation de 7 %), avec ces 102 dollars, la banque ne peut plus acheter 100 bananes,

1. Statista, *Monthly 12-month inflation rate in the United States*. <https://www.statista.com/statistics/273418/unadjusted-monthly-inflation-rate-in-the-us/>.

2. Longtermtrends, *The Real Interest Rate*. <https://www.longtermtrends.net/real-interest-rate/>.

comme au moment du prêt, mais seulement 95,3 (102 dollars divisés par 1,07 dollar). En termes nominaux, la banque a gagné deux dollars ; en termes réels, elle a perdu cinq bananes.

La Réserve fédérale ne peut rien faire d'autre : elle doit augmenter les taux de référence, et ce avec détermination. Pas tant parce que ceci pourrait effectivement inverser le cours de l'inflation à court terme, laquelle résulte des décisions monétaires passées et des problèmes d'offre, qui restent inchangés quelle que soit l'action sur la demande. Mais parce que c'est le seul moyen d'augmenter le taux d'intérêt réel : le taux d'intérêt nominal doit augmenter plus vite que l'inflation. C'est une question d'arithmétique plus que d'économie.

L'inversion de la politique monétaire est annoncée début janvier 2022, alors qu'aucun char russe n'a franchi les frontières de l'Ukraine, et aussitôt les marchés financiers américains et européens inversent la tendance, résolument haussière jusqu'alors.

Le resserrement monétaire commence le 17 mars 2022, avec une première augmentation du taux d'intérêt de référence, le taux sur les fonds fédéraux, de 0,25 %, suivie en mai d'une autre augmentation de 0,50 %, et de trois interventions de 0,75 % chacune, en juin, juillet et septembre, passant ainsi de la fourchette 0-0,25 % à celle de 3,0-3,25 %¹.

Lors des conférences de presse qui suivent les décisions de la Fed, où les mots du gouverneur font bouger le NASDAQ en temps réel, Jerome Powell parle de défendre les familles et les petits épargnants, imputant l'inflation au covid et à la Russie. Jusque-là, les marchés ne bougent pas. C'est lorsqu'il commente la stratégie de revoir à la baisse le bilan de la Réserve fédérale, après des années d'assouplissement quantitatif (les programmes d'achat massif d'obligations de la Banque centrale), et la nécessité de ramener les taux d'intérêt dans la zone restrictive, condition

1. Trading economics, *United states Fed funds rate*. <https://tradingeconomics.com/united-states/interest-rate>.

nécessaire pour juguler l'inflation dans la course à la hausse, que les marchés bougent.

La Fed n'a jamais pratiqué une politique de taux d'intérêt aussi agressive depuis les années 1980. De 1979 à 1987, le gouverneur était Paul Volcker, connu comme l'homme qui a vaincu l'inflation. Sa maxime était « No pain, no gain » (reprise par Arnold Schwarzenegger) : il n'y a pas de gain sans douleur, le premier étant bien sûr pour les capitalistes et les banquiers et la seconde pour les travailleurs. La compression monétaire était en fait coordonnée avec l'offensive de classe lancée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher au nom du marché libre.

Là aussi, un changement de paradigme majeur était en jeu : la transition mondiale vers le paradigme néolibéral, avec les changements sociaux et culturels qui l'accompagnent. Ces processus, pour ceux qui connaissent l'histoire du capitalisme, sont toujours violents et entraînent des coûts sociaux élevés et asymétriques, aux retombées particulièrement dures pour les sections les moins protégées de la population.

Mais revenons au présent. Pendant que la Fed ferme les robinets du crédit, l'inflation américaine atteint un sommet de 9,1 % en juin 2022, pour retomber à 8,5 % en juillet et 8,3 % en août¹.

La situation en Europe est similaire. Dans la plupart des pays de l'UE, le redémarrage est plus lent qu'aux États-Unis, tout comme l'inflation. La zone euro sort de taux d'inflation négatifs dans la seconde moitié des années 2020 : le confinement a eu des effets économiques désastreux en Europe, et la déflation en est la conséquence.

Ici aussi, la reprise se heurte aux mêmes problèmes de surabondance de liquidités et de goulots d'étranglement dans la chaîne de production. L'inflation ne commence à augmenter

1. Statista, *Monthly 12-month inflation rate in the United States*. <https://www.statista.com/statistics/273418/unadjusted-monthly-inflation-rate-in-the-us/>.

plus significativement qu'au dernier trimestre 2021, explose en mars 2022 avec les sanctions contre la Russie, dépassant celle des États-Unis en juillet 2022 à 8,9 %, et grimpant en août jusqu'à 9,1 %¹.

La BCE doit donc également se joindre au resserrement monétaire, désormais en cours dans tous les pays de la zone dollar. Bien sûr, après que les pays de l'euro ont entrepris leurs plans de relance, entièrement basés sur l'endettement, alors que les taux d'intérêt étaient à zéro.

Dans ce contexte, le symposium annuel de Jackson Hole en août 2022, où banquiers centraux, politiciens et économistes du monde entier peuvent, à l'invitation de la Réserve fédérale de Kansas city, prendre note des indications du gouverneur Powell sur la manière dont les Banques centrales doivent se coordonner pour gérer le resserrement monétaire, revêt une importance particulière. En effet, les États-Unis craignent qu'une hausse des taux d'intérêt nationaux, faute d'être accompagnée de mesures similaires par d'autres Banques centrales, n'entraîne une appréciation excessive du dollar, réduisant de ce fait la compétitivité des entreprises américaines sur les marchés internationaux. Ainsi, le 8 septembre 2022, la BCE entame-t-elle la nouvelle phase de renchérissement du crédit avec une première hausse des taux directeurs de 0,75 %, portant le taux sur les opérations de refinancement principal à 1,25 %².

Les effets de la contraction monétaire mondiale sont faciles à prévoir. Sur le front du capital, la hausse des taux d'intérêt tend à dégonfler les marchés financiers, à éliminer du marché des entreprises en difficulté, notamment dans les secteurs traditionnels, et à favoriser le processus de centralisation au profit des capitaux financiers les plus importants et les plus solides.

1. Eurostat, *Inflation in the euro area*. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Inflation_in_the_euro_area.

2. ECB, *Monetary policy decisions*, <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2022/html/ecb.mp220908~c1b6839378.en.html>.

Sur le front du travail, chômage, licenciements et emplois précaires tendent à augmenter, obligeant les travailleurs à s'adapter rapidement au nouveau paradigme technologique. De ce point de vue, le raffinement des moyens de contrôle et de discipline sociale déployés dans la lutte contre la pandémie, dont découle la fragmentation accrue du mouvement ouvrier – divisé désormais même en fonction de la possession ou non d'un vaccin ou d'un laissez-passer vert – définit un cadre de relations sociales objectivement favorable au capital, destiné à faire porter tout le poids de la transition par la classe ouvrière.

Enfin, sur le front de la dette publique, la hausse des taux rapproche le moment de la crise de la dette souveraine et du transfert du pouvoir économique des États endettés vers les institutions financières internationales.

La dette publique

L'un des indicateurs les plus significatifs de la solidité financière d'un État est le ratio dette publique/PIB. La taille du PIB permet en effet de mesurer la capacité d'un État à rembourser ses dettes par le biais de la fiscalité.

Un niveau d'endettement élevé accompagné de recettes fiscales importantes ou, plus généralement, la capacité de générer d'importants excédents budgétaires (par exemple, en réduisant les dépenses publiques ou en privatisant) n'inquiète pas les créanciers. À l'inverse, ce même niveau d'endettement, dans une petite économie, signifie un défaut technique pour l'État et, par conséquent, pour les banques créancières : les banques qui profitent des prêts aux pays au ratio dette/PIB élevé (dont elles tirent des taux d'intérêt avantageux) sont vouées à la faillite si elles ne se débarrassent pas de ces titres lorsque l'État est contraint de cesser ses paiements.

Pendant des années, le problème de la dette publique s'est limité aux PIIGS, qui se caractérisent par un taux d'endettement

élevé. Toutefois, le ralentissement de la croissance et les plans de relance économique axés sur la dette en font désormais un problème général. D'une part, les plans de relance ont fait augmenter le numérateur du ratio d'endettement aux États-Unis et en Europe ; d'autre part, l'aggravation de la crise économique, suite aux mesures anti-pandémie et à la guerre économique contre la Russie, a fortement contracté le dénominateur. De là l'explosion du ratio dette/PIB.

La hausse des taux d'intérêt assène maintenant le coup de grâce aux États endettés. La hausse des dépenses en intérêts tend à rendre la dynamique de la dette explosive, dans un contexte où les États doivent également continuer à emprunter pour soutenir la transition technologique et la guerre économique contre la Russie. Dans le même temps, au dénominateur, le resserrement monétaire freine la croissance économique, dans un climat d'incertitude où les entrepreneurs de nombreux secteurs se demandent s'ils doivent fermer définitivement leurs entreprises, plutôt que de les développer avec de nouveaux investissements.

Le problème maintenant ne réside plus dans les PIIGS : il est systémique. L'expansion de la dette, dans un contexte de crise économique et de hausse des taux d'intérêt, réduit la marge de manœuvre des économies, même celles qui historiquement sont plus solides financièrement.

Le système bancaire, qui ne s'est jamais remis de la crise bancaire qui a débuté aux États-Unis en 2007, court un grand risque dans ce processus. Une chose est de faire face aux pertes liées au défaut de paiement d'un seul pays à la fois, dont le poids économique est marginal au sein de l'UE ; une autre est de faire face au défaut de paiement simultané de plusieurs pays, dont certains de taille économique importante.

Sans parler de l'hypothèse – qui, heureusement pour le capital, n'est pas vraiment envisagée par les forces politiques majeures – qu'un État d'un certain calibre économique répudie sa dette en bloc, comme un acte politique. Dans la guerre

économique, ce serait une véritable bombe atomique pour le système bancaire.

La vérité est que le système bancaire est en crise depuis de nombreuses années. En 2008, le début de l'assouplissement quantitatif et des taux d'intérêt zéro, d'abord aux États-Unis puis en Europe, n'avait rien à voir avec les évaluations de l'économie réelle. Elle n'a servi qu'à sauver les banques enfoncées dans la crise des *subprimes*, qui a pris en Europe la forme d'une crise de la dette souveraine.

En 2021, alors que de nombreuses banques sont encore aux prises avec ce problème, la bombe des taux d'intérêt réels négatifs explose, touchant l'ensemble du système bancaire. Une fois de plus, les Banques centrales doivent venir à la rescousse, cette fois en augmentant fortement le taux d'intérêt : certainement pas en rapport de la demande d'investissement (qui, dans le contexte post-pandémique, est en fait toujours faible), mais uniquement du taux d'inflation, ce chiffre maudit que le taux d'intérêt doit poursuivre et dépasser, pour ramener le taux réel dans la zone positive.

Cependant, il ne sert à rien de pomper et drainer de l'argent si l'on ne modifie pas les conditions économiques dont les banques tirent profit. Ce qu'il faut, c'est une crise économique profonde, qui touche d'abord les secteurs traditionnels, produit du chômage et augmente le taux général d'exploitation du travail. Powell lui-même le dit à demi-mot, lorsqu'il évoque la spirale salaires-prix : on combat l'inflation en réduisant les salaires.

Ainsi, la crise passe des banques aux travailleurs, avec la contribution de l'État. Les banques sont en effet les principaux créanciers des États. Elles sont en crise depuis longtemps, et les États et les Banques centrales font tout pour les sauver. Mais lorsque la spéculation financière se déchaîne sur les États endettés et les contraint à un défaut de paiement contrôlé, ce sont elles, les banques, par le biais de la *troïka*, qui dictent les réformes structurelles pour mieux écraser les travailleurs.

Dans ce processus de redistribution du pouvoir, l'État se retrouve avec des fonctions coercitives et répressives envers son peuple, mais des pouvoirs économiques limités. Ces derniers sont en effet pris en charge directement par les créanciers internationaux. Il ne reste plus aux travailleurs qu'à travailler plus dur, dans de plus mauvaises conditions, pour des salaires plus bas, afin de rembourser les dettes que l'État a contractées en leur nom. Bien sûr, pour défendre leur santé et la démocratie en Europe.

CONCLUSIONS

Le fait le plus évident du conflit russo-ukrainien est que tout le processus ne part aucunement de la Russie, afin d'étendre sa sphère d'intérêts économiques et géopolitiques, ni de l'Ukraine, selon le récit occidental, théâtre d'un mouvement spontané d'un peuple prêt à tout pour rejoindre l'UE, brutalement réprimé (huit ans après le coup d'État pro-occidental) par l'intervention militaire russe.

Elle part au contraire des États-Unis, en tant qu'attaque économique contre l'UE dans le contexte post-pandémique et en tant que développement du processus général de capitalisation, économique et militaire, sur la victoire contre l'Union soviétique dans la guerre froide. La chute du mur de Berlin marque l'issue finale du conflit et, année après année, pays après pays, les États-Unis exigent que les vaincus paient la facture.

D'un point de vue militaire, l'Ukraine est une passerelle stratégique dans l'expansion de l'OTAN vers la Russie. Le processus de déstabilisation de l'Ukraine remonte très loin : il commence avec la dissolution de l'Union soviétique et, en passant par le cataclysme provoqué par quelques élections populaires et un coup d'État, conduit à l'établissement d'un gouvernement pro-américain, accompagné de la montée du nazisme, également instauré et financé par la société civile de Soros et les armes secrètes de l'OTAN. Les marges d'autonomie de l'Ukraine dans ses choix économiques, politiques et

militaires sont désormais réduites à zéro. L'Ukraine n'est qu'un avant-poste militaire de l'OTAN contre la Russie, sans aucune autonomie politique.

D'un point de vue économique, l'Ukraine joue un rôle important dans le processus de pénétration des capitaux américains en Europe, qui a commencé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les pays du bloc occidental et s'est développé à l'Est avec la chute du socialisme réel. De fait, elle constitue un pays clé pour imposer les biens de haute technologie produits par les capitaux américains à l'UE et pour étendre la domination économique des États-Unis en Europe de l'Est.

Depuis les années 1990, les États-Unis n'ont qu'une seule préoccupation dans le processus d'expansion de l'UE dirigée par l'Allemagne : éviter que l'Allemagne et la Russie développent des relations économiques privilégiées qui affaibliraient inévitablement le rôle de leader des capitaux américains en Europe.

La déstabilisation de l'Ukraine permet aux États-Unis de lancer une offensive contre l'axe économique russo-allemand, avec des instruments des plus diversifiés : de l'ingérence dans les affaires économiques entre les deux pays – le blocage du gazoduc Nord Stream 2, avant même l'intervention militaire russe, en est un exemple frappant – aux pressions politico-militaires pour entraîner l'UE dans la guerre contre la Russie.

Mais dans la phase impérialiste du capitalisme, les États ne sont pas tout. Derrière les politiques nationales et internationales se cachent les capitaux en concurrence entre eux, parfois à la recherche d'accords, parfois en conflit ouvert. L'Allemagne, comme chaque pays, possède en son sein des capitaux de nature différente. Et c'est dans cette compétition entre capitaux, plutôt que dans l'affrontement entre États, que s'expliquent les stratégies économiques et militaires – apparemment suicidaires du point de vue des États – des différents États membres de l'UE et de l'UE dans son ensemble.

Il ne s'agit en aucun cas d'une pure servilité politique à l'égard des États-Unis. Les capitaux européens ont également

beaucoup à gagner dans ces processus. En particulier, les entreprises technologiques les plus avancées, notamment d'Allemagne, de France et des pays nordiques, profitent du développement des nouveaux secteurs et grandissent au détriment des anciens. C'est la logique de l'impérialisme : les intérêts nationaux sont subordonnés à ceux des capitaux les plus grands et les plus forts. Pour l'Allemagne, la France et tous les pays européens, le durcissement des relations avec la Russie a des conséquences économiques désastreuses pour le système-pays. Pour les entreprises allemandes, françaises ou d'autres pays spécialisés dans les technologies avancées et les énergies renouvelables, en revanche, c'est une source de nouveaux profits.

L'accélération de la concurrence internationale entre les capitaux technologiques, principalement des États-Unis et de la Chine, ne laisse aucune marge de manœuvre à l'UE. On ne peut pas se permettre, à ce stade, de faire exploser l'Union. Il est désormais nécessaire de soutenir les capitaux européens dans leurs alliances avec les capitaux nord-américains et de limiter la pénétration des capitaux chinois (qui, par ailleurs, avaient également pénétré en Europe par le biais d'accords et de projets communs avec des entreprises européennes, lesquelles avaient manifestement sous-estimé le risque politique de faire des affaires avec la Chine dans les territoires contrôlés par l'OTAN).

Les États-Unis attaquent la Russie sur le plan économique mais ont la Chine dans leur ligne de mire. L'UE, de ce point de vue, n'est qu'un outil de la politique impérialiste américaine et un terrain à défendre contre l'expansion économique chinoise. L'époque où la Chine n'exportait que des textiles bon marché et des produits de basse technologie est révolue. Aujourd'hui, la Chine exporte tout, biens et capitaux, s'avérant un pays de pointe dans de larges branches des secteurs de haute technologie, et disposant d'une force économique unique derrière elle, grâce à la planification étatique sous la direction du parti. Les États-Unis ont encore leur supériorité financière et militaire. Mais la Chine est désormais un véritable concurrent, une superpuissance

économique avec des visées commerciales mondiales, y compris sur le plan de la transition technologique.

Si Washington s'empresse aujourd'hui de faire la paix avec Bruxelles en supprimant les droits de douane imposés à l'ère Trump et en s'efforçant de trouver de nouveaux fournisseurs d'énergie à l'UE (ainsi que, bien sûr, en revendant à prix majoré sa propre production excédentaire), c'est uniquement parce que, sinon, l'UE exploserait. Ce serait un gros problème pour les capitaux américains de devoir rivaliser en Europe sur des bases purement économiques, sans pouvoir faire valoir leur poids politico-militaire, avec des entreprises chinoises prêtes à s'investir et à l'emporter dans la concurrence précisément dans les secteurs clés de la transition technologique.

Comme après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont donc prêts à aider l'Europe, à condition que celle-ci se lie de plus en plus aux capitaux d'outre-mer, acceptant explicitement son rôle de puissance économique subordonnée au centre de l'empire financier américain. Mais, maintenant comme auparavant, tant sur le plan militaire qu'économique, les États-Unis se rapportent à leurs alliés européens selon la même logique que celle avec laquelle ils se rapportent à leurs ennemis russes et chinois, la seule que le centre impérialiste mondial ait jamais conçue et que nous avons déjà rappelée : l'Amérique d'abord !

L'intervention militaire russe s'inscrit dans un contexte géopolitique des plus contraignants. Il est évident que la Russie aurait préféré poursuivre sa stratégie de consolidation et d'expansion des relations avec l'UE, d'une part, et avec la Chine, les autres pays asiatiques et les BRICS, de l'autre. La Russie n'a pas attaqué, elle a réagi. Mais il est également clair que, dans sa stratégie économique et de sécurité nationale, la Russie avait préparé depuis longtemps l'option militaire en Ukraine et la guerre économique avec le bloc de l'OTAN.

Bien que de nature défensive, la stratégie de la Russie dans la guerre économique déclenchée par les États-Unis et l'UE

n'est pas un signe de faiblesse. Au contraire, la Russie sait que le chemin qu'elle a emprunté est sans retour et concerne déjà sa réputation à long terme : elle regarde vers tous ces pays qui, pour une raison ou une autre, sont ou pourraient être à couteaux tirés avec les États-Unis. Les Russes ne montrent pas leurs muscles, ni ne font de menaces. Quand ils ferment les robinets de gaz vers l'Europe, ils disent que, malheureusement, un pipeline doit être réparé. Aux Américains qui achètent des titres de la dette publique, ils rendent jusqu'au dernier centime (malgré le fait que le Trésor américain se soit approprié illicitement les réserves de la Banque centrale russe). Et à ceux qui ne se montrent pas inamicaux, ils accordent des remises sur l'essence et proposent des accords sur des devises autres que le dollar.

Sur le plan économique, nous allons vers une fermeture progressive des relations entre les blocs internationaux. La guerre commerciale, à coup de droits de douane et de restrictions, lancée par les États-Unis en 2018, d'abord contre la Chine, puis contre l'UE, n'est que la première étape. La guerre économique contre la Russie, avec le renforcement consécutif d'un bloc mondial alternatif à l'Occident, continue dans cette direction et ouvre la voie à un affrontement de plus haut niveau entre des capitaux internationaux très concentrés, en concurrence les uns avec les autres sur le plan économique, et divisés en blocs opposés sur le plan géopolitique.

D'un point de vue commercial, la question de l'énergie est au cœur de la politique de fermeture des États-Unis vis-à-vis de la Chine. Les exportations américaines de gaz, de pétrole et de charbon vers la Chine ont fortement chuté à la suite du conflit russo-ukrainien : les États-Unis détournent leurs ventes d'énergie vers leurs alliés européens et la Chine intensifie ses approvisionnements en provenance de Russie.

Mais les fermetures commerciales touchent aussi de plus en plus d'autres secteurs économiques, notamment l'agriculture,

l'industrie manufacturière et les semi-conducteurs¹. Dans le nouveau contexte mondial où le commerce repose de plus en plus sur des blocs géopolitiques disjoints, l'inflation est inévitable. Tout coûte plus cher au fur et à mesure que nous avançons sur cette trajectoire de fermeture des échanges. La poussée de l'inflation aux États-Unis et en Europe est la conséquence naturelle de ces processus, qui sont tout sauf transitoires. La reprise post-pandémique avec hausse des prix n'est qu'un début.

Dans ce contexte, le resserrement monétaire est une nécessité plutôt qu'un choix. Les banques américaines et européennes sont en crise parce que c'est l'économie réelle qui est en crise. Maman Fed ne peut pas faire de miracles. Le capitalisme a ses propres lois économiques. Le profit se fait en exploitant les travailleurs et le taux d'intérêt réel exprime simplement la portion des profits qui revient aux banques. S'il est aujourd'hui devenu négatif, ce n'est pas parce que le capital bancaire et le capital industriel ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le partage du gâteau, mais parce qu'à mesure que la crise progresse, le gâteau se réduit.

L'inondation du système financier d'argent pendant quinze ans a permis de nettoyer (partiellement) les bilans des banques des actifs toxiques qui avaient pris des proportions démesurées pendant la crise dite des *subprimes* et de soutenir les cours des actions qui se seraient autrement effondrées. Le resserrement monétaire sert maintenant à sauver les banques des pertes résultant des taux d'intérêt réels négatifs.

Les autorités monétaires sont contraintes d'intervenir tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, pour tenter de sauver le système bancaire d'une crise qui peut être reportée mais non évitée, et le problème est que plus elle est reportée, plus sa charge explosive au moment de la détonation augmente. À la Fed, ils savent très

1. Peterson Institute for international economics, *First trade war, now Russia's real war. Why US exports to China continue to suffer*. <https://www.piie.com/blogs/blog/first-trade-war-now-russias-real-war-why-us-exports-china-continue-suffer>.

bien qu'on ne sort pas de ce problème en jouant simplement avec les taux d'intérêt. Powell, qui cite de plus en plus souvent son ancien prédécesseur Volcker, doit maintenant montrer à la classe ouvrière les biceps de Schwarzenegger si, en plus de ramener le taux d'intérêt réel dans la zone positive, il veut vraiment augmenter le taux de profit global de l'économie. Parce que le taux de profit n'augmente qu'avec le resserrement du taux d'exploitation des travailleurs.

Au terme de ce travail, dans lequel – bien que ne dissimulant pas mes positions – j'ai développé mon raisonnement sur des bases économiques, des faits historiques et des données objectives, je voudrais faire quelques commentaires de nature politique sur le double coup que le capital a porté à la classe ouvrière à travers la lutte contre le covid et la guerre contre Poutine.

Pour beaucoup, la crise du covid apparaît comme un éclair inattendu et comme un processus hautement contradictoire. Pris dans toutes ses dimensions, la stratégie de lutte contre le covid semble suicidaire. L'inefficacité et le caractère contradictoire de la politique de santé, l'irrationalité économique du confinement, la vague répressive disproportionnée, le bouleversement des règles du journalisme et de l'information, avec l'interdiction de toute opinion critique, ne semblent pas trouver d'explication convaincante.

Sur le plan économique, le blocage de la production imposé comme mesure contre la pandémie est un pur suicide pour l'économie capitaliste. Même en temps de guerre, on n'arrête pas la production. Et en termes de santé, nous n'avions jamais vu un confinement généralisé de la population. Dans un système économique déjà en crise, ces mesures donnent le coup de grâce à de nombreux secteurs de l'économie mondiale. Mais, en même temps, ils offrent une occasion en or aux secteurs capitalistes les plus avancés de conquérir les secteurs en crise à des prix au rabais.

Alors que la moitié du monde panse encore les plaies de cette tragédie, plus économique que sanitaire, la guerre éclate

officiellement au cœur de l'Europe. Une fois encore, le monde est stupéfait. Personne ne s'y attendait apparemment, et la seule explication que donnent les médias sur les réseaux unifiés est celle du réveil soudain du nationalisme expansionniste du nouveau tsar Poutine.

D'une urgence à l'autre, les peuples d'Europe sont contraints de payer pour des choix politiques extrêmes, incompréhensibles pour beaucoup, aux conséquences économiques désastreuses. Cependant, si l'on replace ces processus dans le cadre de la confrontation entre blocs impérialistes, cette crise économique, sociale, sanitaire et militaire, avec ses corollaires dans les domaines de l'information et de la répression, présente un haut degré de cohérence.

Ce formidable mélange de nouvelles formes de discipline par la haute technologie et d'interventionnisme étatique renouvelé n'a pas grand-chose à voir avec un virus en forme de couronne ou l'expansionnisme russe. La vérité est que le capital international ne se soucie aucunement de la santé, tout comme il ne se soucie pas du peuple ukrainien, ni du peuple russe, européen ou américain. Par sa nature même, le capital ne recherche que le profit maximum. Pas le profit en général, le sien propre. D'où l'affrontement entre capitaux de différents secteurs et nationalités.

Mais la vérité est aussi que cette stratégie agressive de certains blocs capitalistes au niveau des relations sociales et des relations internationales est la conséquence de la crise profonde du capital dans son ensemble. Il n'y a rien de nouveau dans l'histoire du capitalisme : la concurrence entre les capitaux produit des accords et des relations pacifiques tant qu'il s'agit de partager les profits, mais s'enflamme lorsque le capital dans son ensemble entre en crise, se transformant, selon les mots de Marx, en « une lutte entre des frères ennemis » : frères dans l'exploitation des travailleurs, ennemis dans le partage des profits¹.

1. Marx, *Le Capital – Livre III*, chapitre 15. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_14.htm.

Alors que les capitaux s'affrontent entre eux, le capital en général n'a qu'une seule façon de sortir de la crise, comme toujours : faire payer tout aux travailleurs. Aux fins du profit global, la pandémie, la guerre et la chaîne de changements économiques, sociaux et culturels qui l'accompagnent sont inutiles si elles n'entraînent pas une exploitation accrue.

Cependant, la peur du virus et la défense de la démocratie en Ukraine n'ont pas le même effet persuasif sur la classe ouvrière envoyée à l'abattoir.

L'infection par un virus inconnu ou celle de ses proches, l'essoufflement, l'isolement et la peur de la mort ont véritablement terrifié la moitié du monde, même ceux qui, après tout, ne couraient aucun risque. Grâce également à une campagne médiatique efficace, beaucoup ont accepté avec conviction l'imposition de mesures restrictives et coercitives. Même lorsque ces mesures ont empêché ceux qui ne vivent que de leur travail d'aller gagner leur pain.

L'envoi d'armes alors qu'il n'y a pas de places dans les hôpitaux, le financement de la guerre alors qu'il n'y a pas de fonds pour les écoles, les prêts à taux zéro à l'Ukraine (sachant, de plus, qu'elle ne pourra jamais les rembourser) tout en s'endettant à des taux croissants, l'aide au grand capital tout en réduisant les salaires et les pensions sont au contraire des contradictions flagrantes, visibles par tous. On ne peut pas demander aux gens de souffrir dans le froid pour aider l'Ukraine à faire la guerre.

Et même ces nouveaux immigrés de premier rang, que tout le monde devrait aimer et respecter, ne sont en réalité aimés par personne. En Europe, l'immigration n'est pas appréciée, même dans les pays d'où partaient autrefois les flux migratoires, qui défendent désormais leurs frontières avec l'armée et la marine. Jusqu'à présent, les Ukrainiennes n'étaient bienvenues en Occident que parce qu'elles venaient s'occuper des personnes âgées qui avaient quelques économies. Aucun Européen n'est prêt à se serrer la ceinture pour eux. Si l'on produit du racisme, on ne peut s'attendre à la solidarité.

Les missiles politico-médiatiques de mystification et de manipulation ont atteint leur but lorsqu'il s'agissait de générer la panique autour d'un virus de la grippe, mais ils risquent d'exploser en l'air, en raison de leurs propres contradictions internes, maintenant qu'ils voudraient faire peser sur les populations le coût d'une guerre économique et militaire.

Même sur l'économie verte, la volte-face est flagrante. Pendant le projet de transition technologique le plus colossal au nom de l'écologie, après des années de bombardement médiatique en faveur de l'énergie propre, tout à coup, c'est le retour au charbon et à tout ce qui brûle. Dans l'impasse où elle s'est engagée, l'UE risque en fait de ne pas passer l'hiver. Greta peut faire une pause et en profiter pour combler certaines lacunes accumulées pendant ses années d'école obligatoire, alors qu'elle faisait la leçon aux puissants de la planète. Le roi est nu.

Les tensions augmentent, la guerre économique se durcit et les risques d'une escalade militaire s'accroissent. Mais le voile mystique commence à se dissiper. Les places se remplissent, même si les télévisions ne les montrent pas. Contre les restrictions « anti-pandémie », elles crient « Liberté et Résistance », maintenant elles demandent des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail.

La force principale de ces processus est objective : les intérêts des acteurs sociaux qui paient le prix de ces affrontements entre capitaux deviennent inévitablement visibles. La capacité subjective de les guider politiquement, cependant, est une autre question.

Reconstruire les intérêts en jeu, expliquer les stratégies des principaux acteurs, qu'ils soient en vue ou dans l'ombre, déceler la logique de choix apparemment irrationnels, c'est là ma façon de contribuer scientifiquement à ce processus de démystification, sans lequel aucune subjectivité véritablement consciente ne pourra jamais exister. Tel est, en définitive, l'objectif de ce livre.

La mystification politico-médiatique obscurcit mais n'efface pas la vérité. Ne pas pouvoir travailler à cause d'un virus, ne

pas joindre les deux bouts à cause de la guerre économique, risquer la guerre atomique à cause des intérêts du capital sont les conditions objectives dans lesquelles vivent les travailleurs. Mais la guerre économique, dont les travailleurs doivent payer le prix, est en fait une guerre entre capitaux en crise. Une vague de grèves dans tous les secteurs et dans tous les pays s'avère la seule réponse rationnelle que la classe ouvrière peut offrir à cette confrontation des capitaux. Bien sûr, les conditions subjectives de départ ne sont pas favorables après des décennies d'individualisation et d'atomisation du mouvement ouvrier et de la société entière. Mais il n'y a qu'une seule guerre dont le capital, de tous les secteurs et de toutes les nationalités, a vraiment peur : la lutte des classes.

ABRÉVIATIONS

BCE : Banque centrale européenne

Fed : Federal Reserve, Banque centrale des États-Unis

FMI : Fonds monétaire international

ONU : Organisation des Nations Unies

OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en
Europe

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PIIGS : Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne

UE : Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
1. LES ORIGINES HISTORIQUES ET POLITIQUES DU CONFLIT	9
Puissances et pions de l'impérialisme	10
La transition de la Russie vers le capitalisme	12
L'expansion de l'OTAN en Europe	14
La situation en Ukraine.....	17
Le coup d'État de 2014	20
Le changement de régime.....	24
La formation du nouveau gouvernement	27
Les accords de Minsk	30
L'impasse	32
Le président en mode camouflage	37
2. LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE	45
L'opération spéciale russe	45
Les sanctions contre la Russie	50
Les contre-mesures russes	52
Le sort de l'Ukraine	56
Gagnants et perdants sur le front oriental	61
Gagnants et perdants sur le front occidental.....	64
Défaits financiers internationaux	67
L'évolution de la guerre économique	69

3. LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN DANS LE CONTEXTE POST-PANDÉMIQUE.....	75
La crise pandémique en un coup d'œil	77
Les acteurs sur le terrain.....	80
De la pandémie à la guerre en Ukraine	82
Les effets de la guerre sur l'affrontement impérialiste	87
L'économie verte	89
Le clash technologique et le contrôle de l'information.....	94
4. LA STRATÉGIE US EN EUROPE.....	99
Le processus d'unification économique	99
La fin du SME et la convergence vers l'euro	102
Les contrastes internes à l'Union européenne	104
Le resserrement monétaire	108
La dette publique	113
CONCLUSIONS.....	117
ABRÉVIATIONS.....	129